

# Le MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE  
DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



Membre de l'internationale des fédérations anarchistes

<https://www.monde-libertaire.fr>



**CONTAGION  
EN  
COURS**

# TABLE DES MATIÈRES

3-Édito

3-Faits d'Hiver

## TERRAINS DE LUTTES

4-Parcours de Fabrice Boromé

7-Labourgeoisienelâcherarien,nousnonplus!

8-Montreuil, seconde manifestation des sans-papiersle7Septembre

9-Je suis un gilet jaune

10-Violences conjugales, le non-grenelle.

12-Chambéry, l'insolente.

12-Marie-Claude Rafaneau Boj(1950-2019)

## HISTOIRE

13-24 août 2019, Marathon mémoriel.

## PASSE-PORTS

14-Post Fukushima.

15-Le monde comme il va, et en Chine pendant ce temps là.

## REFLEXIONS

16-Sociologie politique du capitalisme.

18-Vieillir en anarchie.

21-Qui pour payer nos retraites ?

22-Pouvoir et masculinité.

24-Dites-nous ce dont vous avez besoin... on vous expliquera comment vous en passer.

25-Les effondristes\*, Histoire d'une dénégation.(2e partie)

## DOSSIER

28-La peste brune, hier et aujourd'hui.

31-Sombres corporations ; jusqu'au brun ?

33-La peste brune ou le choléra multicolore.

36-La peste brune contre les femmes.

38-Pour la défense d'exarcheia.

Entretien avec Yannis Youlountas

43-Prenons la bonne direction.

46Vox: l'extrême droite en Espagne.

47-Ho hé, les grandes gueules!

48-À propos de Maixol.

50-La Horde.Rencontre avec le site antifasciste

52-L'antichambre de l'extrême droite

53-Fachos partout? Anars nulle part?

## IN-CULTURE

55-Afriques anarchistes

57-Pédagogie sociale en acte!

58-Ce mois-ci le ML a reçu, le ML a aimé.

59-Interview express de Patrick Kipper.

60-Schema la Horde

**Le Monde Libertaire. Direction de la publication: Claudine Annerneau, imprimé sur les presses du Ravin Bleu. 7, rue Marie Pia. 91480 Quincy-sous-Senart. Commission paritaire: 0614 C 80740 Depot legal 44145 1er trimestre 1977 - routage 205.**



# ERRATUM

## L'insulte faite à Stirner

Dans le numéro de septembre, pour illustrer un texte sur L'unique et la propriété, chanson du groupe La teigne en hommage à Stirner, auteur d'un essai portant le même titre j'ai... solution de très, trop grande facilité, fait confiance à l'ogre Google. Et la première illustration proposée, accompagnée d'une citation de Stirner était... une photo de Steiner...

Steiner, le créateur de l'anthroposophie. Steiner qui déconseillait aux femmes enceintes de lire de la littérature « nègre » au risque d'avoir des enfants noirs. Steiner qui expliquait qu'il y avait des races inférieures involuant jusqu'à s'éteindre pour que les... la race supérieure (blanche, cela va de soi) puisse, elle, évoluer. Steiner inventeur de l'agriculture biodynamique, avec sa magie, avec ses cornes de vache remplies de bouse, enterrées en hiver. Steiner le responsable du conditionnement de milliers de mômes ayant fréquenté les écoles Steiner-Waldorf. Steiner qui veut de la spiritualité dans tous les actes de la vie, y compris dans l'ouverture d'un compte à la NEF (Nouvelle économie fraternelle)... Bref, une sombre crapule infrequentable. Infréquentable au point que son visage n'est essentiellement connu que de ses adeptes ou des personnes voulant se renseigner (ce que j'ai fait avant de me mettre devant mon clavier) sur son mouvement.

Stirner, Max Stirner n'a rien à voir avec ces divagations tragi-cosmiques. Stirner, le créateur de l'anarchisme individualiste qui s'opposait à l'anarchisme social de Proudhon. Stirner si individualiste que son visage n'est connu que de qui sera allé à sa rencontre. Bref, toutes mes excuses aux anarchistes individualistes... et merde aux anthroposophes !

# Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire...

Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !

**le Monde libertaire mensuel BULLETIN D'ABONNEMENT**  
 3 formules d'abonnement, 3 possibilités de règlement  
 par chèque bancaire, par virement bancaire, par prélèvement bancaire, par abonnement à durée libre

Bulletin à retourner complété à : LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Service Abonnements, 145 rue Amelot - 75011 Paris

**FRANCE METROPOLITAINE ET DROM-COM**  
 Réduction de 50% sur les abonnements en France métropolitaine pour les chômeurs/chomeuses, les étudiant-e-s. Gratuit pour les détenu-e-s.

**Abonnement à durée libre**  
 la solution facile et économique !

Standard 11,00 €/trimestre  
 De soutien 21,00 €/trimestre  
 Réduit 5,50 €/trimestre

> Vous recevez tous les numéros du Monde Libertaire à prix préférentiel  
 > Votre règlement est échelonné en toute simplicité : le prélèvement est automatique  
 > Vous arrêtez le service quand vous le voulez, par simple courrier.

**UN AN :**  
 11 numéros + suppléments  
 Le magazine cher vous et l'abonnement économique

Abonnement standard 44 €  
 Abonnement + soutien 85 €  
 Tarif réduit 22 €  
 Différé 22 €

**Un an numérique uniquement**  
 11 numéros en PDF à télécharger sur notre site

Abonnement standard 22 €  
 Abonnement + soutien 42 €

**ETRANGER**  
 Pour les abonnements vers l'étranger, merci de choisir le règlement par virement international (formulaire d'envoi à compléter avec les taxes douanières qu'elles engendrent sur les chèques bancaires hors France !)

**Union Européenne & Suisse**  
 Abonnement standard 90 €  
 Abonnement + soutien 130 €

**Reste du monde**  
 Abonnement standard 110 €  
 Abonnement + soutien 140 €

**Mon règlement :**  
 par chèque (paié, libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES)  
 par virement bancaire : IBAN FR 78 4255 8800 0821 0670 4820 368 BIC CCCC111177000  
 par prélèvement pour les abonnements à durée libre : dans ce cas, je remplit le coupon d'autorisation de prélèvements ci-dessous :

**Autorisation de prélèvement automatique pour mon abonnement au Monde libertaire (abonnement à durée libre uniquement)**  
 Autoriser l'établissement (banque) de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal le Monde libertaire. Je précise cependant l'échéancier des versements au journal le Monde libertaire.

11,00 €/trimestre (abonnement normal)  
 21,00 €/trimestre (abonnement de soutien)  
 5,50 €/trimestre (tarif réduit)

Votre compte à débiter :  
 Titulaire : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 IBAN : \_\_\_\_\_

Votre établissement bancaire :  
 Nom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_

Date et signature obligatoires : \_\_\_\_\_

**ORGANISME CRÉANCIER**  
 PUBLICATIONS LIBERTAIRES  
 145 RUE AMELOT 75011 PARIS  
 N° NATIONAL ÉMETTEUR : N° 58 50 58

**Important :** merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal de votre établissement. Il y en a un dans votre chèque.

Selon la loi informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de modification aux données vous concernant, en vous adressant aux PUBLICATIONS LIBERTAIRES qui traitent vos données de vos données, dans le cadre exclusif de la gestion de votre abonnement.

# EDITO:

## La contagion !

En préparant ce numéro, c'est bien ce mot qui s'est imposé, et très rapidement. Une contagion se produit sous nos yeux, et sur plusieurs dimensions. Année après année, pays après pays, c'est en toute légalité pour l'instant encore, que tombent les barrières, que s'effacent les lignes rouges, laissant la place à un brun toujours plus sombre.

Une forme de contagion se répand tant en France, qu'en Europe et sur d'autres continents. Le fond de l'air est brun. Son odeur peut tour à tour être celle de la sueur rance des brutes qui tabassent dans les impasses, les squats, ou les manifestations, sous le regard absent de la police. Ou l'odeur, étouffante celle-là, que le déodorant des juges laisse échapper lorsqu'ils protègent ces brutes et poursuivent les antifa d'ici et d'ailleurs d'une haine féroce.

La police, on l'a vu depuis novembre dernier, n'a plus guère de limite dans l'usage de la violence. Une femme

morte, des manifestants éborgnés, amputés, blessés, enfermés. Un pouvoir d'un cynisme absolu qui assume froidement sa violence allant jusqu'à distribuer des médailles.

Les législateurs s'emballent également et votent toujours plus de lois liberticides dont on ne voit plus la limite, dissolvant la frontière entre le droit et l'exception. A leur initiative, c'est à chaque instant, que des intelligences artificielles dotées d'une mémoire infinie et d'une attention sans faille traquent nos téléphones et nos ordinateurs. Alors que ses machines préparent nos « fiches », tranquillement, l'État assume d'enlever le masque, montre son vrai visage...

Quant à la classe politique, il apparaît que l'infecte martingale inventée par François Mitterrand s'est emballée. La famille Le Pen, l'adversaire idéal car frappé d'interdit, « qui jamais ne pourra l'emporter », ne cesse de progresser ; chaque nouvelle réforme anti-sociale lui fait gravir une nouvelle marche du perron de l'Élysée. Enfin, l'on s'aperçoit qu'alors que le brun s'installe à bas bruit au sein de l'État régalién, le patronat se prépare à changer de cheval le moment venu. Préparons-nous à ce mouvement qui n'attend qu'un bulletin de trop.

L'Europe quant à elle, est le lieu de la pandémie. Inutile d'égrener une liste que chaque élection allonge un peu plus. Si l'on excepte la pantalonade italienne d'une extrême-droite temporairement ligotée par son propre « leader » Matteo Salvini, le brun se répand et toujours plus foncé.

Alors... alors les anarchistes sont toujours sur ces fronts. En Suède, c'est Tess Asplund (notre couverture) qui le 1er mai 2016, poing levé, seule, a fait face à un cortège de 300 néonazis – chaque personne compte ! En Grèce, après avoir gagné le combat contre Aube dorée, nos compagnes et compagnons s'organisent pour défendre maintenant le quartier d'Exarchia. En France, alors que le collectif La Horde met à nu les réseaux de l'extrême-droite, le temps semble venu d'être unis, poing levé, face aux idées, aux lois et aux brutes nauséabondes, d'où qu'elles viennent. Le temps aussi est venu d'accélérer la mise en œuvre de nos idées pour convaincre toujours plus une population qui se cherche, qui nous attend, en quête de nouveaux horizons, et sinon... d'un sauveur.

*Patrick*  
Pour le CRML

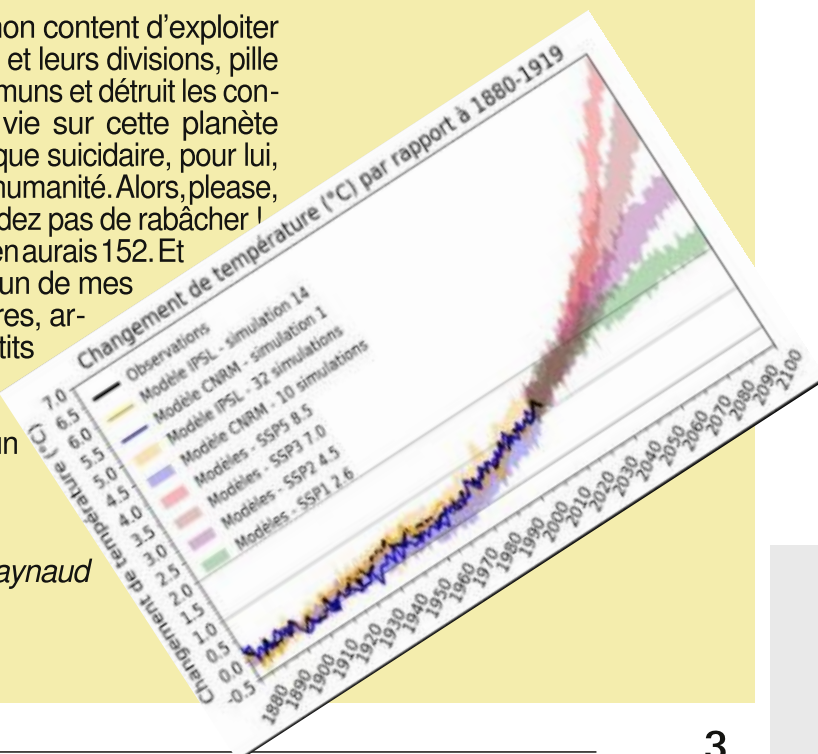
# FAITS D'HIVER

## S'il te plaît, dessine-moi un mouton !

Dans le cadre du programme mondial de recherche sur le climat, les plus grands laboratoires français de climatologie viennent de rendre leur verdict. Plusieurs années de travail effectuées, rien qu'en France, par une centaine de chercheurs et d'ingénieurs, 500 millions d'heures de calcul, 20 millions de milliards d'octets de données collectées sur 80 000 ans d'évolution du climat... C'est plus que du lourd, comme la conclusion. Le réchauffement climatique est bien parti pour être de 7 degrés à la fin du siècle. Vous ne savez pas ce que cela signifie ? Et bé, renseignez-vous. Moi, et d'autres, zazous, beatniks, hippies, anarchistes, utopistes, pessimistes, partisans du retour à la bougie... Cela fait 50 ans au moins que nous vous expliquons que le

capitalisme, non content d'exploiter les prolétaires et leurs divisions, pille les biens communs et détruit les conditions de la vie sur cette planète dans une logique suicidaire, pour lui, comme pour l'humanité. Alors, please, ne me demandez pas de rabâcher ! Dans 80 ans j'en aurais 152. Et je redoute qu'un de mes arrières, arrières, arrières... petits enfants me dise : « Papy, dessine-moi un mouton ! ». Un quoi ?

*Jean-Marc Raynaud*



# PARCOURS DE FABRICE BOROMÉE

## Guadeloupéen, détenu transféré en métropole.

**Les prisons sont faites pour les pauvres. Témoigner c'est combattre.**

À l'âge où il n'aurait dû traverser que des petits chagrins d'enfance, il lui a fallu apprendre la mort brutale de sa mère et apprendre à ne pas exister. Il a enduré les heures les plus terribles de cette maladie mortelle : l'indifférence. Fabrice a compris très tôt et très vite que désormais rien ne serait plus comme avant. Qu'il devrait quitter son père, marin-pêcheur, dévasté par la détresse, et être séparé de ses six frères et sœurs.

L'État ordonne et règne du berceau au tombeau. Fabrice sera placé par la DDASS dans une famille d'accueil maltraitante, ses frères et sœurs seront dispersés eux aussi. Pour échapper à cette catastrophe annoncée, Fabrice fera une tentative de suicide en se jetant par la fenêtre. Il restera quatre jours dans le coma. Il avait huit ans. Personne ne l'a regardé comme on regarde un enfant. C'est le mépris immense et tranquille de tous à peu près sans exception. Et l'infâme empreinte de l'État ne cessera plus désormais de s'acharner sur lui comme s'ils'agissait de l'effacer.

L'argent parle. Sans devoir pour cette famille d'accueil épouvantable. C'est l'enfer pour Fabrice battu, roué de coups et traité comme esclave pour effectuer les tâches domestiques. Puis viendra le foyer d'accueil jusqu'à l'âge de 16 ans. Sans formation, sans réponse, sans solution. Le constat est accablant à tous les niveaux. L'État l'a mis en danger et jeté dehors après lui avoir fait subir d'admissibles violences. Fabrice entrait comme par effraction dans un monde d'adultes, par le biais d'une institution qui se contentera d'appliquer la consigne sans protéger l'enfant. Dé-

sormais, à 16 ans, Fabrice sera tenu responsable de tout ce qui lui arrive. Et personne ne s'est posé la question de savoir ce qu'il allait devenir.

Il est rentré à la maison. Son père était très malade. Le réfrigérateur était vide. Fabrice est intelligent. Les discours sont superflus. Il sait qu'il y a nécessité absolue à trouver de l'argent le plus vite possible pour survivre. Dans ce combat inégal qu'il veut mener contre cette société de classes qui ne l'a jamais accepté, sauf comme marchandise importée à mettre au service de sales gens, Fabrice rejoindra une famille d'adoption : le gang le plus violent de Guadeloupe.

Les prisons sont faites pour les pauvres et les enfants pauvres sont des enfants à emprisonner. C'est ainsi que commence pour Fabrice, âgé de 16 ans, un long périple carcéral de multirécidiviste. Les affaires de nature sociale sont traitées par la justice de grands bourgeois intouchables qui traversent les pires scandales sans vaciller. L'État républicain, régalien, est assis sur le trône de Louis XIV. La leçon de la fable de Jean de la Fontaine n'a pas pris une ride : « **Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir** ».

Pour l'État néo-colonialiste français, la pire décision est la meilleure solution pour les Départements et Territoires d'Outremer. Fabrice sera transféré de force en métropole (2011) loin de ses proches, sans parler pendant des années, indigent. Il n'a jamais cessé de lutter pour faire respecter ses droits, sa dignité, jusqu'à

mettre sa vie en danger. Malheur au détenu qui ose vouloir se faire entendre ! La répression a toujours été féroce à chaque fois, et c'est un miracle s'il a pu échapper à l'irréparable.

De ce tour de France des prisons les plus sécurisées, assigné à l'isolement depuis huit très longues années, aux conditions extrêmes de détention qui lui sont réservées, s'ajoutent les provocations continues, les insultes et les humiliations réglementaires, le racisme quotidien et les violences physiques inouïes. Des tabassages pour un oui ou pour un non, jusqu'aux jets de grenades assourdissantes sous la douche par les ERIS (GIGN de la pénitentiaire) qui le handicaperont à vie. On aurait voulu le tuer qu'on ne s'y serait pas pris autrement.

En 2018, quelques jours après l'avoir visité au parloir, j'ai appris qu'il avait été l'objet ciblé d'une fouille de sa cellule. N'ayant rien d'illégal ou d'illicite, le commando de surveillants casqués et suréquipés l'a passé au rituel tabassage avant de sortir de sa cellule. L'un d'eux s'est retourné et lui a fracassé le genou à coups de matraque avant de partir. Pourquoi ? « Ici, il n'y a pas de pourquoi ! » avait hurlé un kapo à Primo Levi qui lui demandait pourquoi il le battait (in « *Si c'est un homme* »).

C'est avec des ricanements et des sourires carnassiers du personnel de la pénitentiaire que Fabrice apprendra en prison le décès de son père. Tout lui est systématiquement refusé : le rapprochement familial, sa présence aux obsèques de son père, etc...

En prison, Fabrice Boromé n'est plus une personne, ni un homme, ni un individu : c'est un détenu noir. Et lorsque « l'Autre » n'est rien, on peut tout lui faire subir. Toutes ces violences, physiques et psychologiques, infligées par l'administration pénitentiaire sont couvertes par le ministère de la Justice.

Pour donner un aperçu de ce que Fabrice Boromé subit, il faut tout d'abord savoir que la plupart de surveillants pénitentiaires sont des recalés de la police. Les conséquences sont dramatiques pour les détenus comme en témoigne Éric Tino, ex-gardien de prison, qui a dénoncé les violences de collègues dans son livre *Moi, maton, j'ai brisé l'omerta* (Éditions du Moment). L'administration pénitentiaire fait preuve de solidarité pour le pire, n'hésitant pas à menacer le personnel récalcitrant à participer aux basses œuvres. Par ailleurs, ce n'est un secret pour personne, les personnels pénitentiaires n'ont jamais caché leur proximité avec l'extrême droite. À chaque mouvement de grève de leur part, Le Pen a toujours été reçue comme un membre d'honneur par les syndicats de la pénitentiaire. C'est dans ce climat nauséabond que les détenus sont enfermés. Les rapports de l'OIP, de la CGLPL, de la LDH, du Défenseur des droits, de l'ACAT, etc. et les multiples condamnations de la France par la Cour européenne des Droits de l'Homme, se succèdent sans que l'État français ne réagisse. À l'instar de l'Armée, la Justice est, elle aussi, une « grande muette ». L'État est hors-la-loi jusqu'au règles du Code du travail qui ne s'appliquent pas aux détenus lorsque leur est attribuée une activité. Il n'y a pas de contrat, et le taux horaire est de 45% du SMIC pour une activité de production, et de 33% du SMIC lorsque le détenu est affecté au service général. Sur-exploitation, main-d'œuvre bon marché, esclavage au service de l'État et de grandes entreprises.

Silence total de la part des centrales syndicales.

Il y a pourtant 188 établissements pénitentiaires en France, et à chaque comptage des « traités comme de la merde, comptés comme des diamants » (sic Paul Malo, auteur de *Sécurité maximale*, le miroir déformant aux éditions Atelier de création libertaire), un nouveau record du nombre de détenus. Il n'y a jamais eu autant de monde dans les prisons françaises. Et, le ministère de la Justice a pour projet d'agrandir encore plus le parc carcéral pour emmurer des milliers d'indésirables : des pauvres et des contestataires. Dans son livre *L'abolition de la prison* (chez Libertalia), Jacques Lesage de La Haye écrit : « L'évolution des prisons vers les entreprises privées et les multinationales met en évidence le fait que le système carcéral cherche de plus en plus le profit. Un de ses principaux objectifs est la rentabilité : pendant ce temps, les entreprises associées à l'industrie du châtiment tirent des bénéfices considérables du système de gestion des prisonniers, et ont tout intérêt à ce que la population carcérale continue de s'accroître. » (page 151)

Une fois de plus, l'expression de Paul Malo « traités comme de la merde, comptés comme des diamants » prend toute son ampleur, toute sa justesse.

Dans cet univers carcéral ultra violent, esclavagiste, il faut ajouter la mentalité mortifère qui règne. Jacques Lesage de La Haye écrit (page 171) : « Si on prétend être humain, que penser d'une institution où il y a sept fois plus de suicides que dans la société ? Et au mitard, on se suicide sept fois plus que dans la prison classique, donc 49 fois plus que dehors ! Une institution comme celle-là n'est pas défendable ! »

Le parcours de Fabrice Boromé s'inscrit dans cet univers de non-vie et de non-droit depuis plus de 22 ans, dont 8 ans à l'isolement, qui n'est autre que la prison dans la prison. Et près de 50 ans en sus sans sortir des murs et des barbelés, emmuré

vivant par des peines infligées en détention. Ne pas prendre la mesure de cette situation tragique, c'est accepter le sacrifice. Le 16 juillet dernier au tribunal de Tarascon, le procureur a dit à Fabrice : « Ah ! Vous voulez retourner en Guadeloupe ! Eh bien, vous y retournerez dans un cercueil ! » (sic)

Les murs des prisons sont les murs porteurs de l'État. Tout projet de prison est un projet criminel. Tant que les prisons existeront et seront communément admises, les camps de concentration se sont pas à exclure. Quand on est piéton, pour se rendre à la prison de Vendin-le-Vieil, on aperçoit au carrefour sur la droite, un mur immense fait de très hauts cyprès plantés serrés pour cacher aux voitures qui filent sur la route ce que leurs occupants ne sauraient voir. En levant la tête vers les cimes, on voit les miradors et la grande cheminée du crématorium côte à côte. Une maison de retraite pour personnes âgées jouxte également le crématorium. Les uns et les autres retranchés loin de la ville, loin de la vie. Le choix de cette proximité en dit long sur l'état de notre société !

Fabrice est le seul survivant du gang qu'il avait rejoint à l'âge de 16 ans. Il le doit à sa volonté, à son courage et à sa force hors normes. Ni héros, ni surhomme, Fabrice Boromé est un homme de valeur, une très belle humanité. La souffrance de Fabrice est immense, il doit sortir de cet enfer où il est en danger permanent, « [...] seul face à soi-même, les minutes durent des heures, les jours des semaines, les semaines semblent marquer comme des années, et beaucoup deviennent fous » écrit Paul Malo (page 140). Isolé, humilié et déstabilisé par des méthodes qui font honte aux hommes, Fabrice est tombé malade, très malade pour avoir puisé ses forces jusqu'aux entrailles. Il a vomi son sang depuis deux ans et développe un ulcère auquel s'ajoute une bactérie qui détruit ses cellules...

Nous devons nous montrer très présents pour l'aider, pour le soutenir et pour le défendre.  
Notre solidarité est VITALE ! Les moyens existent dès maintenant :

Cagnotte en ligne pour payer les frais d'un avocat spécialisé : <https://www.cotizup.com/soutien-fabrice>

Tirelire pour cantiner : **Librairie Publico – 145 rue Amelot 75011 PARIS**

Adresse pour correspondre (joindre des timbres) :  
**Fabrice Boromé – écrou 368 – isolement**  
**Centre pénitencier de Vendin-le-Vieil**  
**5 Rue Léon Droux 62880 VENDIN-LE-VIEIL Cédex**

Informations carcérales : Émission **Ras-les-murs** sur **Radio libertaire** (89,4) tous les mercredis de 20h30 à 22h30 (Radio libertaire peut être écoutée, partout dans le monde, sur <https://www.radio-libertaire.net> et ses émissions peuvent être podcastées. NLDR)

MERCI à toutes et tous !

*Une amie de Fabrice*



## LA BOURGEOISIE NE LÂCHERA RIEN, NOUS NON PLUS !

« Le système des points, ça permet une chose, aucun homme politique n'avoue. Ça permet de baisser chaque année la valeur des points, et donc le niveau des pensions » François Fillon en 2016 devant une assemblée patronale...

La rentrée est souvent synonyme de mauvais coups et celle de 2019 ne déparera pas la norme. Une fois de plus, le régime de retraite, proche de l'équilibre financier, est dans l'œil du cyclone et des prédateurs d'aujourd'hui succédant à d'autres infâmes grigous.

Voulant instituer un système « plus juste et harmonieux » on ne rit pas, le Haut-Commissaire Delevoye, nommé au gouvernement pour services rendus, veut faire travailler plus longtemps les salarié.e.s (ceux et celles qui ont du travail) jusqu'à 64 ans au minimum, pour prétendre à une retraite à taux plein, quand son chef, propose, lui, l'hypocrite allongement de durée de cotisation.

Ce sera toujours, ou peut-être, un régime par répartition, mais aux points (proche du K.O.), imposant aux retraité.e.s, des pensions nivelées par le bas. Celles-ci, au moment de la liquidation, et cela risque fort d'en être une, se trouvant converties suivant la valeur du fameux point. Point ultime de la spoliation : les 42 régimes de retraite se trouveront fondus en un seul et unique, sauf bien sûr, celui des flics et militaires !

Tout d'abord, à entendre ces vautours, un leitmotiv, entre autres, les travaille : il faut travailler, toujours travailler. A croire qu'ils n'ont rien d'autre dans leur triste vie, Macron et les autres. Ou alors, de temps en temps, croquer un homard arrosé d'un vin à 1000 € !

De plus, la valeur du point restera hautement hypothétique : qu'en sera-t-elle au bout de 173 trimestres travaillés, pour la génération née en 1973, par exemple ?

Cette nouvelle réforme entérine plus durement le régime de flexi-sécurité, où les travailleurs.euses peuvent passer d'un poste à un autre, indépendamment de leurs compétences et de leurs souhaits ; comme en Europe du Nord, où depuis plusieurs décennies, les salarié.e.s et retraité.e.s sont exploité.e.s et appauvri.e.s. En Suède, notamment, 300 000 retraité.e.s vivent sous le seuil de pauvreté (voir notre encadré) !

S'il faut trouver des sous, pourquoi ne pas s'adresser à de « grands responsables » comme Hollande qui touche pour services rendus, 15 000 € par mois, Giscard dont les frais de sécurité... se chiffrent autour de

3,9 millions € par an, les anciens 1<sup>er</sup> Sinistres qui, de 2011 à 2014, se sont vus accorder chichement, sans compter les frais de sécurité, retraite extrêmement solide (difficilement chiffrable, mais nullement aux points), 2,9 millions d'euros ! Et sans oublier tous les chenapans qui s'octroient des retraites-chapeaux confortables, agrémentés de stocks-options... La solidarité bien comprise, camarades !

La manœuvre de Macron, voulant soi-disant donner plus de temps pour discuter de cette nouvelle régression sociale, comme le Grand Débat qui n'a rien apporté hormis la suppression confirmée de l'ISF, n'abuse personne.

### Une nouvelle offensive du Capital

Toute cette mascarade pour faire entrer dans nos têtes et nos porte-monnaie, la logique d'un système libéral : toujours plus de travail avec de moins en moins de garanties et protection sociale, faire payer à ceux et celles qui le peuvent une complémentaire retraite afin de combler les dégâts que cette déforme va engendrer, et bien sûr, enrichir davantage les petits copains des banques et assurances qui piaffent d'impatience.

Régulièrement, le chancre immonde, comme au G7 de Biarritz, s'étourdit de sorties : « Réduire les inégalités » pour épater la galerie bourgeoise. Mais ne vaudrait-il pas mieux de ne pas les créer du tout, ne pas les creuser, ces inégalités, hein, et la question serait résolue !

C'est donc une nouvelle offensive du Capital qui se dessine, visant à vider un peu plus les maigres retraites arrachées suite à une dure vie de travail, pour satisfaire les appétits insatiables de l'oligarchie politico-capitaliste.

La réponse de la classe ouvrière sera, espérons-le, à la hauteur de l'insulte, tout en sachant que nous n'en finirons vraiment avec cette suite échelonnée de provocations, qu'à la disparition du capitalisme et de son État-serviteur.



### LE CONTRE-EXEMPLE SUÉDOIS

Avec ce système, les carrières hachées ou incomplètes sont encore plus fortement pénalisées - temps partiels le plus souvent chez les femmes, périodes de chômage, études ou formations longues - car, mécaniquement, on accumule moins de points. Une étude parue en mars 2017 a montré que **92% des femmes retraitées et 72% des hommes retraités auraient eu des pensions supérieures dans l'ancien système !**

Le montant des pensions s'ajuste annuellement en fonction des cotisations collectées et lorsqu'il y en a moins, les retraites baissent et c'est arrivé déjà 2 fois, malgré un système de lissage qui permet d'éviter une trop forte baisse...

### FÉDÉRATION ANARCHISTE GROUPE DE ROUEN

rouen@federation-anarchiste.org

<http://www.insoumise.lautre.net/spip/>

Librairie L'Insoumise

128 rue Saint-Hilaire 76000 ROUEN

### DÉBAT : L'ANTIMILITARISME

SAMEDI 5 OCTOBRE - 15H

À LA LIBRAIRIE L'INSOUMISE

128 RUE SAINT-HILAIRE 76000 ROUEN

ENTRÉE LIBRE

# MONTREUIL

## Seconde manifestation des sans-papiers le 7 septembre

Une fois de plus une délégation de groupes de la Fédération anarchiste étaient présents ce samedi 7 septembre 2019, Ramón et Juan (Salvador-Seguí) et Sophie (Liaison 95), accompagnée par l'Union locale CGT, Solidaires Montreuil, liaison montreuilloise du Comité des travailleurs sans papiers de Vitry, Maison ouverte de Montreuil, Ensemble, Nouveau Parti anticapitaliste, Union communiste libertaire.

Le rendez-vous était fixé à 14h00 devant le centre AFPA, place Charles-de-Gaulle. Entre 400 et 500 personnes s'étaient réunies pour manifester contre les expulsions. A ce jour, il y a eu 2 expulsions et une trentaine d'arrestations. Grâce à la manifestation du 3 août, le harcèlement policier s'est arrêté provisoirement, il était destiné depuis le mois de mai à faire peur et démoraliser les occupants de l'ex-centre AFPA qui a été réquisitionné en automne 2018 par la ville de Montreuil (lire le premier article dans le ML 1807 du mois de juin). Ce bâtiment appartient à l'État et la préfecture de Seine-Saint-Denis menace d'une expulsion d'ici le 15 septembre.

Ce sont des travailleurs, environ 400, d'origine africaine (Mali, Sénégal...), des sans-papiers (du foyer Bara qui est fermé pour cause d'insalubrité), qui travaillent au noir dans des conditions précaires, dans de mauvaises conditions, avec des bas-salaires et de mauvaises conditions de logement. Depuis septembre 2018, ils se battent avec courage, force et détermination pour avoir droit à un logement décent pour tous.tes, l'obtention de nouveaux papiers, le refus d'être harcelés et menacés d'expulsion. Depuis le 11 juin, d'autres sans-papiers embauchés à Alfortville par Chronopost sont en grève pour

défendre eux aussi leurs droits face à des conditions de travail déplorables et indignes pour tous.tes les salarié.es. Le cortège est descendu jusqu'au M° Croix de Chavaux, où des prises de paroles ont eu lieu avant de s'engouffrer dans le métro direction la préfecture de Seine-Saint-Denis à Bobigny. L'ambiance était plutôt joviale et bon enfant, arrivés à la station Oberkampf pour le changement et se diriger vers Bobigny sur la ligne 5, nous apprenons par les haut-parleurs qu'il y a un incident sur la ligne et que les stations entre Jaurès et Bobigny Pablo Picasso sont fermées (comme par hasard), un comité d'accueil constitué de policiers nous demande d'évacuer la station Jaurès, nous décidons de reprendre le métro un peu plus loin à la station Stalingrad et d'aller jusqu'au terminus de la ligne 7 – La Courneuve, 8 mai 1945 et prendre le tram jusqu'à Bobigny, malheureusement en cours de route, nous avons perdu quelques groupes, ce qui n'a pas empêché

de se retrouver devant la préfecture suffisamment nombreux pour dénoncer une politique répressive et abusive à l'encontre des sans-papiers, dénonciation scandée par des représentants de groupes de soutien. Les prises de paroles ont été nombreuses et très applaudies, en effet, certains acteurs ont dénoncé l'attitude très dure du nouveau préfet du 93 Georges-François Leclerc, qui je rappelle, avait déjà sévi contre des migrants dans les Alpes-Maritimes et contre les Gilets jaunes.

Aux environs de 18h00, la manifestation a pris fin en tenant compte de la vigilance à avoir dans ces prochains jours suite à une éventuelle menace d'expulsion. Une circulaire devrait tourner prochainement dans les réseaux militants pour appeler à soutenir par une présence forte et nombreuse devant les locaux de l'ex-centre AFPA à Montreuil.

*Juan Chica Ventura*

Groupe anarchiste Salvador-Seguí





# OUI, JE SUIS UN GILET JAUNE ET JE L'ASSUME HAUT ET FORT.

Texte destiné à mes concitoyens qui ne le sont pas et qui ne me connaissent pas.

Pourtant aujourd'hui je suis un Gilet Jaune en colère mais paradoxalement déterminé et rempli d'espoir. Je suis triste et en colère car je ne veux plus que l'on me traite à tout bout de champ d'antisémite, d'homophobe, de violent, de chômeur fainéant et de cas social.

Que l'on arrête de me dire constamment et avec condescendance « Mais voyons, soyez raisonnable et agissez en citoyen responsable ». Mais bon sang, quand aurez-vous compris que si je suis Gilet Jaune c'est justement parce que j'estime être ce citoyen responsable.

Cette chasuble devenue comme ma seconde peau est ma façon de montrer à tous mes semblables et à vous en premier lieu que mon engagement est totalement citoyen et responsable.

Ne vous laissez pas abuser par ce que le pouvoir et les médias à sa botte vous montrent de moi. J'ai trop de respect pour mes semblables et donc pour vous pour ne pas croire que bientôt vous me percevrez sous mon vrai visage. Un visage engagé et humaniste avec un objectif suprême : Que nous inventions tous ensemble une société plus juste et plus humaine.

Mon Gilet Jaune veut dire que je me sens tout à la fois écologiste convaincu, syndicaliste se battant pour sauvegarder et moderniser les acquis si chèrement acquis par nos anciens, personnel soignant, urgentiste, pompier, enseignant, bénévole associatif et tellement d'autres encore... Ne vous méprenez pas, mon combat a toujours été bien au-delà d'une simple taxe pétrolière, unique symbole de la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Je me bats sans relâche pour mes enfants, mes petits-enfants, ma filleule et pour tous vos enfants.

En réalité, ce Gilet que je porte signifie que je suis entré en résistance : Pour notre planète que l'on détruit à petits (non grands) feux. Pour nos anciens que l'on abandonne dans des institutions sans aucun moyen humain et matériel. Pour les personnes en situation de handicap, les mères célibataires en galère, les femmes humiliées, battues et tuées. Pour les précaires, les laissés pour compte. Et même pour mes semblables qui sont encore protégés et à l'abri d'un accident de la vie mais qui ne se doutent pas que tout peut basculer en quelques instants. Alors oui je suis en colère mais je suis aussi rempli d'espoir.

Pour toutes ces raisons que je viens de vous détailler trop longuement je ne peux qu'être persuadé que vous allez être de plus en plus nombreuses- à partager ce combat.

Pour avoir échangé souvent avec vous je sais que vous êtes l'immense majorité à partager une ou plusieurs des motivations qui me portent. Maintenant que vous connaissez mon vrai visage je peux vous le certifier : Vous êtes des Gilets Jaunes en puissance ou citoyens responsables si cette couleur pourtant si étincelante vous fait toujours peur.

J'ai attendu 50 ans pour enfin me lever et avec dignité faire face à un système qui nie l'humain, broie des vies et crée de plus en plus de souffrances dans nos vies professionnelles et personnelles.

Comme l'a dit un Gilet Jaune qui lutte sans relâche depuis 10 mois : « Un mouvement tel que celui-ci ne se voit que tous les 50 ans ».

Alors je vous en conjure, dépassez vos peurs et préjugés et venez vous dresser pacifiquement mais résolument à nos côtés. La pire des choses serait de vous réveiller un matin avec des regrets.

Contrairement à ce que l'on veut vous faire croire, l'individualisme, le chacun pour soi et la peur de l'autre n'ont jamais servi l'humanité. Ne soyez pas dupe, ce système, bâti pour une poignée de privilégiés, finira par vous fragiliser vous aussi.

Dépassons nos clivages, cessons de prêcher pour notre paroisse uniquement.

Alors, à ces conditions et seulement à celles-ci nous nous retrouverons pour prouver qu'ensemble nous pouvons faire d'une utopie un rêve puis une réalité.

Tout ceci avec ou sans Gilet Jaune, finalement cela n'a que peu d'importance.



Un Gilet jaune

Claire Corbelli

# VIOLENCES CONJUGALES.

## Le non-grenelle.

L'année 2019 risque de battre tous les records de féminicides en France. Début septembre, au moment de l'ouverture du Grenelle contre les violences conjugales, une centaine de femmes avaient été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint. Et bien sûr nous ne savons pas encore le nombre de femmes violentées pour qui le parcours de vie à venir sera entaché de séquelles physiques, sexuelles, psychologiques, économiques et avec des conséquences dramatiques pour l'avenir d'enfants qui auront eux et elles aussi à subir une ambiance de violences à la maison. Mais pour Marlène Schiappa, le fait de rimer le rendez-vous d'ouverture du Grenelle, le 3 9 19 (3 septembre 2019) avec le 39 19, numéro d'appel national pour toute personne victime de violence, cela fait classe ! Et elle l'a répété ! Oui mais, depuis qu'elle a annoncé cette date en s'amusant, 27 femmes de plus sont mortes sous les coups de leur soi-disant bien-aimé. Il y a peu, les journalistes évoquaient les crimes passionnels, les meurtres de droit commun, les faits divers, voire « il se suicide après avoir tué sa femme » et c'est le « il » qui est important. Le vocabulaire a un peu changé mais pas les mentalités ni les actions des politiques.

Certains et certaines ne supportent pas le terme de « féminicide ». D'autres, dont je suis, ne tolèrent pas le meurtre d'une femme parce qu'elle est une femme. Et les chiffres sont éloquentes : les derniers en date, ceux de 2017 de la MIPROF (Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains) car nous disposerons des chiffres de 2018 en novembre prochain, identifient 176 mort.es au sein d'un couple ou ex-couple sur l'année, soit 130 femmes, 21 hommes (dont 11 auteurs de violences) et 25 enfants mineurs tués dans ce con-

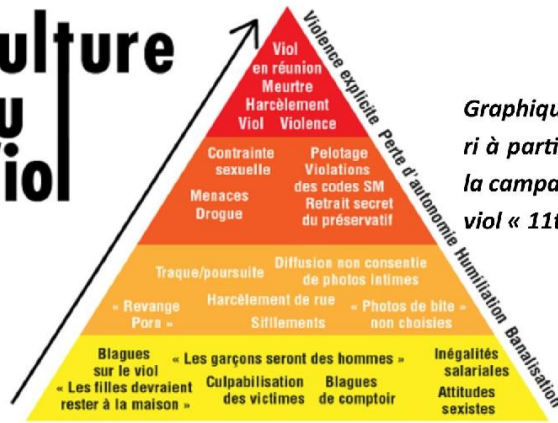
texte de violence par un des parents. A cela s'ajoutent les chiffres des violences perpétrées par le conjoint ou l'ex-conjoint soit 219 000 femmes majeures et 94 000 femmes majeures déclarant avoir subi un viol ou une tentative de viol en dehors du couple. L'omerta pèse toujours sur les violences infligées aux enfants, filles et garçons.

Deux livres récents sont consacrés à la culture du viol par des autrices qui font œuvre salutaire : *Une culture du viol à la française* de Valérie Rey-Robert, ouvrage paru chez Libertalia en 2019, et *En finir avec la culture du viol* de Noémie Renard, essai édité par Les petits matins en 2018. Rappelons que l'expression culture du viol est une traduction littérale de l'expression anglaise *rape culture*, introduite par des féministes américaines dans les années 1970. Le terme fut employé pour la première fois dans l'ouvrage *Rape : The First Sourcebook for Women* publié aux États-Unis en 1974 par le groupe des New York Radical Feminists. En 1975, le documentaire américain *Rape Culture* popularise le terme. La culture du viol est la manière dont le viol est perçu et représenté dans l'imaginaire collectif. C'est donc un concept sociologique utilisé pour qualifier un ensemble de comportements et d'attitudes partagés au sein d'une société donnée : ils minimiseraient, normaliseraient voire encourageraient le viol. C'est aussi la manifestation du fait que les femmes sont considérées comme la propriété des hommes, ceux-ci leur refusant tout respect ainsi que le droit de contrôle et de maîtrise de leur propre corps, les traitant comme des objets. La culture du viol se nourrit des inégalités hiérarchiques tout en les renforçant : femmes, enfants, vulnérabilité, pauvreté, orientation sexuelle, mais aussi statut, force physique, emprise psychologique ou

différence d'âge. Les femmes handicapées sont violées trois fois plus souvent et les femmes démunies au niveau économique, deux fois plus souvent. La culture du viol se fonde sur des mythes : on excuse les violeurs par une maladie mentale (cela concerne moins de 7 % d'entre eux) ou par le très flou concept de misère sexuelle (89 % auraient eu des rapports sexuels consentis au moins deux fois par semaine avant leur incarcération). On affirme que les hommes ont des besoins irrépressibles, et que les victimes l'auraient « cherché » par la façon de s'habiller, par la consommation de substances, par leur comportement.

Mais attention, l'impunité offerte aux agresseurs et violeurs renforce la culture du viol. Le fait qu'en France un agresseur sur dix fasse l'objet de poursuites en cas de violences déclarées n'incite pas les victimes à faire des démarches, d'autant qu'elles sont mal reçues, voire moquées, lors du récit des faits et ce, qu'il s'agisse des services de police ou de gendarmerie, mais aussi des services hospitaliers. Macron en a été témoin lors de sa venue médiatique sur la plate-forme d'écoute téléphonique 39 19 : le gendarme répondant à l'écoutante a refusé d'accompagner une femme victime de violence à son domicile. Autre situation, il a fallu attendre 1992 pour que soit reconnu dans la loi, le viol conjugal, mais le plaider est encore très difficile pour une femme victime de viol par son conjoint. Et il faudra encore combien d'années pour que les violences intrafamiliales soient réellement entendues - cela ne me regarde pas, c'est du domaine privé - et reconnues en urgence par les divers services pour qu'un plus grand nombre de femmes et d'enfants puissent sortir de l'emprise, de la sidération, de la peur, de la culpabilité.

# Culture du Viol



Tous ces incidents ne sont pas isolés. Les comportements et agissements qui forment la base de la pyramide renforcent et excusent ceux qui sont cités plus haut. C'est systématique. Si cela doit changer, la culture doit changer.

Graphique traduit par Joëlle Palmieri à partir de matériels produits par la campagne états unienne contre le viol « 11thprincipleconsent ».

Pour cela il faudrait que les associations qui agissent au quotidien auprès des femmes victimes puissent avoir plus de moyens, à l'instar de l'Espagne – creuset du machisme – qui a réussi en très peu d'années à diminuer de moitié le nombre de féminicides intraconjugaux. Ne pourrait-on pas laisser aux femmes le vrai choix de rentrer chez elle ou de se réfugier dans un centre d'accueil et d'hébergement, encore faut-il respecter son choix mais aussi que des places soient libres dans ces structures ? Pourquoi les téléphones « grave danger » ne sont-ils pas distribués (\*), pourquoi les mesures d'éloignement de l'agresseur ne sont-elles pas prises, pourquoi les agresseurs peuvent-ils voir leurs enfants sans que des mesures de protection ne soient mises en place, autant pour les enfants que pour la femme qui les accompagne, pourquoi

la loi n'est-elle pas appliquée ?

Au-delà du mépris affiché par le gouvernement vis-à-vis d'associations légitimes black listées, le Grenelle contre les violences conjugales s'est ouvert et se fermera le 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes. Que de symboles qui voudraient occulter la dramatique réalité ! Il est urgent de rappeler que :

- les femmes ne sont pas des objets mais des sujets ;
- les violences s'inscrivent dans un continuum, et qu'il est indispensable de ne pas dissocier les violences conjugales de l'ensemble des violences faites aux femmes ;
- la violence contre le féminisme, notamment à travers l'action des masculinistes, se renforce ;
- les agresseurs ne sont pas des ignorants, ils profitent d'un système

social construit qui produit des victimes culpabilisées (des femmes, des enfants, et aussi en proportion moindre des hommes) et des criminels impunis (en très très grande majorité des hommes).

La « confusion entre violence et sexualité favorise des addictions graves à la prostitution et la pornographie, avec une industrie du sexe florissante proposant des pratiques, des films et des images de plus en plus violentes avec des femmes de plus en plus jeunes. Il en résulte une aggravation de la traite des enfants et des femmes, du tourisme sexuel, de la criminalité sexuelle et d'une grande part des violences faites aux femmes, dont relèvent la prostitution et la pornographie. Cette confusion entre violence et sexualité participe au maintien de l'inégalité entre les sexes. » nous dit Muriel Salmona. Quant à Andrea Dworkin, Pinar Selek, Jules Falquet ou Cynthia Cockburn, elles démontrent abondamment que la socialisation par la violence, notamment la militarisation de la société et la banalisation de la culture sécuritaire et répressive, nourrit l'ordre patriarcal et capitaliste.

Mais une culture se modifie, se contourne, se conteste !

Hélène Hernandez  
Groupe Pierre Besnard

(\*) [NDLR] un dispositif dans le cadre duquel le procureur décide de l'attribution d'un téléphone à des femmes identifiées comme étant en « Très Grand Danger », afin de leur permettre d'accéder aux services de police ou de gendarmerie de manière prioritaire.

- Cynthia Cockburn (2015) *Des femmes contre le militarisme et la guerre*, La Dispute, Coll. Le genre humain.
- Andrea Dworkin (2007) *Pouvoir et violence sexiste*, Sisyph, Coll. Contrepoint.
- Jules Falquet (2016) *Pax neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*, iXe.
- Joëlle Palmieri (2019) Tout ce que le néo-Grenelle ne veut pas entendre,

<https://entrelignesentrelismots.blog/2019/09/06/tout-ce-que-le-neogrenelle-ne-veut-pas-entendre/>

- Muriel Salmona (2016) Pour en finir avec le déni et la culture du viol, en 12 points,

<https://www.memoiretraumatique.org/2016article-deni-culture-du-viol.pdf>

•Laure Salmona, auteure, Muriel Salmona, coordinatrice (2015) Rapport d'enquête IVSEA Impact des violences sexuelles de l'enfance à l'âge adulte, Enquête de l'association Mémoire traumatique et victimologie avec le soutien de l'UNICEF France dans le cadre de sa campagne #ENDViolence <http://stopaudeni.com/> et <http://www.memoiretraumatique.org>

- Pinar Selek (2014) *Devenir homme en rampant*, L'Harmattan.

# CHAMBÉRY

## L'insolente.

Après une petite année de travaux, l'espace autogéré L'Insolente ouvre ses portes à Chambéry en cette fin de mois de septembre 2019. Ce nouveau lieu marque l'enracinement du mouvement libertaire dans notre ville et, nous l'espérons, renforcera le développement de nos idées et pratiques dans le territoire. En effet, depuis que des groupes anarchistes et collectifs libertaires sévissent à Chambéry, c'est, à notre connaissance, le premier local libertaire ouvert sur la ville, en dehors des ouvertures des quat'stentes auparavant.

Au cœur de la cité, dans un des derniers quartiers populaires du centre, L'Insolente est le fruit de l'implication d'un ensemble de personnes qui se retrouve dans les luttes antifascistes, féministes, pour la justice sociale et plus globalement contre toutes les formes de domination. Les personnes impliquées dans le projet veulent en faire un lieu accessible et accueillant, d'organisation des luttes, d'éducation populaire, d'alternatives en acte, de création et d'expérimentations sociales.

Pour celles et ceux qui veulent en savoir plus, nous soutenir, nous rejoindre : [linsolente.lautre.net](http://linsolente.lautre.net)

**OUVERTURE ESPACE  
28 SEPTEMBRE - CHAMBÉRY  
AUTOGÉRÉ**



**17H MANIFESTIVE - PLACE DE LA MAIRIE**

**18H30 THÉÂTRE CUE DES APATRIDES**

- PLACE CITADIE

**20H30 CONCERT D'INAUGURATION**

**LA MANUT' ET MIX NICO-DUB (SDF SOUND)**

- À L'INSOLENTE

-- L'INSOLENTE.LAUTRE.NET --

# MARIE-CLAUDE RAFANEAU BOJ (1950-2019)

Pour nous qui l'avons tant aimée, c'était Marie.

Elle nous a quittés le 30 août dernier après un combat acharné contre la maladie.

Des combats elle en aura

mené toute sa vie : contre

l'injustice, la répression, la bêtise ... Et aussi pour la liberté, la solidarité, la fraternité et l'idéal libertaire.

Elle fut l'une des premières à évoquer le drame de l'exil des républicains espagnols en 1939, à leur consacrer un livre (*Odysée pour la liberté*) où elle décrivait leurs conditions de vie dans les camps de concentration français qui « accueillirent » ces vaincus de la guerre d'Espagne. Écrire ne lui suffisait pas. Oh non ! Elle était de toutes les luttes, de toutes les manifs, de toutes les protestations contre l'État et ses injustices, toujours indignée, toujours révoltée...

Pour elle, la solidarité n'était pas un simple mot, elle l'a toujours mise en pratique. Les opprimés de toute sorte, connus ou inconnus, pouvaient toujours compter sur son hospitalité pour être hébergés ; et elle en a hébergé de ces rebelles persécutés !

Et comme pour elle, éternelle révoltée, le combat libertaire c'était sérieux mais pas triste, il y avait très souvent table ouverte à son domicile, elle qui aimait la vie, la fête, le bon vin et les bons repas.

Membre de la première heure de l'association « 24 août 1944 », elle laisse un vide immense au sein de cette œuvre mémorielle consacrée à l'exil libertaire espagnol.

Ça sera très dur de ne plus la voir à nos côtés, de ne plus assister à ses indignations contre cette société oppressive, et surtout, surtout de ne plus entendre son rire. Au cours de toutes ces années, elle a été tellement vivante pour nous, qu'elle continuera de nous inspirer et de nous soutenir dans notre action.

Comme disent nos camarades espagnols lors du dernier hommage : « *que la tierra te sea leve* » (que la terre te soit légère).

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí et association  
« 24 août 1944 »



# 24 AOÛT 2019

## Marathon mémoriel.

Comme chaque année l'association « 24 août 1944 » a commémoré la participation des combattants antifascistes espagnols à la Libération de Paris. Commémoration désormais inscrite dans le calendrier officiel des manifestations de la Ville de Paris (la Mairie de Paris dans son livret sur les commémorations de la Libération a omis d'inscrire le nom de l'association qui est à l'initiative du projet de la peinture murale et des artistes qui l'ont réalisé). Ce 24 août 2019 a été particulièrement chargé pour célébrer le 75e anniversaire de la Libération de Paris et le 80e de l'exil des républicains espagnols (la Retirada). C'est à un véritable marathon mémoriel que nous étions conviés.



### Départ à la mairie du 4e arrondissement

Tout a commencé le matin à 11h à la mairie du 4e arrondissement avec l'inauguration d'une série de timbres émis par l'A.C.T.L. (Association des Collectionneurs de Timbres de la Libération). Quel rapport avec nous ? Il se trouve que ces timbres ont été dessinés par Juan Chica Ventura, artiste-peintre membre de l'association « 24 août 1944 » et que certains de ces timbres célèbrent l'entrée de La Nueve avant-garde de la 2e DB de Leclerc (pour plus de détails reportez-vous à notre site « 24 août 1944 »).

### En route vers la fresque

Finie cette inauguration/exposition, direction le 13e arrondissement où au 20 rue Esquirol, une autre inauguration nous attendait : celle d'une peinture murale de 17 m de haut et 5 m de large, elle aussi dédiée à l'entrée dans Paris il y a 75 ans des combattants espagnols de La Nueve, et elle aussi due à notre artiste-peintre. Beaucoup de monde devant la fresque, et beaucoup d'officiels aussi : pour la Ville de Paris, Anne Hidalgo, ainsi que le maire du 13e arrondissement, Jérôme Coumet, pour l'Espagne, Dolores Delgado ministre de la Justice du gouvernement espagnol, les ambassadeurs d'Espagne à Paris et de l'Unesco, Fernando Martínez sénateur et ex-directeur à la mémoire historique, Irène Lozano secrétaire d'État,

représentante de l'Espagne « globale » (expression bizarroïde récente, sans doute utilisée pour souligner que certaines régions « turbulentes » comme la Catalogne ou le Pays basque font toujours partie de l'Espagne « grande et une »). Beaucoup « d'huiles » donc, et beaucoup de discours (y compris les nôtres).

### On continue au jardin Federica Montseny

Puis 200 mètres plus loin, au bout de la même rue, inauguration du jardin Federica Montseny. Pour rappeler son combat libertaire en faveur des femmes, discours des officiels et de sa fille (Vida Gambier). À cette occasion, la mairie de Paris a offert à l'association « 24 août 1944 » une plaque du jardin dédié à cette figure historique du mouvement anarchiste espagnol. Cette plaque est destinée aux archives du futur centre mémoriel sur l'exil libertaire espagnol qui doit voir le jour au 33, rue des Vignoles à Paris.

### Direction l'Hôtel de Ville

En cortège, direction le Jardin des combattants de la Nueve à l'Hôtel de Ville, avec inauguration du duplicata de la plaque du même jardin qui existe à Madrid (offerte par Manuela Carmena ex-maire de Madrid). Puis encore des allocutions, la nôtre, par Véronique Salou présidente de l'association, celle aussi de la représentante de la CGT espagnole coordinatrice de la Mémoire Libertaire, Charo Arroyo, celle de la ministre de la Justice du gouverne-

ment espagnol qui a cru bon d'improviser un passage de son discours, provoquant un véritable tollé lorsqu'elle a déclaré en substance « être persuadée que les combattants de La Nueve auraient probablement approuvé la Constitution espagnole de 1978 (qui évite à tous les franquistes et leurs héritiers d'être poursuivis en justice pour les crimes commis pendant et après la guerre civile). Devant les huées et les sifflets dirigés contre Dolores Delgado, Anne Hidalgo vint calmer le jeu en commençant son allocution par : « ça c'est Paris, ville de dialogue où tout est possible dans la polémique et la controverse »...

### En chantant rue des Vignoles

Et comme en France tout finit par des chansons, la dernière étape de cette journée commémorative nous a conduits au 33 rue des Vignoles où la fanfare asturienne de la Charanga Ventolín a joué, chanté, déclamé, poèmes et chants révolutionnaires jusqu'à tard, très tard dans la nuit.

En résumé, une longue journée de commémorations, beaucoup de discours, présence de nombreux officiels des deux côtés des Pyrénées sans occulter la mémoire historique de l'Espagne 36 et les combats à venir pour un monde libertaire.

*Ramón Pino*  
(Groupe anarchiste Salvador-Seguí et association « 24 août 1944 »)

# POST FUKUSHIMA ...

Le Japon post Fukushima : huit ans après l'accident nucléaire, l'irresponsabilité des autorités nipponnes nous donne des sueurs froides. À un an des Jeux olympiques d'été 2020 de Tokyo, **Shinzo Abe**, le Premier ministre très nationaliste, en vue de ces jeux, veut continuer à utiliser le mensonge et endormir toute contestation. Il y a encore au Japon un gros groupe de pression du nucléaire, il a une grande influence et maintient une campagne massive pour le continuer. Le Japon veut montrer au monde que la région de Fukushima, ravagée par le raz-de-marée et la catastrophe atomique du 11 mars 2011, retrouve une vie normale. La plage de Kitaizumi, à une centaine de kilomètres de la ville nipponne, est à nouveau accessible aux baigneurs.

La Corée du Sud s'inquiète : le Japon envisage très réellement de rejeter dans l'océan plus d'un milliard de litres d'eau radioactive qui découlent de la centrale nucléaire dévastée de

Fukushima. Le rejet de cette eau dans l'Océan Pacifique serait la solution la moins chère pour le gouvernement japonais, qui assure qu'elle a été nettoyée de la plupart de ses radio-éléments, à l'exception du tritium. Mais cette option inquiète les pêcheurs et les habitants de la région de Fukushima. Ils veulent en savoir plus sur les effets à long terme du tritium sur la flore marine. La décision est difficile à prendre pour le gouvernement à quelques mois des Jeux olympiques de 2020 à Tokyo, rapportent les médias locaux.

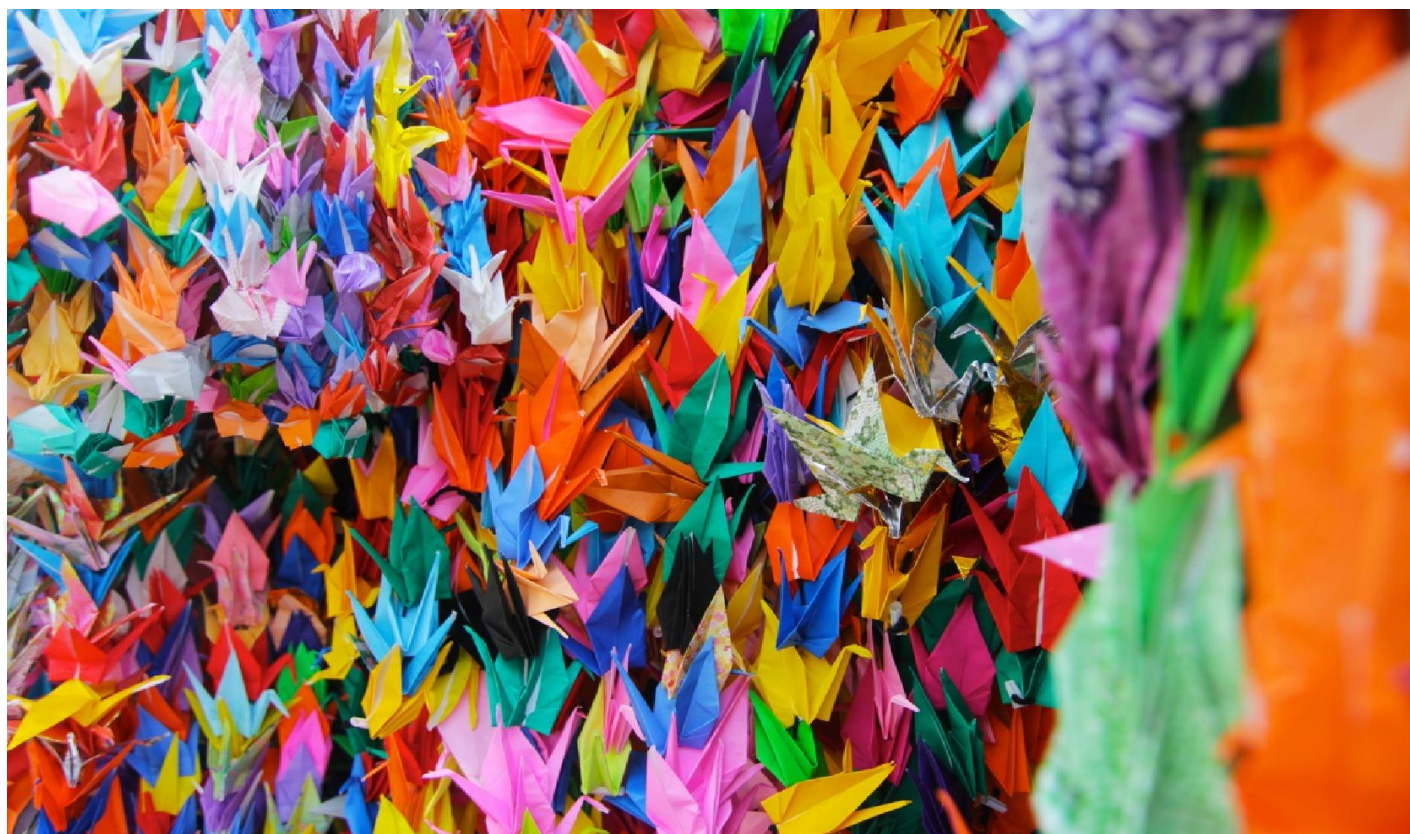
Le démantèlement de la centrale de Fukushima doit durer une quarantaine d'années, et aboutir à des quantités gigantesques d'eau contaminée selon Greenpeace.

L'eau de Fukushima est contaminée par des éléments radioactifs hautement toxiques et persistants, comme le dangereux césium ou le cancérigène strontium 90. Tepco avait

annoncé que de l'eau hautement radioactive (à des concentrations 50 à 70 fois supérieures aux niveaux déjà très élevés mesurés sur le site) s'écoulait dans l'océan. L'exploitant avait connaissance de cette fuite. Tepco a tendance à cacher la vérité. N'oublions pas, survenue dans une situation de catastrophe naturelle (tremblement de terre + tsunami), la catastrophe de Fukushima n'en est finalement pas une. Il s'agit d'une catastrophe imputable à l'homme.

**Face à cette logique mortifère du nucléaire qui est une énergie totalitaire, nous devons continuer coûte que coûte à œuvrer dans la résistance face à leur monde. Le nucléaire est sans issue : il faut changer de voie. Comment défendre une énergie aussi dangereuse, aussi coûteuse, aussi peu démocratique, aussi peu adaptée au futur de notre planète ?!**

*Fred*  
(groupe Fresnes-Antony)



**Des grues en papier, symbolisant la paix. [© Michael Day /wikimedia-CC]**

# LE MONDE COMME IL VA

## Et en Chine pendant ce temps là...

Il y a Hong Kong, certes ! Quand cette chronique sera publiée, quelle y sera la situation ? Personne ne peut le prédire. La situation est en soi un problème idéologique. Quel avenir révolutionnaire pour cette enclave ? C'est à ma connaissance la première fois qu'un mouvement de masse a comme allié involontaire la finance internationale qui a tout à perdre dans cette affaire. Celles et ceux qui manifestent sont les petites mains de ces ogres que sont les grandes banques. S'il y a un endroit où le slogan classique « grève générale, autogestion » n'a pas de sens, c'est bien dans cette ville-là. Mais de l'autre côté c'est une autre chose. Allons y faire un tour !

### Les livreurs

Les pressions sur les conducteurs de camions de livraison ne cessent pas. Mais maintenant ce sont les plateformes de vente en ligne qui ont pris la main. Si certains ont laissé tomber le volant, d'autres se sont engagés dans des actions collectives. Selon les renseignements obtenus, il y aurait autant de grèves et de manifestations dans ce secteur que dans l'industrie. Près de 300 livreurs ont bloqué le siège régional de Lalamove - plateforme de livraison - à Ningbo au sud de Shanghai. Deux d'entre eux ont été arrêtés après une altercation avec la police. A Shenzhen, située en face de Hong Kong, plusieurs centaines d'entre eux se sont réunis avec huit revendications. Parmi elles, il y a la demande de versement des impayés de 2018, une meilleure prise en compte des conducteurs âgés et la remise en

cause de la façon dont les entreprises calculent les distances de livraison. Derrière ces conflits patrons-employés, il y a les luttes entre patrons pour avoir la main sur ce pactole des livraisons, le marché en ligne se développant en Chine comme ailleurs.

### Les médecins

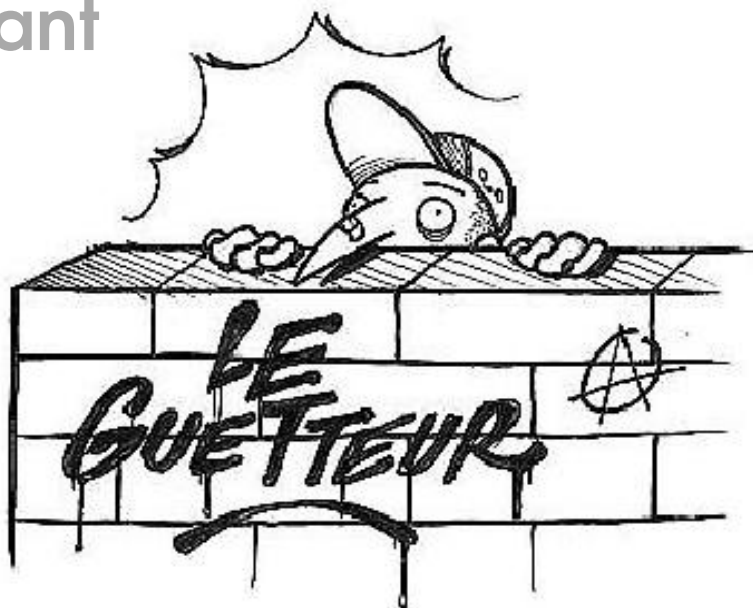
Quel que soit le système, les questions de santé sont un révélateur des contradictions sociétales. Comme partout ailleurs, les centres médicaux des villes chinoises sont surchargés. Beaucoup de patients viennent de province, convaincus que les médecins locaux ne sont pas à la hauteur. Beaucoup parmi les personnels des services d'urgences démissionnent après quelques années d'exercice, épuisés et refusant d'être la cible de patients en colère. A tout cela s'ajoute le fait que dans les petites villes, les salaires des médecins proviennent des frais médicaux, consultations et médicaments, que beaucoup de patients ne peuvent payer. Des mouvements de protestations ont eu lieu. Dans deux endroits, Guiyang et Shenyang, des arriérés de salaire de plus de deux

mois comme le non-paiement des cotisations sociales ont été demandés. La société qui les emploie a fait pression d'une manière bien particulière, « démissionnez et on vous paie » ! Pour contrer ce mécontentement, le gouvernement vient de publier une liste de 177 cas d'agression sur médecin, mais cela ne devrait pas servir à grand-chose, 66 % des 146 000 professionnels de santé ayant déclaré avoir subi des actes de violence.

### En hauteur

En mai dernier, une grève des conducteurs de grue a été lancée. Ils demandaient de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire. Malgré une certaine publicité autour, leurs revendications ont été largement ignorées. Selon les informations collectées par le China Labour Bulletin, il y aurait eu cette année déjà 15 morts et une douzaine de blessés dans cette profession. Il faut dire que le marché des grues d'occasion bat son plein...

*Le guetteur*



# SOCIOLOGIE POLITIQUE DU CAPITALISME

## Destruction de l'échange, ensecrètement et déni où comment un système aussi immoral réussit à perdurer. (1ère partie)

Deux traits essentiels caractérisent le capitalisme : d'une part la propriété privée des moyens de production et, d'autre part, l'accumulation du capital grâce aux profits réalisés lors de la production.

La liberté de propriété individuelle est le grand principe du capitalisme, elle justifie le droit de propriété sur les moyens de production. Ainsi, terres, machines... sont détenues par des personnes privées (seules ou réunies en société). Elle s'accompagne de droits : droit de gérer ces biens, de les vendre, de percevoir des revenus liés à cette propriété (les profits).

Cependant, propriété privée et relations marchandes ne sont pas suffisantes pour caractériser le système capitaliste, elles définissent seulement une économie marchande. De plus, profit et recherche du profit ne sont pas des traits spécifiques du capitalisme puisqu'ils ont de tout temps existé.

Ce qui fait l'originalité absolue du système capitaliste, c'est l'accumulation du capital grâce aux profits. En effet, à la différence d'une organisation de la vie économique dominée par l'artisanat, le capitalisme implique que la plus grande partie des profits ne soit pas consommée mais au contraire épargnée et réinvestie dans l'entreprise afin de permettre l'accroissement des moyens de production. La recherche de profit est donc placée sous le signe de l'accumulation du capital, c'est-à-dire un processus de constitution du capital technique réalisé sous deux formes : la création d'équipements supplémentaires (investissement net) et le remplacement des équipements

usés ou obsolètes (amortissement). Le capitalisme correspond ainsi à la recherche permanente de profits afin d'accumuler indéfiniment des capitaux. Il est donc inséparable des moyens modernes d'organisation de la production, contemporain du développement des formes de rationalisation du travail et de la production : la recherche de la productivité (rendement) maximale est donc à l'origine d'une véritable organisation du travail (de la division du travail à l'organisation scientifique du travail) ainsi que d'une évolution des structures de production (de l'atelier à la multinationale).

Il est une logique à l'œuvre à travers un système de production : une logique aveugle et obstinée d'accumulation qui s'appuie sur la production de biens, la valeur d'usage de l'objet étant le support du surcroît de production non-payé par le capitaliste, qui rémunère ses salariés individuellement et ne restitue pas la totalité des valeurs produites par ces derniers. La valeur provient du travail mais il ne s'agit pas d'une simple accumulation de travail individuel comme le pensaient la plupart des économistes y compris Marx : il s'agit des valeurs engendrées par le travail collectif, par la « force collective issue de l'organisation des efforts individuels » ainsi que l'écrivait Proudhon. Cette force collective résulte de l'organisation et de l'harmonisation des travaux, de la division rationnelle du travail et elle excède radicalement la somme des travaux individuels. C'est finalement ce que résume son slogan : « La propriété c'est le vol ». Il y a bien vol, ou exploitation, puisque les valeurs effectivement produites

par les travailleurs ne leur sont pas restituées. Le travailleur dépend donc du capital car son existence est assurée par la seule obtention de son salaire, il vit donc au jour le jour, au bon vouloir du capitaliste, capitaliste qui, quant à lui, augmente son capital et développe son outil de production.

Le régime de propriété instaure donc, aux fondements de la société, une « erreur de compte » car, sous l'apparence d'un contrat librement consenti (travail contre salaire), il se développe en fait une situation inégalitaire, un compte injuste dans lequel l'un accumule les valeurs tandis que l'autre est volé. Par exemple en France, pour l'année 2016 (chiffres INSEE), chaque actif occupé a produit 80 000 euros de richesse soit environ 6666 euros par mois alors que le salaire médian était d'environ 2000 euros mensuels... Question : où est passée la différence ?

A partir de l'analyse de la propriété, Proudhon déploie toutes les conséquences de cette contradiction essentielle engendrée par la propriété des moyens de production : elle instaure une violence au cœur des relations sociales et détruit peu à peu la socialité ; poussée à l'extrême, elle aboutirait à la mort de la collectivité. Il fait également le lien entre inégalité économique et inégalité de pouvoir dans la société civile et dans les rapports politiques : quelles que soient les promesses d'égalité politique, le capitalisme instaure un rapport de subordination sociale car il est à la fois un privilège et un despotisme. Ces deux dimensions, vol économique et violence sociale sont indissociables.





Il y a donc des conflits, incessants, qui viennent limiter/nier le principe absolu de la propriété capitaliste et qui renvoient donc à la contradiction, celle du vol capitaliste, qui assure ce qu'il appelait « l'aubaine », ce surplus de valeur engendré par la force collective. C'est donc bien la propriété privée qui est selon lui la contradiction majeure du capitalisme et sa conclusion ne pouvait être qu'un appel à la destruction de cette propriété privée, notamment dans son « Système des contradictions économiques/philosophie de la misère », paru en 1846.

Mais force est de constater que presque deux cents ans après la publication de cet ouvrage, le système capitaliste est non seulement bien là mais qu'il ne cesse de se renforcer et ce à l'échelle mondiale depuis la fin des années 1980 et la chute du Mur. Le but de cet article est donc d'essayer de montrer comment un système aussi immoral a réussi à traverser les siècles en détruisant l'échange entre les individus, en privatisant le monde et en étendant la consommation de masse à l'ensemble de la planète. Parmi les nombreuses hypothèses déjà émises, nous en examinerons deux : celle de l'ensecrètement et celle du déni. Mais commençons d'abord par montrer comment le capitalisme détruit l'échange social ainsi que l'échange économique.

Quelle est donc l'origine du mot « échanger » ? Il vient du bas-latin du XIIe siècle « cambiare », qui signifie troquer, céder, échanger. L'échange le plus fréquent est le fait de se saluer réciproquement. Le mot « change », quant à lui, désigne le fait de « devenir autre », de se « trans-

former » (le temps, un individu, les sentiments changent). La différence entre les deux mots se situe dans ce que l'échange reconnaît les deux termes du changement, sans toutefois impliquer l'égalité ni la connaissance de la valeur de ce que l'on va obtenir. C'est cette indétermination des termes qui donne sa richesse à l'échange car elle nécessite pour chacun la recherche de l'adéquation entre ce qu'il espère et ce qu'il réalise. L'individu peut donc faire connaître à l'autre le terme qu'il ignore et ainsi construire une relation sociale dans la durée, non violente et basée sur la confiance ou bien, au contraire, masquer ce terme dans le but de le tromper, ce qui débouche sur un rapport de méfiance car c'est la violence qui est à l'œuvre, ce qui aboutit soit à la dispute (refus de se soumettre de part et d'autre) soit à la soumission de l'une des deux parties. L'échange peut donc se conclure soit à partir d'une reconnaissance mutuelle, soit à partir d'un rapport de force. Or, le capitalisme se caractérise par le fait qu'il normalise et régule l'échange en termes de rapport de force ce qui entraîne la rupture des termes de l'échange fondé sur la reconnaissance mutuelle et, partant, du lien social que provoque cet échange.

Ainsi, toute société se construit par l'échange mais le capitalisme rompt la cohérence des échanges entre les humains : l'exploitation du travail salarié par les détenteurs de capitaux est rendue possible par une dissociation préalable entre les producteurs et les moyens de production. La notion de capital résulte de cette dissociation. En effet, pour un paysan ou un artisan, son « entreprise » est avant tout un outil de travail et non pas un capital. Il vit donc de la qualité de son travail « outillé ». Les trois formes du capitalisme (commercial, industriel et financier) ont en commun d'exploiter le travail et les besoins humains afin d'inciter l'individu à la consommation : les produits sont acquis comme marchandise et non comme produit de la nature ou du travail humain. Au moment où il

vend son travail, le producteur raisonne exclusivement en tant que producteur et au moment de l'achat, le consommateur raisonne uniquement en tant que consommateur : la vie économique est ainsi dissociée en deux temps dont l'articulation n'est pas pensée. Or, ce sont les mêmes qui sont à la fois producteurs et consommateurs et toute marchandise est le résultat du travail. Il y a donc bien rupture de la relation des deux échanges principaux que l'on retrouve dans toute économie : au niveau de la production (au moment où le salarié vend son travail pour recevoir un salaire dans le cadre d'un contrat de subordination) et au niveau de la consommation (au moment où ce même salarié échange son salaire contre des biens et des services qui sont des produits du travail). Cette déconnexion entraîne l'incapacité de penser et d'agir sur les règles de l'échange entre travail et produit du travail, or l'échange est au fondement de la vie sociale, il se déploie à travers toutes les activités économiques et politiques, celles-ci exprimant à la fois une structuration sociale, un système de production et des relations interpersonnelles plus ou moins violentes, inégalitaires et destructrices de la nature. La spécificité du capitalisme est de faire croire que l'économique est le fondement et la finalité de la vie sociale, mais, dans toutes les sociétés, l'organisation sociale anticipe sur les activités économiques et politiques, elle précède l'individu même si elle ne s'en détache pas entièrement. Cette distinction supposée de l'économique et du social a fini par s'imposer comme idéologie dominante (c'est le boulot du libéralisme que de nous faire croire ça), non dévoilée à la conscience individuelle, ce qui est source d'incompréhension, de douleurs, de frustrations et de maladies et, au niveau collectif, de violences, d'exploitations, d'inégalités, d'exclusions et de misères.

François

# VIEILLIR EN ANARCHIE

Il y a quelque mois, le groupe Graine d'Anar ouvrait une discussion : quel regard porter sur le vieillissement dans une société anarchiste ? La définition de la vieillesse, l'organisation sociale qu'elle implique, la mise en place individuelle et collective de l'autonomie à tous les âges de la vie sont des questions hautement politiques que les mouvements anarchistes ne peuvent manquer de poser. Deux réunions ont été organisées afin de nourrir la réflexion. Un après-midi public de débats, auquel étaient conviées Delphine, aide-soignante dans un EHPAD, Jacqueline, membre de la communauté des Babayagas de Montreuil et Suzanne Weber, autrice de *Avec le temps*, publié aux Éditions Libertaires en 2005. Puis un CFA\* consacré au vieillissement et à l'autonomie. Aux vues de l'extrême richesse de ces journées de réflexion, nous souhaitons présenter de manière concise et articulée les analyses élaborées collectivement. La perspective anarchiste permet de mieux comprendre la façon dont nous définissons l'avancée en âge, dont nous la valorisons ou non, dont nous l'appréhendons et dont nous nous organisons.

## Qu'est-ce que la vieillesse ?

Notre conception et notre représentation du vieillissement découlent pour une bonne part de catégories imposées par les États et véhiculées par le capitalisme. Les premiers indices historiques d'une tripartition des âges remontent au XVII<sup>e</sup> siècle et à l'institution des armées nationales. Les « enfants (garçons) » sont ceux qui sont « trop jeunes pour porter les armes », les « adultes (hommes) » sont ceux qui sont « en âge de défendre la patrie », les « anciens (hommes) » sont « trop vieux pour le champ de bataille ». L'économie capitaliste se nourrit d'une dichotomie guerrière et nationaliste : les vieilles et les vieux, ce sont, d'abord, les personnes retraitées, les inactives qui ne sont plus productrices de biens et de services marchands. Une telle définition n'est pas anodine : la façon dont les catégories naissent et se diffusent produit des effets tangibles qui sont d'autant plus puissants qu'ils sont ténus.

Lier le vieillissement à la retraite c'est en effet valoriser tout à la fois le travail et le salariat. La confusion entre la retraite et l'avancée en âge requalifie chaque moment de la vie. L'enfance est l'âge de l'acquisition de compétences (sociales et professionnelles) utiles sur le marché du travail, l'âge adulte nous apprend à produire et à consommer, la retraite sonne l'heure de la récompense pour celles et ceux qui ont perdu leur vie à la gagner. Non seulement notre représentation de la vieillesse comme temps de la retraite en dit long sur

notre conception (laborieuse et consumériste) de l'existence, mais elle implique également une vision capitaliste de l'activité. Pour pouvoir jouir d'une retraite suffisante, il faut pouvoir se justifier de tous ses trimestres et il faut n'avoir jamais cessé de travailler. Les excursions sur les chemins de traverses, les expérimentations, le temps social, l'engagement militant sont immanquablement sanctionnés. Il ne s'agit pas de dire que la retraite doit être supprimée mais qu'il faut prendre conscience des implications d'une telle organisation dans un système capitaliste. En effet la retraite est vue comme le résultat d'une vie de travail, le montant de la retraite comme la rétribution de la contribution sociale des individus. Tant que le système des pensions est calculé sur l'activité salariale contrôlée par l'État, il ne peut être que normatif et oppressif.

L'État et le Capital contribuent à définir le vieillissement mais également sa valorisation. La part la plus aisée et la plus active des personnes retraitées sera choyée : disposant de temps libre et d'un important capital financier, ces personnes âgées là sont des cibles à privilégier. Aux autres, on reprochera d'être des charges, des êtres improductifs. Les représentations sociales du vieillissement sont rattachées à la valeur monétaire et marchande : on dénonce le coût des retraites mais aussi le coût individuel et familial de l'accompagnement. La comparaison avec la prise en charge de l'enfance est tout à fait révélatrice.

On considère que les retraites et les soins médicaux dont bénéficient les personnes âgées représentent des dépenses exorbitantes pour la société tandis que l'accompagnement des enfants est généralement perçu comme une priorité. Contrairement à la fin de vie, l'extrême dépendance de la petite enfance, le coût social de l'éducation ne sont pas vus comme des problèmes. C'est que la société capitaliste et l'État font là des investissements rentables. Éduquer et prendre soin des enfants, c'est s'assurer d'avoir des personnes qui consommeront, produiront et deviendront "de bons citoyens" ; prendre soin des personnes avançant en âge, c'est gaspiller de l'argent.

L'État et le Capital contribuent à définir le vieillissement dans l'horizon du travail et de la consommation. Mais les institutions étatiques et capitalistes s'allient en outre à la structure familiale, assimilant bien souvent la personne âgée à son patrimoine (financier et immobilier). L'héritage est la première forme d'accumulation du Capital et conduit, du même coup, à voir dans la disparition des personnes âgées une source majeure d'investissement. Par sa législation patrimoniale, l'État se charge d'organiser la concentration des capitaux. Qu'il s'agisse de définir le vieillissement par rapport au travail ou à la propriété, de le valoriser ou de le déprécier, les regards conjoints de l'État, du Capital et de la Famille reproduisent de profondes dominations.



La Maison des Babayagas. Montreuil. Résidence autogérée pour femmes âgées. "Anti maison de retraite".

## Vieillir en anarchie

La perspective anarchiste se révèle ainsi fructueuse pour comprendre comment se construisent nos représentations (plutôt négatives) du vieillissement. La réflexion libertaire ne saurait cependant être uniquement critique. Quelles alternatives offrir à la vision étatique et capitaliste de l'avancée en âge ?

La lutte contre l'État, contre l'économie capitaliste de la concurrence et de la propriété, contre le patriarcat est bien évidemment essentielle tant ces structures modèlent nos représentations de la vieillesse. Leur violence est d'autant plus prégnante dans le grand âge que la vieillesse n'est rien d'autre que la conclusion d'une existence au cours de laquelle différentes dominations s'imbriquent. Les inégalités sociales (de moyens d'existence, de conditions de logements, d'accès aux soins, etc.) sont d'autant plus criantes qu'elles se renforcent au fil des

ans : les travailleurs et les travailleuses précaires auront d'autant moins d'opportunités et de moyens d'envisager sereinement leurs vieux jours. De la même façon, les stéréotypes sociaux ne s'effacent pas avec le temps mais s'accroissent. La femme âgée sera « une vieille peau », une « cougar », l'homme vieillissant un « beau vieux », un « Don Juan ».



# Pour vieillir autrement, soyons donc anarchistes... !

Les mouvements libertaires pourraient toutefois s'investir davantage dans des luttes qu'ils ont souvent eu tendance à délaissier : la lutte pour le suicide assisté (pour une mort libre, réfléchie et sans douleur) ; la lutte commune des personnes âgées placées en institutions (hôpitaux ou EHPAD) et du personnel soignant exploité.

Mais c'est sans doute au sein des familles, de l'organisation sociale du quotidien, que les plus grands combats restent à mener. Au-delà de la relation patrimoniale, l'injonction à la parentalité puis à une grand-parentalité épanouie doivent être interrogées. La famille s'avère être une structure de domination d'autant plus ambiguë qu'elle est le lieu de prédilection des affects. Sur ce point, l'enfance et la vieillesse sont logées à la même enseigne. L'affaiblissement physique, l'accroissement de la dépendance (nous sommes en effet en situation de dépendance à tous les âges de la vie), tendent à engendrer des comportements hyper-protecteurs de la part des proches. Pour que mamie ne se perde pas, on l'enferme ; pour que papy n'égare pas ses affaires, on les lui confisque ; pour qu'il ne tombe pas, on l'attache ; pour qu'elle ne se blesse pas on l'empêche de vivre ! Ce comportement liberticide est d'autant plus complexe qu'il semble motivé par l'amour. L'affection peut, dès lors, devenir un argument fallacieux pour justifier une prise de décision autoritaire voire violente (comme une entrée en institution non consentie par la personne). Mais

même lorsqu'elle est sincère, l'affection n'est pas toujours dénuée d'ambiguïté. Par peur pour nos proches nous pouvons les inciter à infléchir leur comportement, les couvrir, les entourer de trop près de nos sollicitations, réduisant du même coup leur liberté. Les affects peuvent eux aussi conduire à des situations d'autorité. Or, toute autorité, même bienveillante, repose sur un rapport profondément inégalitaire. Pouvons-nous être responsables d'une autre existence ? Si oui, à partir de quand ? Jusqu'où ? Ces questions sont inconfortables mais doivent être continuellement posées. L'Anarchie ne saurait apporter de solution ; elle ne peut que nous inviter à relancer sans cesse les questions.

Pour ne pas être liberticide, la famille nous semble par ailleurs devoir être choisie plus qu'héritée. Vivre et vieillir dans le respect et l'autonomie, c'est s'être entouré, toute sa vie durant, de personnes appréciées. Ces liens collectifs et multiples pourront être plus ou moins distants, de la vie en communauté à l'habitat individuel, selon les aspirations et les souhaits. Cependant la juste répartition des efforts, la prise en charge collective des difficultés et des joies, le renforcement de l'interdépendance des individus et des groupes paraît être la clé d'un vieillissement qui ne soit pas synonyme d'isolement, d'aigreur et de précarité. La variété des liens affectifs se révèle particulièrement importante avec l'avancée en âge. La dépendance physique, pour les repas ou les toilettes par exemple,

implique à ce point l'intimité de l'individu que celui-ci peut préférer solliciter un cercle de connaissances éloignées pour l'aider. Il ne s'agit ni d'asservir les familles, ni de solliciter un personnel soignant exploité, mais de promouvoir des relations interpersonnelles choisies et respectueuses de l'individualité des personnes.

L'organisation collective du quotidien, sous toutes les formes qu'elle peut prendre, a également comme effet bénéfique de mettre les différences – ici d'âge – au centre. Vivre dans un environnement intergénérationnel, c'est banaliser le vieillissement, le vivre sans en faire un problème. L'existence collective permet en outre de se confronter sans fard et sans tabou à l'expérience de la mort. L'accompagnement de la fin de vie, la souffrance physique, les doutes, le deuil, sont autant d'événements nécessaires avec lesquels nous devons composer. En cachant la mort, en masquant la maladie, on fait naître la peur, on forge des catégories, on exclue, on repousse. Pour vivre et mourir libres, nous devons apprendre à aimer et à pleurer tout à la fois sans contrainte et avec respect.

***Ce texte n'est qu'une tentative pour retracer le fil des débats extrêmement riches qui se sont tenus à Lyon à l'automne 2018. Il ne saurait être parfaitement exhaustif et faire état de toutes les positions et arguments nuancés.***

*Le groupe Graine d'Anar*

\* CFA : Centre de Formation anarchiste



# QUI POUR PAYER NOS RETRAITES ?

On vit de plus en plus vieux, semble-t-il, et il y a de moins en moins d'actifs par rapport aux retraités, d'où la nécessité d'allonger la durée de cotisations, de reporter l'âge de départ en retraite.

Le progrès, le développement de nouvelles technologies entraînent la réduction voire la suppression d'emplois, d'où nécessité d'allonger la durée de cotisations, de reporter l'âge de départ en retraite.

De moins en moins de travail, un chômage grandissant, les seniors qui ont du mal à être embauchés et la solution proposée est de rallonger la durée de travail...cherchez l'erreur. On pourrait sans doute faire travailler les uns pour fabriquer des objets inutiles et d'autres pour les détruire, le tout contribuant à l'augmentation du PIB (Produit intérieur brut). C'est bien le discours depuis

le machinisme, depuis l'informatique, depuis la robotique mais pourquoi vouloir à tout prix que seuls les travailleurs cotisent socialement pour la retraite, pour la santé. Ne peut-on pas demander aux machines/robots qui conduisent au remplacement de salariés de cotiser également pour le social ? La cotisation pourrait être établie sur la base du chiffre d'affaires dégagé. Depuis toujours, les progrès techniques devant améliorer les conditions de travail se traduisent en fait, bien souvent, par un surcroît de travail ; grâce aux tracteurs le paysan peut cultiver, labourer plus facilement et travaille plus longtemps. Autrefois le soir, quand le cheval était fatigué, le labour s'arrêtait, aujourd'hui le tracteur a des phares et le travail peut continuer. Les exploitations agricoles se sont agrandies, il faut produire de plus en plus pour pouvoir rembourser les emprunts.

Imaginons la «société idéale»: machines, robots, intelligence artificielle permettent de produire tous les biens et services nécessaires, seule une poignée d'individus travaille jusqu'à 100 ans et 70 h par semaine. Il n'est donc plus nécessaire de travailler mais sans travail plus de revenus. Les humains meurent de faim car ils ne peuvent payer ce dont ils ont besoin et pourtant tout est disponible ! On voit bien l'absurdité de la situation. Ce serait donc bien aux machines et autres robots d'assurer la vie des habitants. A moins qu'il n'y ait plus besoin d'argent, plus besoin de payer : « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » comme aurait dit l'autre.

Un robot peut bien rêver non ?

*Claude Aurent*



# POUVOIR ET MASCULINITÉ...

Face aux revendications des femmes féministes (eh oui, il n'y a pas unanimité !), face aux révélations issues de MeToo ou de BalanceTonPorc qui agissent comme une sidération, il est coutume aujourd'hui d'entendre que les hommes sont menacés dans ce qui les forme, dans l'essence de ce qu'ils sont et qu'il est convenu d'appeler leur masculinité.

Non, tous les hommes ne sont pas des agresseurs sexuels, mais les agresseurs sexuels sont des hommes dans leur écrasante majorité.

Le masculin se définit par la virilité (1), cette sorte d'idéal forcément su-

jet à déstabilisation ou remise en cause s'il n'apporte pas régulièrement la démonstration de la force qui l'anime, force physique certes, mais aussi le courage, la volonté, l'autorité et la maîtrise, autant de valeurs de pouvoir qui assurent aux hommes leur domination selon un modèle archaïque (2). Domination dans le rapport existant entre les femmes et les hommes qui conforte leurs privilèges d'hommes grâce à leur positionnement de mâles virils. Cette prétendue crise du masculin révèle, de fait, une crise du pouvoir masculin sans cesse remis en cause aujourd'hui,

chose qui est tout à fait nouvelle, alors que précisément ce pouvoir est connu depuis l'Antiquité mais que les femmes n'ont pas jusqu'à présent réussi à faire basculer. Lors de la Révolution française, l'égalité de pouvoir a été momentanément possible, mais cette ouverture de l'espace public à la fois aux hommes et aux femmes a été très rapidement refermée. Le seul changement significatif à partir du XIXe siècle sera le travail salarié des femmes qui leur apportera une certaine indépendance financière leur permettant d'occuper une partie de l'espace public.

## Remise en cause du pouvoir masculin.

Aujourd'hui, les hommes se trouvent confrontés à l'émancipation des femmes que certains hommes jugent comme une menace à leur identité masculine, très certainement la peur de perdre les privilèges dont ils jouissent, oubliant ainsi l'égalité qui pourrait en découler, surtout au vu des inégalités salariales (en moyenne 20 % d'écart de salaire entre hommes et femmes), d'accès à des postes à responsabilités, de partage de tâches ménagères et de soins, et d'éducation des enfants au sein des familles. Le film de Patric Jean, *La domination masculine* (2009), montre l'emprise du déterminisme relatif à la virilité, dont l'aspect social finit par être biologisé et passe pour naturel.

On peut imaginer que la véritable égalité se traduirait entre autres par la fin des violences physiques envers les femmes (notamment 130 féminicides en 2017, 74 entre janvier et mi-juillet 2019), mais aussi des violences sous emprise et des violences psychologiques, des agressions sexuelles et des viols (93 000 viols de femmes l'an passé) du fait du respect égalitaire assumé.

Au cours des années 1960, et dans le sillage de Mai 68, des groupes d'hommes se sont formés qui ont tenté de déconstruire la masculinité en interrogeant pratiques et fonctionnement genré des hommes. Ces groupes de paroles non-mixtes ont rapidement été traversés de crises

et, malgré leur affirmation à défendre une position pro féministe, ils ont pour certains basculé à défendre une idéologie masculiniste tout en revendiquant liberté et égalité. C'est le risque, toujours présent, de développer un ressentiment à l'égard des femmes quand les hommes se retrouvent entre eux à évoquer leurs expériences et parler de leurs émotions. La plupart de ces groupes ont eu une durée de vie éphémère et n'ont pas su provoquer les ruptures nécessaires pour rejoindre réellement les luttes féministes (3), bien que certains hommes étaient profondément engagés dans des luttes, comme par exemple la question de la contraception masculine.

## Des luttes possibles

Depuis 2011, il existe en France un réseau d'hommes appelé Zéromacho (4) qui propose aux hommes d'approuver et de signer un manifeste. Plus de 3700 hommes répartis dans 64 pays ont ainsi répondu à cet appel dans lequel il s'agit d'affirmer son opposition à la prostitution, en rejetant la culture machiste qui utilise la sexualité pour dominer et asservir, les femmes en particulier. L'un des slogans de ce réseau proclame : « Construisons ensemble un monde où personne n'imag-

inera acheter l'accès au corps d'autrui ». En France toujours, a été votée le 13 avril 2016, une loi « visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées ». Il s'agit d'une loi abolitionniste dont les débats, qui ont duré trois ans, ont permis de comprendre ce que sont la prostitution et la situation des personnes prostituées, et comment le système prostitutionnel est un système de violence produit par les rapports sociaux de sexe et de domination masculine.

Nous sommes bien loin de l'image fantasmée du « libre choix » évoquée régulièrement pour justifier, voire encourager la prostitution. Cette démarche fondamentale dans la réflexion sur l'égalité et sa mise en pratique dans le quotidien (cohérence entre « le dire et le faire ») n'est cependant qu'un des aspects que revêt la lutte pro féministe. Zéromacho, cité plus haut, souhaiterait élargir son champ de réflexion et d'action sur l'égalité femmes-hommes, mais mesure cependant les difficultés à



mobiliser les hommes, bien que ceux-ci, rencontrés lors d'actions publiques, manifestent et encouragent ces positions dans leur grande majorité. Est-ce à dire que les hommes ont des scrupules à s'affranchir des pouvoirs qui leur sont accordés « naturellement » ? Oui, bien sûr, les hommes ont à perdre, non pas en abandonnant leur place hiérarchique supérieure, mais simplement en partageant le pouvoir qui est propre à leur classe de sexe, et donc en mettant tout simplement le pouvoir à bas.

Tous les groupes d'hommes militants, y compris libertaires, sont confrontés à ces enjeux de lutte anti-patriarcale. Des hommes affirment ainsi qu'il y a d'autres oppressions, d'autres chemins de luttes, et qu'une fois encore, les féministes agissent de façon culpabilisante vis-à-vis d'eux (5). Pour ceux-là, la lutte contre l'État et le capitalisme doit être

prioritaire, sous-entendant que l'émancipation viendra après, ou bien viendra naturellement... (ou ne viendra pas, serait-on tenté de s'interroger) : « Les hommes anarchistes, qu'ils soient hétérosexuels, homosexuels ou queer, doivent reconnaître le fait qu'ils appartiennent à la classe dominante, et que les femmes avec qui ils entrent en relation appartiennent à une classe dominée » (6).

La grande question qui demeure est comment réduire le pouvoir qu'exercent les hommes sur les femmes, individuellement et collectivement, sachant que cette perte de pouvoir des hommes, pour douloureuse qu'elle puisse paraître, est la condition à l'émancipation, à la justice et à l'égalité entre les êtres, en gardant à l'esprit que la lutte engagée s'inscrit dans une lutte contre toutes les dominations, du patriarcat aux religions et au capitalisme, toutes s'ali-

mentant les unes les autres dans un circuit d'asservissement globalisé contre lequel nous nous dressons.

Alain Eludut  
Groupe Pierre Besnard

1) Georges Vigarello, Alain Corbin et Jean-Jacques Courtine, *Histoire de la virilité*, Éditions du Seuil, 2011.

2) Anne Dujin, *La fin de l'éternel masculin ?* Le Monde, 20 octobre 2018.

3) Francis Dupuis-Déri, *La crise de la masculinité, autopsie d'un mythe tenace*, Les Éditions du remue-ménage, 2018.

4) <http://zeromacho.wordpress.com>

5) Léo Thiers-Vidal, *Rupture anarchiste et trahison pro-féministe*, Éditions Bambule, 2013.

6) Francis Dupuis-Déri, *Hommes anarchistes face au féminisme*, Réfractations n°24, mai 2010.

# DITES-NOUS CE DONT VOUS AVEZ BESOIN... ON VOUS EXPLIQUERA COMMENT VOUS EN PASSER

« *Les enfants croient au Père Noël. Les adultes votent* »

Pierre Desproges

Les lois de décentralisation, en renforçant la proximité avec le citoyen, auraient permis de relocaliser les prises de décision, garantissant la souveraineté du peuple. D'où l'importance cruciale des élections municipales... C'est sans doute ce que croient ceux qui s'obstinent à participer au grand cirque électoral. Quelques exemples pourraient contribuer à dissiper l'illusion.

Il y a quelques années, le tribunal administratif suspendait des arrêtés interdisant la culture des OGM sur le territoire de plusieurs communes au nom du principe de précaution, au prétexte que le maire « ne peut s'immiscer dans l'exercice des pouvoirs de police spéciale relevant des attributions de l'État ».

Alors que le maire de Bovel, commune d'Ille-et-Vilaine, invoquait son pouvoir au titre du règlement sanitaire départemental pour permettre aux habitants de refuser l'installation des compteurs Linky, la préfecture lui reproche de sortir de ses domaines de compétence. Le tribunal administratif de Rennes lui ordonne de suspendre son arrêté municipal.

Le 18 mai dernier, le maire de Langouët, commune d'Ille-et-Vilaine, prend un arrêté municipal pour interdire l'usage de pesticides à moins de 150 mètres de toute habitation. Cet arrêté est attaqué par l'État au motif qu'il est entaché d'irrégularités.

Par contre, le maire de Besançon prend, le 3 juillet dernier, un arrêté pour interdire la mendicité dans le centre-ville ; le tribunal administratif de la commune rejette la requête d'un militant contre ce dispositif, confirmant donc le bien-fondé de l'arrêté. Par ailleurs, un arrêté municipal interdit, sur la commune de Saint-Jean-du-Gard, depuis le 31 juillet, la distribution de tracts et de flyers sans autorisation préalable.

Non seulement la hiérarchie administrative ne s'oppose pas à cette atteinte à la liberté d'expression définie par la Déclaration universelle et la Convention européenne des droits de l'homme, mais le préfet du Gard donne son aval pour déployer une importante présence policière lors d'une manifestation contestant l'arrêté en question.

Tous les enfants de plus de huit ans l'auront compris : lorsqu'il s'agit de choisir le « design » du mobilier urbain, de calibrer le busage des fossés, de faire taire la rue ou de soustraire la pauvreté à la vue des touristes, les élus locaux disposent des pleins pouvoirs. Mais quand leurs décisions heurtent frontalement des intérêts économiques ou politiques « supérieurs », ils sont fermement priés d'obtempérer.

La réalité, c'est que les pouvoirs municipaux sont strictement encadrés, limités, déterminés par un système de contraintes à la fois juridiques, politiques et budgétaires. Ce que résume clairement Michel Koebel dans *Le pouvoir local ou la démocratie improbable* (Éditions du Croquant) : « La décentralisation et l'enracinement local des hommes politiques devaient permettre de réduire la distance

entre les élus et les citoyens. Or, depuis trente ans, le recrutement du personnel politique local et sa professionnalisation accrue éloignent toujours davantage les élus de ceux qu'ils sont censés représenter. Certains tentent d'y remédier en inventant de nouvelles formes de démocratie (« locale », « directe », « participative ») : dans la plupart des cas, elles ne font que reproduire les schémas existants. La procédure légalisée de référendum local est si verrouillée que son utilisation reste rarissime. Au sein des organes de décision, les oppositions sont vouées à l'impuissance tant les majorités dominent et contrôlent les délibérations. Quant aux conseillers majoritaires eux-mêmes, ils voient leurs propositions réduites à la portion congrue par le quarteron de ceux qui détiennent le pouvoir de décision. Comment, dans ces conditions, assurer une plus juste représentation des citoyens ? ».

La commune ne pourra constituer le berceau de l'émancipation que lorsque seront détruites toutes les structures d'exploitation et de domination.

Jean-Pierre Tertrais - août 2019



Mur de la mairie, le 20/08 au matin



# LES EFFONDRISTES\*, HISTOIRE D'UNE DÉNÉGATION.

(2E PARTIE)

## 4- La nébuleuse collapsosophique.

En France, le premier livre de P. Servigne et R. Stevens - *Comment tout peut s'effondrer?* (2015) - est une reprise du collapse médiatisé aux Etats-Unis par J. Diamond. Au fil des pages, des données catastrophistes (rarement confrontées dans le temps dans l'espace dans l'histoire) essaient pour aboutir dans le chapitre 10 à la présentation d'une théologie politique: «**Maintenant qu'on y croit, on fait quoi? (Politique de l'effondrement):** *L'action constructive et si possible non-violente ne peut clairement venir qu'après avoir franchi –individuellement et collectivement– certaines étapes psychologiques. Mais soyons réalistes, on ne peut raisonnablement pas se permettre d'attendre que chacun fasse son deuil avant de commencer à agir. D'abord parce qu'il est trop tard pour cela, et ensuite, parce que l'humain ne fonctionne pas de la sorte. En réalité, l'action n'est pas l'aboutissement d'un processus, mais elle fait partie intégrante du processus de «transition intérieure».* Ce paragraphe particulièrement psychologisant s'inscrit dans une définition de l'être humain comme être religieux –proche de l'*homo religiosus* théorisé par le fasciste Mircea Eliade (Voir notamment *Imposture et pseudo-science*, Dubuisson, 2005).

Dans *L'entraide, l'autre loi de la jungle* (2017), P. Servigne et G. Chapelle s'autorisent ensuite à une surinterprétation des travaux sur l'évolution de C. Darwin et de Pierre Kropotkine, en ignorant le dialogue réel qui a eu lieu entre ces deux œuvres et le contexte idéologique de leur production (1). L'entraide devient avec les collapsologues une notion bienveillante, dont l'application consisterait «pourquoi pas à enseigner l'altru-

isme dans des écoles de type managérial»!(Entretien avec François Ruffin, Fakir n°87, 12 mars 2019). Cette approche ignore le travail magistral de Patrick Tort qui a réhabilité la proposition fondamentale de C. Darwin contre les tenants du darwinisme social (la sélection naturelle impliquant une sélection sociale), auquel semble adhérer la collapsologie en défiant la pluralité culturelle. Dès 2015, avec *Une autre fin du monde est possible*, le terme de *collapsophie* suggère l'instauration d'une nouvelle religion, dont les rites sont par ailleurs détaillés dans *Le petit traité de résilience locale* qui est à l'origine sur tout le territoire de la constitution de groupes comme les kolapsonautes, ou «la collapsophile heureuse».

En janvier 2019, un «duel» entre P. Servigne et Edgar Morin est organisé à la fac de droit de Montpellier; l'«Effondrement» doit y être mis à l'épreuve de la «complexité»... Cela fait déjà des années qu'E. Morin défend les thèses de l'effondrement (*De l'abîme à la métamorphose*, 2009), en est un maître éclairé (*La voie*, 2011) et contribue activement à l'instauration d'une *spiritualité laïque* dans la société française («Partir du point zéro», *Nouvelles de la société anthroposophique de France*, novembre 2015). Sa «pensée complexe» relève d'une novlangue qui a permis d'introduire le spiritualisme dans l'éducation (*Sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, UNESCO, 2000) et dans l'histoire des civilisations: «c'est-à-dire que je parle de la *collaboration du monde extérieur et de notre esprit pour construire la réalité*» (Entretien avec Edgar Morin sur *nonfiction.fr*, 2008). En septembre 2018, dans une interview fleuve re-

layée par P. Servigne, il agite sans complexe la menace du djihadisme tout en citant Krishnamurti(2) au prétexte que nous devons «prendre conscience» au sens spiritualiste. Il ne s'agit donc pas d'un duel mais d'une entreprise de dépolitisation qui exhorte à se soumettre à des dictats comportementaux plutôt qu'à reprendre pouvoir sur le savoir, à se mettre en débat.

J'évoque en passant le projet *Spiral*, projet porté à l'échelon européen par le *Stockholm Resilience Center* qui développe des phases de travail incohérentes du point de vue cognitif et dont P. Servigne fait la publicité: «*Dans ses ateliers d'écopsychologie, Joanna Macy a mis en place une spirale qui se décline en quatre principales étapes. La première est la gratitude. Chaque participant ouvre son cœur et s'ancre dans cette gratitude. Deuxième stade: on plonge dans les ombres, on honore la peine et toutes les autres émotions. Chaque participant va alors déposer sa peur, sa tristesse, son désespoir, sa colère, etc. On accueille et on composte en quelque sorte collectivement. Cela fait un bien fou et des liens très forts se nouent entre les participants. Ces rituels autour de la souffrance soudent d'ailleurs les communautés humaines depuis des milliers d'années. Cela touche au sacré dans la relation, l'empathie, la réciprocité. C'est quelque chose qui nous dépasse. C'est même religieux, au sens de «religare». La troisième étape de la spirale consiste à faire un pas de côté et, enfin, la quatrième, à aller de l'avant. Cet atelier aurait-il à voir avec le bouddhisme?» (Entretien avec P. Servigne et Philippe Cornu, *Collapsologie et émotions*, 20 mars 2019).*

## 5- Le détour par le bouddhisme à l'occidentale.

La collapsologie semble avoir la même fonction que les courants théosophiques créés à la fin du 19e siècle, avec lesquels elle se ramifie; le millénarisme n'est pas un phénomène nouveau et son attrait pour le bouddhisme non plus. Marion Dapsance (*Qu'ont-ils fait du bouddhisme?*, 2018) a analysé l'utilisation récurrente du bouddhisme par une élite européenne, à travers notamment l'invention du bouddha philosophe, une antithèse du Christ. Elle signale qu'en Inde, au Tibet, en Chine, le bouddhisme est une religion; que l'importation du bouddhisme a servi à la création d'une religion laïque par des érudits anti-chrétiens, souvent réactionnaires, comme certains ayanistes à la recherche de l'ancêtre de la civilisation européenne: pour eux la rénovation sociale passerait par la renaissance spirituelle des adeptes, notamment par le biais de la méditation.

En l'occurrence, la méditation «pleine conscience», qui a par exemple servi le nationalisme Birman, est surinvestie. Le terme même de «pleine conscience» est une traduction équivoque, qui évacue le sens que cette pratique avait dans le cadre de cette religion : une attitude de calme qui ne visait pas l'éveil; celle-ci est à l'origine une pratique minoritaire, l'apanage de certains moines «défi-

ciants». Il n'est jamais question de bien-être ou d'épanouissement. La méditation bouddhiste est en fine un rituel préparatoire, de concentration, à la véritable pratique, centrée sur le caractère souffrant de notre vie terrestre (décomposition du corps, futilité de l'existence...) afin de susciter un sentiment d'urgence et de dégoût et provoquer la sortie du Samsara - le cycle des réincarnations.

Dans le contexte actuel, de saturation des institutions, celle-ci a pour effet de reléguer des éléments culturels à la déclassification, puis de saturer l'espace intime de références problématiques, car intraduisibles autrement qu'en y substituant des stéréotypes. Ce que l'on appelle aujourd'hui méditation, dans le bouddhisme ou le christianisme, est finalement une falsification de la méditation philosophique de type stoïcien, dont l'enseignement, les *exercices spirituels* qui encouragent l'individu à transformer sa propre liberté et à atteindre l'*ataraxie* soit la disparition des passions, a été en grande partie perdu (Pierre Hadot, *Exercices spirituels et philosophie antique* 1993), mais pas suffisamment pour la résumer à la «pleine conscience». Qu'est-ce que méditer? Que deviennent mes pensées quand je médite? S'aliènent-elles à un sens qui m'échappe en tant que sujet?

Et finalement, pourquoi surajouter un sens mystique à une pratique qui a pour but «d'user sans contrainte de nos désirs et de nos aversions» (Epictète, III, 12, 1-7) ?

Récemment, une équipe de recherche américaine a testé les effets de la méditation pleine conscience (*Mindfulness meditation*) sur certains pratiquants et arrive à des conclusions qui mettent un bémol à l'utilisation massive de cette technique considérée comme une panacée. Réalisée quotidiennement, cette «suspension du jugement» provoquerait la fabrication de faux-souvenirs, des pertes de mémoire, et induirait chez certains patients la possible altération du processus décisionnel: «*it may also increase false-memory susceptibility by affecting the cognitive operations needed to distinguish between internal and external sources of information*» (Brent Wilson, «*Increased False-Memory Susceptibility After Mindfulness Meditation*», 2015). Cette étude fait écho à la manifestation de troubles du jugement que j'ai observé chez certaines de mes relations, assidues à ces «rituels». Je rapprocherais ces troubles d'une «dé-subjectivation» progressive, sachant que ces personnes ont pour la plupart abandonné la réalisation de projets autrefois au centre de leur vie.



## 6- Le «couteau-suisse».

Dans un hôpital de jour Angloye dispensant des thérapies comportementales (TCC), les patients «apprennent» désormais à gérer leurs émotions. Pour cela, ils s'entraînent à la pleine conscience, suivent des cours de sophrologie qui en sont la redite, etc. Une patiente a nommé le prof de sophrologie «couteau-suisse», car chaque jour il a un nouveau «super pouvoir»: sportif, alpiniste, coach, omniscient (quand il prétend abusivement lire dans les pensées d'une patiente et suscite sa colère), etc. L'expression «couteau-suisse» a été adoptée par le groupe comme élément de dérision mais surtout de mise à distance vis-à-vis du viol de l'intime auquel a recours ce thérapeute. Le psychiatre-référent en a été avisé et a admis à demi-mot que c'était «un peu n'importe quoi». Il n'a proposé aucune alternative au cours de sophrologie, mis à part l'attente dans une salle vide; la psychanalyse, institutionnelle, est paradoxalement considérée comme potentiellement dangereuse pour les patients. Comment demeurer un sujet libre si ni la question du «trans-

fert» ni celle du «refoulé» ne sont jamais posées ?

Il est difficile de se prémunir de la psychologisation des émotions dans un contexte où les institutions la prescrivent massivement, et où elle jouit en outre de la caution des neurosciences qui substituent les vieilles théories du développement naturel à la question de la transformation individuelle. Cette «anti-pédagogie» (3) vise la fin/ le *collapsus* (terme médical) des pratiques populaires en leur substituant des conduites dogmatiques dont on connaît pourtant déjà les dérives dans le champ de l'éducation avec la pédagogie Montessori (4 et 5). Le Ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer qui calque sa révolution pédagogique sur ce système («Diffuser l'esprit Montessori», France culture 2017) a mis au ban toutes les pratiques issues de l'alliance entre le constructivisme et le cognitivisme, grâce à son petit livre orange des bonnes pratiques à l'attention des enseignants. La démarche a été reproduite par les Ministres de la santé

et de la justice avec le *Centre national de ressources et de résilience* qui «pourra également, en lien avec la Haute autorité de santé, labelliser certaines bonnes pratiques» (santementale.fr, 22 février 2019), et réaliser une sélection parmi les professionnels et les patients (?).

Il est grand temps de réhabiliter l'*éducation émancipée* et les pédagogies libertaires, contre la persistance de systèmes étonnamment sélectifs, par la richesse, par la religion, par la spiritualité, par l'expertise, par les compétences, par les dons, etc. Il y a une différence entre la conscience de classe, politique, qui est liée à une culture commune que l'on se construit à partir de la pluralité de nos pratiques et de nos histoires individuelles, et la conscience dans son acception spiritualiste qui prend le contre-pied du projet de laïcité et empêche les sujets fragilisés de se réapproprier une histoire qui leur est propre pour ne plus la subir.

Eloïse D.

---

\* Remerciements réitérés à Mailis pour la formule, Soumadi pour son sens de l'observation et de la dérision à toutes épreuves, Piarres et Christian pour leur lecture critique.

1) Pierre Kropotkine, textes réunis par Renaud Garcia in *De Darwin à Lamarck. Kropotkine biologiste* (1910-1919), ENS, 2015: <https://books.openedition.org/enseditions/5114?lang=fr>

2) <https://www.facebook.com/servigne.collapsologie/posts/2198546560364646/>

3) « *L'anti-pédagogie : c'est une rhétorique, très habile, fonctionnant sur une belle maîtrise de la langue, aux accents prophétiques et facilement imprécateurs... mais sans aucune attention aux faits, ni souci d'étayer son point de vue et d'entrer dans un débat contradictoire (...)* C'est de la théologie », Philippe Mérieu, « Faut-il en finir avec la pédagogie ? », 2009.

4) « *Nous avons voulu montrer seulement le danger qu'il y a aujourd'hui à suivre Mme Montessori et ses admirateurs. Quel que soit l'apport pédagogique de sa méthode, l'éducatrice italienne, intégrée au fascisme, asservie à l'Église ne peut pas servir l'éducation du peuple. Ce sont là des considérations dont nous devons toujours tenir compte quand nous essaierons de tirer du montessorisme ce qui peut être utile à l'École prolétarienne.* », Célestin FREINET et K. STORM, « La vraie figure de la Montessori », in *L'École émancipée*, n° 7, 9 novembre 1930.

5) Serge Franc, « Montessori et la Casa dei Bambini : Dimensions idéologique, épistémologique et spirituelle de la méthode », Tréma, 2018 : <https://journals.openedition.org/trema/4369>

# LA PESTE BRUNE, HIER ET AUJOURD'HUI

J'ai donc reçu, comme bien d'autres, un mail de celui qui a la tâche, indispensable mais peu agréable, de relancer les « plumes » du Monde libertaire. Ce compagnon annonçait ainsi le thème du ML d'octobre 2019 : ce sera la peste brune ! Que dire, qu'en dire. Sans aucun doute les mandatés du CRML ont dû beaucoup réfléchir pour trouver un thème pareil. La peste, ça je pourrais discourir, mais brune je ne peux que me poser des questions. S'agit-il d'un retour en arrière, pourquoi pas mais à quelle fin ? S'il s'agit d'une crainte pour les temps à venir, pourquoi brune ? Donc je me suis dit que j'allais faire un tour en arrière et aussi un tour en avant. Suivez le guide !

## La peste brune, hier.

Je me suis tourné vers ma boule de cristal, Wikipédia, et voici ce qu'elle m'a répondu : « La peste brune est le surnom donné pendant la Seconde Guerre mondiale au nazisme par analogie à la couleur des chemises des SA. Ce surnom qualifie le nazisme comme une maladie politique contagieuse et infectieuse ». Je savais que l'acronyme SA désignait ceux qui se regroupaient sous le nom de Sturmabteilung. Mais pourquoi brune ? Ma boule de cristal préférée m'a donné à nouveau une réponse. « Les SA furent appelés « chemises brunes » en raison de la couleur de l'uniforme de leurs membres à partir de 1925 ». Ce vêtement avait été acheté en Autriche. Il s'agissait d'un lot de surplus de chemises militaires tropicales de couleur brune. « Elles étaient disponibles en grand nombre pour un prix modique. Elles avaient initialement été confectionnées pour habiller les troupes de l'empire colonial allemand, démantelé à l'issue de la Première Guerre mondiale ». Donc voilà. Pourquoi des chemises et pas des bérets ou des chaussures ou des pantalons ? Il faut juste se souvenir que peu de temps auparavant en Italie, c'étaient les chemises noires qui étaient à l'honneur. Les membres de la milice fasciste de Mussolini en portaient une. Ils étaient organisés depuis le 23 mars 1919 en Faisceaux italiens de combat. Ils sont 700 000 quand le Duce prend le pouvoir le 28 mars 1922 lors de la Marche sur Rome. Cette expression, si courante aujourd'hui, a été utilisée dans le

journal L'Humanité depuis 1931 selon certaines sources. Daniel Guérin utilise l'expression "peste brune" dans une brochure parue le 20 septembre 1933 intitulée La peste brune a passé par là - A bicyclette à travers l'Allemagne hitlérienne", parue à la Librairie du travail.

Ce qui est intéressant de noter est que le règne des SA s'arrêta au lendemain de la Nuit des longs couteaux qui vit l'assassinat des chefs de ces groupes d'assaut. Ils menaçaient tout à la fois Hitler par leur radicalisme social et par leur propension à faire régner la peur dans les rues. Le Führer eut besoin, à ce moment-là, tout à la fois d'amadouer les partis

conservateurs d'une part et d'autre part de prouver qu'avec lui la paix sociale régnait.

Donc nous voyons que l'expression a survécu à ses auteurs. Il est possible de faire un parallèle, un peu osé, avec le mot anarchiste auquel est collé que nous le voulions on pas celui d'attentat.

Cette peste brune va s'étendre sur le monde entier jusqu'à la fin de l'année 1945. Même vaincue militairement son souvenir perdure. Pour beaucoup de critiques littéraires, c'est à elle que fait référence Albert Camus dans son livre La Peste publié en 1947.



## Aujourd'hui la peste...

Ce terme a fait un retour médiatique en France au lendemain de l'élection présidentielle de 2002. Jean-Marie Le Pen est arrivé au deuxième tour derrière Jacques Chirac. Un petit livre, écrit quelques années plus tôt, 1998, pour protester contre les alliances municipales entre la droite et le Front national, devient un phénomène d'édition. *Matin Brun*, des Éditions Cheyne, sera vendu alors à plus d'un million d'exemplaires. Ce terme, peste brune, peut être utilisé à la place d'un autre mot, qui est tout à la fois fort précis et fourre-tout : fascisme. Cela vaut le coup de s'arrêter un instant sur sa signification, son utilisation. Google interrogé répond en indiquant 3 380 000 items. Wikipédia nous indique que le fascisme est un système politique autoritaire qui associe populisme, nationalisme et totalitarisme au nom d'un idéal collectif suprême. Les choses sont claires au moins apparemment. Le fascisme serait-il seulement de droite ? Attention cela nous amène à une pente dangereuse.

A suivre les insultes utilisées çà et là, fasciste ! est une accusation portée contre quelqu'un qui aurait au moins des attitudes autoritaires. A ce moment, je me rends compte que le terme de racisme n'apparaît pas dans cette définition qui nous a été donnée. Pourtant, l'antisémitisme est partie inhérente du nazisme.

La question qui est posée au fond est la suivante : le fascisme a-t-il un avenir aujourd'hui ? Alain Bihr ne le pense pas. Pour lui « les conditions générales qui ont présidé à l'émergence de ces derniers diffèrent profondément de celles qui prévalent aujourd'hui dans les démocraties occidentales ». Il faut trois conditions pour que le fascisme s'installe. Un mouvement ouvrier menaçant, ce qui n'est pas le cas, une bourgeoisie chancelante, son hégémonie actuelle montre le contraire et enfin une classe moyenne qui se radicaliserait en opposition à la mondialisation (1).

On pourrait rajouter que les régimes fascistes avaient en plus dans leur programme la revendication d'un es-

pace vital qui leur était destiné c'est à dire la volonté d'expansion de leur régime. D'autre part, si on veut être tant soi peu complet, il faudrait aussi se poser la question de la Chine et de son régime. Hormis le fait de sa spécificité historique, elle est l'héritière idéologique du communisme réellement existant. Un dirigeant de la révolution allemande, Otto Rühle avait en son temps théorisé l'existence d'un fascisme noir et d'un fascisme rouge. Cela reste d'actualité. Ce qui ne veut pas dire que des régimes d'exceptions ne peuvent pas s'installer et tenter de perdurer aujourd'hui. Leur grande différence avec ce que je nommerais le « fascisme historique » est que tous ces régimes sont fondés sur la haine des autres et le repli nationaliste. Ils sont un véritable danger pour les libertés formelles. Ils sont d'autre part complètement à contre-courant d'un capitalisme mondialisé conquérant, pour qui les frontières sont, soit un inconvénient soit une façon de maximiser les gains.

" Je ne plierai pas, je ne m'en irai pas en silence. Je ne me soumettrai pas. Je ne me retournerai pas. Je ne me conformerai pas. Je ne me coucherai pas. Je ne me tairai pas. Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; ce n'est pas subir la loi du mensonge triomphant. "

*Jean Jaurès*

## Être antifasciste aujourd'hui.

Je ne peux m'empêcher de penser à ce que fut l'antifascisme historiquement comme à ce qu'il est à mon avis encore. Ce fut avant la guerre l'écran derrière lequel le stalinisme fit sa sale besogne avec le soutien, conscient ou pas, de nombre d'intellectuels dits de gauche. C'est toute l'histoire des compagnons de route. Être antifasciste aujourd'hui, en 2019 revient à s'attribuer un brevet de bonne conduite. Cela rassemble des gens avec qui nous n'avons, à mon avis, rien à faire. La majorité des gens qui se targuent d'être antifascistes sont pour les élections, pour une démocratie représentative, pour un État fort, pour une armée respectée et efficace etc. etc.

Autant le dire tout cru, je ne suis pas antifasciste, je prétends être anarchiste. Le slogan « No pasarán » m'a toujours révolté. Les fascistes en Espagne sont passés. Mais ils ne repasseront plus parce que les conditions économiques ont changé.

Le fascisme historique, c'est un peuple, un empire, un chef, autrement dit dans un langage bien connu : Ein Volk, ein Reich, ein Führer. Cette histoire ne fut possible que parce que les dirigeants capitalistes de l'époque financèrent, mus par la peur du bolchevisme, l'ascension de ces chefs.

Aujourd'hui nous sommes face à deux dangers qui s'entre-pénètrent,

le Big Data et l'effondrement environnemental. Pour beaucoup de décideurs, l'accumulation de données de toutes formes, de la plus simple à la plus complexe, une fois rassemblées et triturées forme l'outil le plus performant pour prendre des décisions. Le chef de cet empire dont nous sommes le peuple est l'algorithme. Il a un gros avantage sur les chefs précédents. Il est tout à la fois partout et nulle part, il est présenté par ses serviteurs comme objectif, sans idées préconçues. Il ne serait ni de droite ni de gauche. Il est la vérité ! Par ailleurs, l'effondrement annoncé peut être l'occasion pour le capitalisme de repartir sur de nouvelles bases. Il n'y a plus de guerre mondiale possible. L'équilibre de la terreur atomique est passé par là. Un bon effondrement, qui semble par ailleurs incontournable, vaut toutes les guerres du monde. C'est d'une certaine façon la remise à zéro des compteurs.

Il y aura plusieurs façons de faire face à ces deux menaces. Pour certains, ce sera le repli identitaire et nationaliste, conjugaison d'une classe petit bourgeoise effrayée et de couches de prolétaires arc-boutés sur leur subsistance immédiate. Ce qui donnera naissance à ces régimes d'exceptions, autoritaires que l'on nomme à tort fascistes. Fondés sur le rejet des autres, ce racisme de

basse intensité ouvre la porte non seulement à des possibilités d'exclusion internes, les Tziganes en Hongrie mais aussi à un retour du « syndrome d'Auschwitz ». Une variante de la peste brune.

Il y aura le repli, l'enfermement dans ces grands immeubles où la technologie règne en maîtresse. Ils sont déjà en construction sous nos yeux. Ultra performants, ils vont produire leur propre énergie. Chaque habitant gère déjà son bien être avec une tablette dédiée. Leur idéologie a pris nom, il s'agit du transhumanisme, ou d'une de ses variantes appliquées au matériel. Cette peste a une couleur, elle est bleue.

Il nous reste l'espoir, la possibilité, de construire autre chose. Ce qui sera le plus difficile de tous. Nous autres, libertaires de tout poil, en connaissons le principe de base. Un vieux prince nous en a rappelé il y a plus d'un siècle les bases. Il s'agit de l'entraide. Pablo Servigne, libertaire lui-même, en a actualisé le fonctionnement dans son livre *L'entraide, l'autre loi de la jungle* parue aux Liens qui libèrent en 2017.

Tout cela ne se fera pas sans violence, meurtrière. La question de l'utilisation des outils de destruction reste posée.

Pierre Sommermeyer  
Individuel

**RÉSISTER**  
EST UN VERBE  
QUI SE CONJUGUE AU  
**PRÉSENT**  
Lucie AUBRAC

# SOMBRES CORPORATIONS ; JUSQU'AU BRUN ?

On a pu assister cet été à un troublant pas de Tango entre le MEDEF et Marion Maréchal, le premier invitant la seconde à son université d'été, pour finalement se désister. Une pièce à deux acteurs : à notre droite, le MEDEF, représentant officiel des actionnaires et dirigeants des entreprises du CAC 40, et à notre extrême droite, la nièce de Marine Le Pen et petite-fille de Jean-Marie Le Pen, héritière du nauséabond mais fructueux fond de commerce familial, le Rassemblement National. Le scénario de la pièce ? une table ronde pauvrement intitulée «La grande peur des mal pensants, pourquoi les populistes sont populaires»...

Une interprétation sans fard de cette actualité pourrait se donner comme suit : *le grand patronat se rapproche ouvertement de l'extrême droite, ses représentants assument la relation et la projette sur le devant de la scène.*

Bien entendu les éditorialistes ont glosé et les soutiens du pouvoir se sont émus, menaçant la réunion d'un boycott. « Indignés » d'une telle audace patronale, les députés LREM ont invoqué le franchissement d'une introuvable ligne rouge. Petit rebondissement pour le final de la pièce, le président de l'organisation patronale, fait marche arrière et annule l'invitation. On pourrait se gausser de cet aller-retour estival et n'y voir qu'une de ces vaines agitations d'une scène politique plus proche du théâtre que de la conviction. On pourrait également y voir une « petite manœuvre » du grand patronat pour rappeler à son débiteur Emmanuel Macron que si le gouvernement n'est pas assez docile, d'autres options sont sur la table, et que la mise en scène macroniste d'une opposition Macron/Le Pen pourrait bien se retourner contre lui.

Mais une autre interprétation s'impose également, la réminiscence d'un autre rendez-vous – secret celui-ci – et dont les conséquences furent immenses. Dans son livre

L'Ordre du jour, paru en 2017, Éric Vuillard en a popularisé la trame. C'est en Allemagne, le 20 février 1933, que Hermann Göring, haut dignitaire nazi et président du parlement allemand, convie dans ses très discrets salons les vingt-quatre poids lourds de l'industrie allemande. Göring est très direct, son message est simple : le patronat allemand doit financer l'accession des nazis au pouvoir, et c'est maintenant. Le Führer a besoin d'argent pour accéder au pouvoir, car après un formidable envol, la dynamique nazie connaît un creux et les caisses du parti son vides. Il faut relancer la machine, financer le rebond du parti qui doit d'une part continuer de recruter, armer et encadrer les milices et de l'autre convaincre les électeurs que le führer détient – est – la solution à tous leurs maux. Il faut beaucoup d'argent ! Lorsque la réunion est terminée, l'accord est conclu, l'argent sera versé.

C'est un moment de bascule... car s'il n'aura fallu que quelques années aux nazis – cinq ! – pour passer du stade de la minorité ultra-violente à celui d'un parti de gouvernement aux commandes d'une des puissances européennes, la mayonnaise trop vite montée pourrait très facilement tourner. En surfant sur le krach de Wall Street et l'ex-

plosion du chômage qui en a découlé, le mouvement nazi est passé de moins de 3% des voix aux élections législatives de 1928 à plus de 18% en 1930, pour dépasser les 37% à l'été 1932. De nouvelles élections sont à venir, qu'Hitler tient absolument à gagner sans équivoque, mais la situation économique connaît une embellie qui pourrait priver les nazis d'une partie de leur support populaire, et les caisses du parti son vides. Il faut de l'argent, beaucoup, vite et discrètement. C'est alors qu'est scellé le pacte entre la grande industrie allemande et le nazisme, on y retrouve des entreprises toujours florissantes, comme Agfa, Allianz, BASF, Bayer, Krupp, Opel, Siemens, Telefunken...

L'argent obtenu, mis au service du charisme d'un tribun hors normes hypnotisant la population en désarroi d'un pays à la dérive conduisent le parti nazi à remporter les élections du 5 mars 1933 avec 44 % des suffrages. Le 20 mars, Hitler proclame l'avènement du Troisième Reich, le Reich de « mille ans ». Le 23 mars, le Reichstag vote et ses députés élus accordent à Hitler les pouvoirs spéciaux pour quatre ans. On connaît la suite... 50 millions de morts, l'holocauste, Hiroshima et Nagasaki...

**« L'Etat est nécessaire pour protéger les marchés, punir les tricheurs, éviter les ingérences extérieures, protéger les secteurs stratégiques, garantir des investissements de long terme qui n'attirent pas les capitaux privés, créer des infrastructures, soutenir les plus fragiles mais aussi et surtout pour assurer les fonctions régaliennes en particulier la sécurité, la défense et la justice qui ne peuvent fonctionner équitablement dans le cadre d'un marché concurrentiel. » (1)**

Pour conclure, il ne s'agit pas ici de dire la répétition ; l'histoire ne se répète pas, on le sait. Mais on sait également que les mêmes forces à l'œuvre tendent à produire les mêmes effets. Les grandes corporations sont aux manettes en France comme ailleurs, et tirent les ficelles des marionnettes aux commandes des états. Celle que l'on nous a mis sur le devant de la scène n'est que temporaire et de nouveaux possibles se préparent, et alors que Marine, la fille

du châtelain borgne n'a pas convaincu, c'est sur Marion, la jeune et fringante nièce, que misent les marionnettistes. Et il suffit de la lire pour comprendre pourquoi. D'une phrase, elle remplace l'état social de compromis issu de la Libération, par un état protecteur des marchés, investisseur à perte et « aussi et surtout » régalien, celui dont rêve le MEDEF. La messe est dite et déjà les officiants endossent leurs nouveaux habits.

En invitant très officiellement l'égérie d'extrême droite, le MEDEF à poser ses marques. Il nous rappelle que s'il a promu et financé un président autoritaire, Emmanuel Macron, il se prépare à faire de même pour une présidente d'extrême droite. Le message est des plus clairs : le président doit être toujours plus libéral et toujours plus autoritaire. En cas de manquement, le plan 'B' est prêt.

*Nuage Fou*

(1) La tribune de Marion Maréchal : **« Ce que j'aurais dit au Medef si on m'avait laissé y aller »** publiée sur le site [www.atlantico.fr/](http://www.atlantico.fr/)





# LA PESTE BRUNE OU LE CHOLÉRA MULTICOLORE.

Il était une fois, dans un beau pays que l'on disait être celui des vins et du fromage, un choix politique que l'on vendait à la population comme pléthorique mais qui, en réalité, s'avérait plutôt anémique, et ce, pour le plus grand plaisir des dominants d'alors et de la sphère politico-financière et médiatique à leur solde. Le Français ou la Française, puisque c'est de la France dont il s'agit, se retrouvait donc à devoir choisir entre la peste brune et le choléra multicolore. C'est du moins comme ça que les oligarques du pays voulaient que les choses soient. Mais, c'était sans compter sur une poignée de réfractaires qui allaient faire s'ébranler le colosse étatique que l'on croyait pourtant indéboulonnable...

## La peste

La peste brune, c'était le terme qui désignait toute la mouvance de l'extrême droite française ou assimilée. La peste, cette maladie épidémique, contagieuse et mortelle, qui fit tant de ravages dans un temps lointain, semblait toute désignée pour qualifier cette mouvance nauséabonde, pernicieuse et funeste des droites françaises plus ou moins extrêmes, radicales ou ultras. On lui rajouta naturellement la couleur brune car, elle était celle des chemises des SA, les Sections d'assaut du parti nazi allemand d'Adolphe Hitler de sinistre mémoire, lesquels SA représentaient bien l'autoritarisme brutal, la haine viscérale et la bêtise humaine souvent si caractéristiques des gens d'extrême droite. Précisons que la plupart de ces gens ne se disaient pas d'extrême droite ; ce n'était pas très vendeur.

La peste brune rassemblait donc tout un tas de mouvements, petits, moyens ou même grand (par la taille et non par le talent) pour celui qui fut sa vitrine en tout cas (nous allons y revenir). Certes, tous n'étaient pas en complet accord les uns avec les autres, mais tous étaient animés par des valeurs nationalistes, conservatrices, traditionalistes, réactionnaires et, à différents degrés, fascistes ou néofascistes. Parmi cette belle brochette de gais lurons et autres joyeux drilles, nous retrouvons notamment : les réactionnaires de Sens Commun, de la Manif Pour Tous, de L'Avant-Garde et de SOS Chrétiens d'Orient ; les catholiques traditionalistes de Civitas, de la Fraternité Saint-Pie X, de l'AGRIF (Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française) et de la Marche pour la Vie ; les royalistes de l'Action française ; les activistes du GUD

(Groupe union défense), du Bastion social et de Génération identitaire ; et enfin, les électoralistes, organisés en partis politiques comme, le RPF (Rassemblement pour la France), le MPF (Mouvement pour la France), le PCD (Parti chrétien-démocrate), le Parti de la France, la Ligue du Sud, Debout la France, le MNR (Mouvement national républicain), Les Patriotes, l'UPR (Union populaire républicaine) et, celui qui est devenu le plus important et qui sert de vitrine électorale à toute cette nébuleuse d'extrême droite, le Front national, qui a muté ensuite en, Rassemblement national.

Autour de ces organisations, de nombreuses « personnalités » peu ragoûtantes, dont nous taïrons ici les noms, des électrons libres ou qui aspiraient

à le rester, avec ou sans leur propre structure, gravitaient autour de cette nébuleuse, ou encore, venaient s'y greffer ici ou là. Puis, pour peser dans le débat public, la mouvance d'extrême droite pouvait s'appuyer sur des think tanks comme, le GRECE (Groupement de recherche et d'étude pour le civilisation européenne), le Club de l'Horloge, devenu, le Carrefour de l'Horloge, Polémia, la Nouvelle Droite, ou La Nouvelle Librairie. Et enfin, pour diffuser sa propagande infecte, tout ce joli monde brunâtre disposait de multiples supports médiatiques : des journaux, comme, National-Hebdo, Minute, Valeurs actuelles, Présent, Rivarol et Éléments ; des radios, comme Radio Courtoisie ; des web TV, comme TV Libertés ;



des sites Internet et/ou associations politiques, comme, Boulevard Voltaire, Fdesouche, Riposte laïque, le SIEL (Souveraineté, Identité Et Libertés), le CNRE (Conseil national de la Résistance européenne), ou encore, Égalité et Réconciliation.

Le Front national était devenu très fort électoralement, gagnant sans cesse de nouveaux électeurs au fur et à mesure que se dégradait les conditions de vie des Françaises et des Français, ainsi que l'offre politique qu'on leur proposait. Le Rassemblement national sera lui, encore plus fort. Habilement « dédramatisé », du moins c'est ce que l'on faisait croire,

passé à la machine et ressorti plus blanc que blanc, il connut de nombreuses victoires électorales. La stratégie du « ni droite, ni gauche » et celle de la soi-disant purge interne avaient payé. Nombreuses et nombreux furent les électrices et les électeurs qui tombèrent dans le piège et qui n'hésitèrent plus à proclamer leur vote, arguant que le Rassemblement national n'était pas un parti d'extrême droite, et même, qu'il n'avait plus grand-chose à voir avec le Front national. Mais, ce que ces électrices et électeurs ne voyaient pas, c'était que sous la couche bleue marine, semblant elle, bien propre, on pou-

vait, en grattant un peu, faire ressortir l'éternel bleu-blanc-rouge patriotique et nationaliste puis, le brun qui lui colle à la peau et va si bien avec. Même si certains.es des cadres du Rassemblement national s'étaient un peu assagis et avaient remisé la partie un peu trop voyante de leur extrémisme de droite au placard, ce n'était seulement, n'en doutons point, que par pure ambition électorale, car derrière, nous retrouvons toujours la même nébuleuse fétide de cette extrême droite française décrite juste avant : sous couvert de bleu marine, c'était toujours la même peste brune.

## Ou le choléra.

Le choléra multicolore maintenant. Le choléra, parce que cette maladie, particulièrement désagréable et ravageuse, était le pendant de la peste (d'où l'expression, la peste ou le choléra, c'est à dire un dilemme où l'on n'a le choix qu'entre deux mauvaises choses) et, multicolore, parce qu'il y avait là tout le reste de l'échiquier politique, ou presque (on va y revenir).

Il y avait les bleu-foncé, les bleu-clair, les orange-pâle, les orange-éclatant, les rose bonbon, les rose-rose (ben comme des roses en fait !), les vert pisseux, les vert sapin, et même une partie des rouges, là, plutôt les clairs que les foncés. Puis il y avait aussi les gris, les violets et les jaunes, bien que ce n'était pas très clair avec eux, ainsi que les bicolors, tricolors, quadricolors... avec qui ce l'était encore moins... et sans compter les plus ou moins clairs ou plus ou moins foncés avec qui ce l'était encore, encore moins... clair ! Vous suivez ? Mais, dans la mouvance du choléra multicolore, il n'y avait pas les blancs qui eux, étaient avec les bleu marine, et ni les noirs qui eux, se préservaient bien de tout ce gloubi-boulga, œuvraient de leur côté et refusaient tout électoralisme (Oui, on va y revenir je vous dis !).

En fait, le capitalisme et son monde globalisé et néo-libéral, dans sa bataille contre le socialisme et le communisme, avait gagné, tant et si bien

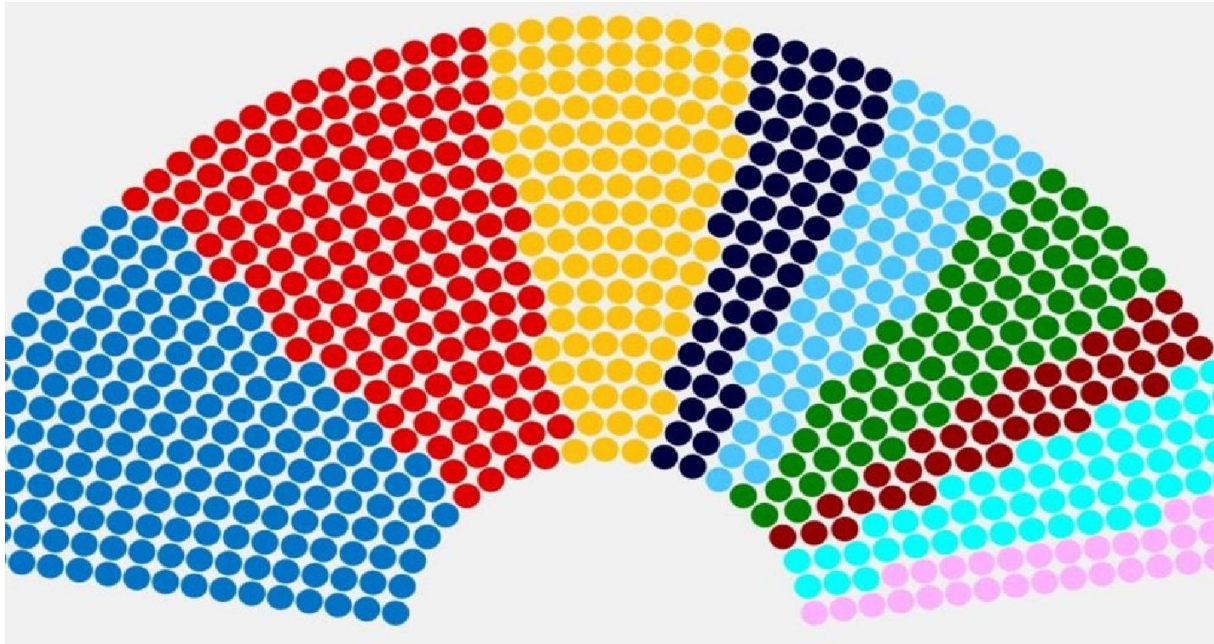
que, sur l'échiquier politique, on ne distinguait plus très bien qui était qui... malgré le large choix de couleur pourtant ! Citons-là simplement, les derniers principaux partis politiques en date et dont les représentants se succédaient aux responsabilités, hormis le Rassemblement national déjà cité bien entendu : LR (Les Républicains), l'UDI (Union des démocrates et indépendants), le MoDem (MOuvement DEMocrate), LREM (La République en marche), le PS (Parti socialiste), EELV (Europe Ecologie Les Verts), LFI (La France insoumise), et le PCF (Parti communiste français). Passons sur les indénombrables think tanks sur lesquels toute cette clique polychromée et bigarrée pouvait s'appuyer, de même que sur les non moins indénombrables lobbys qui les influençaient. Et comment toute cette troupe d'opportunistes chamarrés faisaient-elle pour diffuser son baratin qu'elle appelait des idées ? C'était bien simple : étant tous conformistes et en accord avec la pensée dominante, c'était donc tout naturellement que la quasi-totalité des grands médias faisait leur promotion, ayant intérêt eux aussi à perpétuer ce système dont ils savaient plus que bien tirer profit.

En ce temps-là, la politique était un métier et être élu pouvait rapporter gros. Et pas seulement à l'élu.e mais également à tout son entourage. Tous les plus gros capitalistes s'en-

tradaient et, pour accroître leurs richesses et préserver leurs privilèges, avaient même besoin les uns des autres. Une fois au pouvoir, les élu.es du choléra multicolore appliquaient tous plus ou moins la même politique néo-libérale et conventionnelle, et celles et ceux de la peste brune faisaient la même chose. Bon OK, certains.es étaient plus sympas que d'autres, ou disons moins pires que les autres mais, dans l'ensemble, grosso modo, ils/elles, les professionnel.les de la politique, se valaient tous/toutes. Les gouvernements successifs et les élu.es contribuaient à maintenir la servitude de l'immense majorité de la population tout en muselant les contestations, au profit des nantis du système, de cette oligarchie dont ils/elles faisaient partie, de ces riches qui devenaient de plus en plus riches.

Parallèlement, la situation des habitants de ce beau pays que l'on disait être celui des droits de l'homme, ne s'améliorait guère et empirait même, pour l'écrasante majorité d'entre eux tout du moins. Eux, cette écrasante majorité, c'étaient les esclaves, ces pauvres qui devenaient de plus en plus pauvres.

C'était encore le temps maudit de l'exploitation de l'homme par l'homme, même si cette ère, heureusement révolue depuis, arrivait à son crépuscule.



## Ou encore ?

Et puis un jour, le peuple de France en eut assez et, tout changea... pour aboutir au monde que nous connaissons aujourd'hui. Enfin, ça ne s'est pas fait comme ça en un jour tout de même !

Ça a commencé surtout avec les ZAD, les Zones à Défendre, puis avec des manifestations et des contestations toujours plus nombreuses et qui ramenaient toujours plus de monde. Et certaines de ces manifestations et contestations ont donné naissance à des mouvements, là aussi, de plus en plus importants et qui duraient de plus en plus longtemps. Il y eut notamment le mouvement des Bonnets rouges, Nuit debout et le célèbre mouvement des Gilets jaunes. Et fur et à mesure, tous ces mouvements s'affranchissaient des carcans de la pensée dominante de l'époque et devenaient de plus en plus... libertaires : on refusait les chefs, on rejetait la classe politique et on appliquait les principes de la démocratie, participative dans un premier temps, puis directe ensuite. Les noirs dont on a parlé tout à l'heure, les anarchistes et ceux qui leur sont proches, plus ou moins teintés de rouge parfois, eux, tant raillés et décriés avant, ont commencé à émerger au grand jour, à être de plus en plus visibles et surtout, à être enfin pris au sérieux. Sur l'impulsion de quelques-un.es, de plus en plus de

gens ont alors ouvert les yeux sur les inégalités toujours grandissantes dans ce pays pourtant riche, et se sont rendus simplement compte qu'une petite poignée d'hommes s'accaparaient l'essentiel des richesses et en exploitait le plus grand nombre. Et la répression brutale de l'État qu'ils/elles subirent les confortait encore dans cette idée. Leur ennemi n'était plus le chômeur/profiteur, l'étranger/profiteur, l'islamiste/terroriste... comme on le leur faisait croire, mais le possédant, le dominant, l'exploiteur, ceux qui ont créé tout ça, les frontières, les nations, les religions... pour mieux les diviser, et donc, les exploiter.

C'est ainsi, qu'en France d'abord, en Europe ensuite, puis dans le reste du monde pour finir, on refusa l'électoralisme, on se rebella, on se révolta, on renversa les gouvernements, puis tous les pouvoirs qui nous asservissaient. On éradiqua tous les États et toutes les nations, qui nous divisaient. On ouvrit puis effaça, toutes les frontières qui nous séparaient. Et à la place, après plusieurs années de luttes contre celles et ceux qui croyaient encore à l'ancien monde, on instaura enfin ce municipalisme libertaire, l'autogestion et la libre fédération des communes tels que nous les connaissons aujourd'hui. Bien sûr, tout n'est pas par-

fait dans notre nouvelle société, loin de là, et notre liberté, nous devons encore la gagner parfois, mais que notre monde actuel est beau, juste et égalitaire par rapport à celui d'avant. Gandhi avait raison : « La vraie démocratie ne viendra pas par la prise du pouvoir par quelques-uns mais du pouvoir que tous auront de s'opposer au pouvoir de quelques-uns. »

Et voilà pour cette histoire de la peste brune et du choléra multicolore. Quand j'y repense, comme c'était horrible et heureusement que tout cela n'existe plus ! Je n'aurais pas supporté je crois ! Je me demande toujours comment des gens sensés ont-ils pu croire sérieusement qu'ils n'avaient le choix qu'entre ces deux fléaux, la peste brune ou le choléra multicolore, les fachos ou les capitalistes, et ne comprenaient pas qu'un autre monde, ouvertement plus logique, était possible ? Ils/elles étaient la majorité pourtant ! Et Gandhi, là aussi, avait raison : « La loi de la majorité n'a rien à dire là où la conscience doit se prononcer. »

Frédéric Pussé,  
Groupe de Metz de la Fédération  
anarchiste  
Septembre 2019

# LA PESTE BRUNE CONTRE LES FEMMES.

**"On ne débat pas du fascisme, on le détruit."**

Buenaventura Durruti

Voilà plus de quarante ans que les féministes dévoilent que les extrêmes droites ne sont pas que racistes, xénophobes, antisémites mais aussi profondément sexistes, s'appuyant sur la notion de nature pour légitimer le droit à la différence (1). Ces dernières années, que ce soit en Europe ou sur d'autres continents, le développement des extrêmes droites visent entre autres, comme tout système patriarcal, à ramener les femmes à leurs fondamentaux, ce pourquoi elles existeraient : les 3 K, *Kinder, Küche, Kirche*, tels que le voulait la représentation des valeurs dévolues aux femmes en Allemagne au cours du Troisième Reich. Famille traditionnelle oblige dans le discours de cette peste brune : femme au foyer, bonne épouse, mère de famille, qui « *veille à la bonne marche de sa maison, elle ne mange pas le pain de la paresse. Ses fils se lèvent et la disent heureuse, son mari aussi, et il chante ses louanges* », (selon les proverbes de la Bible).

Les populistes des droites extrêmes sont des réactions notamment au féminisme, et avant tout dénoncent les élites culturelles progressistes, au nom de la préservation sacrosainte de la famille hétérosexuelle. Ils relèvent d'un électorat plutôt jeune doté d'un degré d'études moins important que d'autres électeurs, essentiellement masculin, parfois à tendance viriliste, tel le mouvement de jeunes extrémistes flamands, *Schild & Vrienden*, fondé par Dries Van Langenhove, aujourd'hui député fédéral (2).

Rappelons qu'en Belgique, lors des élections du 26 mai 2019, le *Vlaams Belang* est devenu le deuxième parti flamand (18% des suffrages) avec

18 sièges à la Chambre soit 13 sièges de plus que précédemment. Son programme : valeurs traditionnelles, nationalistes, anti-immigration et sécuritaires. Quant aux femmes, elles ne sont que très peu présentes dans leur programme. Le mot *Vrouw(en)/Femme(s)* apparaît que cinq fois dans le texte du parti :

1/ inquiétude quant au faible taux de natalité des Flamandes,

2/ port du voile considéré contraire aux valeurs occidentales telles que les libertés individuelles et l'égalité des hommes et des femmes (ah bon, égalité ?),

3/ revalorisation des allocations familiales,

4/ lutte contre la délinquance sexuelle, le viol et la pédophilie mais surtout pour assurer la sécurité intérieure des Flamands contre l'immigration responsable de tous ces crimes et

5/ baisse des subventions publiques pour les études de genre. Ainsi apparaissent deux lignes de force, la défense du peuple flamand et la figure de l'immigré comme profiteur et source de troubles internes. Ils en arrivent même à défendre les homosexuels pour mieux critiquer les musulmans. Ils prônent aussi les alarmes bruyantes pour protéger en particulier les femmes, les instrumentalisant au profit d'une politique sécuritaire.

Sans faire le tour de tous les pays, relevons quelques-uns d'entre eux en Europe. Le Premier ministre Viktor Orbán en Hongrie travaille à chasser les femmes de la sphère publique pour les cantonner à leur super-rôle de mère et d'épouse. Le 25 avril 2011, la nouvelle Constitution, « Loi fondamentale de la Hongrie », crée la controverse dans les pays occi-

dentaux, notamment en raison de références aux racines chrétiennes et à l'histoire millénaire du pays, de l'affirmation du seul mariage entre un homme et une femme et de la protection de la vie dès son commencement. L'article qui prévoyait « un salaire égal pour un travail égal » est supprimé et le droit de grève restreint. La nouvelle Constitution entre en vigueur le 1er janvier 2012. Depuis, sa politique intransigeante face à la « crise migratoire » fait tache d'huile en Autriche et dans les pays d'Europe centrale. Elle lui offre un rapprochement d'un certain nombre de mouvements d'extrême droite européenne, mais son parti, le *Fidesz-Union* civique hongroise, reste membre du Parti populaire européen (PPE). En Espagne, le droit à l'avortement est toujours très limité, en particulier pour les mineures. En Pologne, bigoterie et conservatisme attaquent les droits sexuels et reproductifs des femmes. Les partis au pouvoir, main dans la main avec l'Église, ont encore plus restreint le droit à l'avortement qu'il ne l'était : il est devenu impossible depuis 2018, les nouvelles législations prévoyant son interdiction totale, selon Natasza Quelvennec, co-fondatrice de *Democracy is Ok*, Collectif de polonais vivant en France, interviewée le 3 juillet 2019 dans l'émission de Femmes libres sur Radio libertaire. Et Orbán suit le même chemin pour la Hongrie. En Italie, dès sa nomination, le 1er juin 2018, comme ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, de la Ligue du Nord, énonce clairement sa position contre l'immigration et sa volonté de mettre en place une politique sexiste en s'attaquant en priorité aux droits des femmes. Aujourd'hui en s'alliant avec *Forza Italia* et *Frères d'Italie*, il s'affiche avec des forma-

tions politiques d'extrême droite bien en phase avec la *Ligue du Nord*, souverainiste, populiste et identitaire.

En France, les nostalgiques de la famille traditionnelle ne désarment pas. Marion Maréchal-Le Pen a proposé de remettre en question le remboursement intégral de l'interruption volontaire de grossesse – même tancée par sa tante, Marine Le Pen ! – et les débats sur la procréation médicalement assistée pour toutes les femmes lèvent les opposants. A l'initiative de Tugdual Derville, délégué général d'Alliance Vita solidaires des plus fragiles, une conférence de presse s'est tenue rassemblant 17 (3) associations (même si certaines n'avaient pu se déplacer) sur la question d'une mobilisation contre les injustices de la dérégulation éthique. Ce regroupement annonce une man-

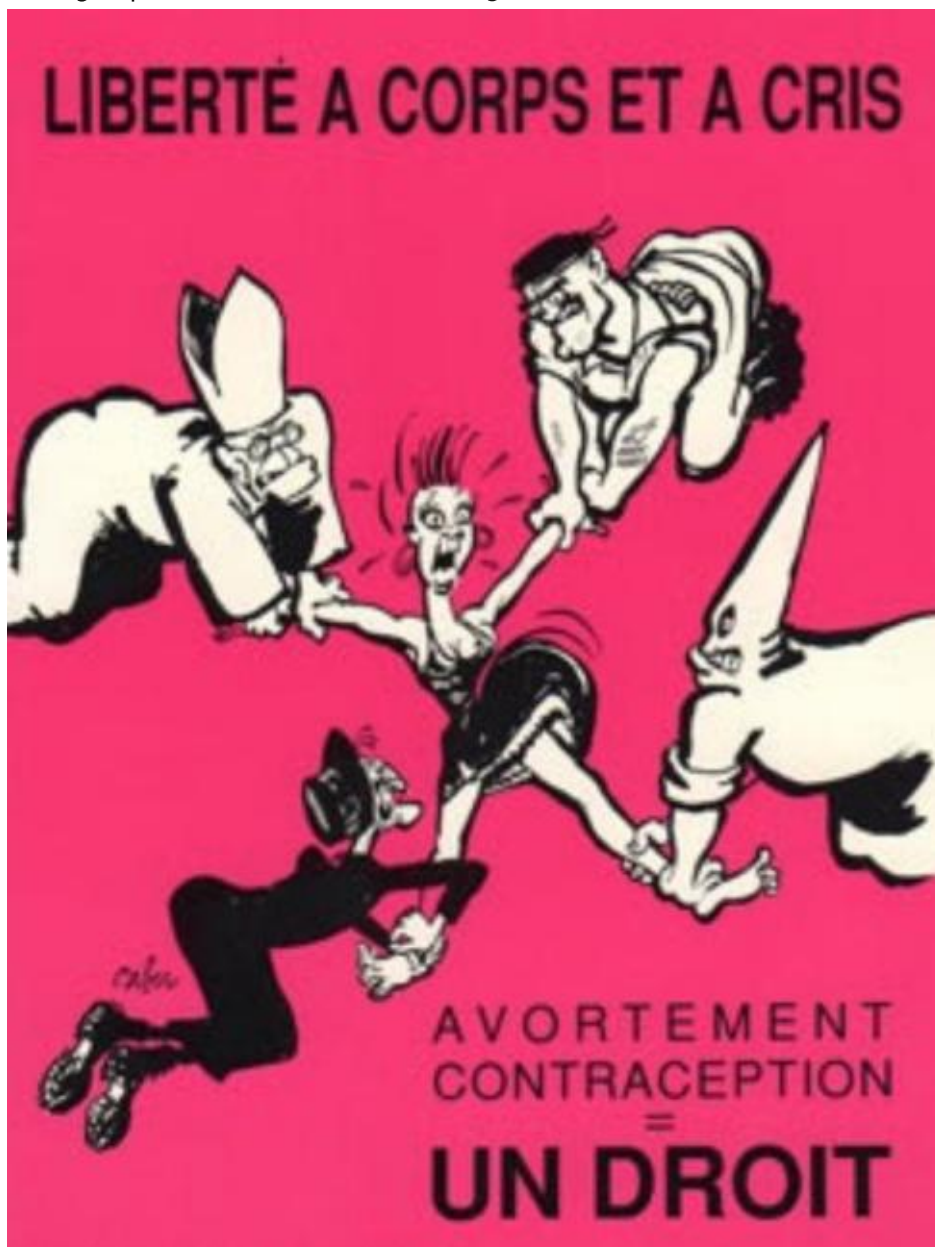
ifestation le 6 octobre prochain sous le label « Marchons enfants ! » - de la patrie sans doute ? – et ils entendent faire sonner leur heure de gloire ! En l'état, il juge que la réforme piétine les droits de l'enfant, que la PMA escamote le père, qu'elle brouille la filiation et crée des actes de naissance mensongers mentionnant deux mères, qu'elle instrumentalise encore plus l'embryon humain, qu'elle met en péril le respect de l'intégrité de l'espèce humaine, avec la levée des interdictions fondamentales de créer des embryons transgéniques et des embryons chimères (humain – animal).

En même temps, la pornographie et la prostitution prolifèrent et remplissent les poches si ce n'est de certains États, au moins des mafias qui gèrent la traite des êtres humains,

avec la complicité des réseaux de peste brune. Puisque la femme est considérée comme un objet (mère ou pute), autant l'offrir en pâture en lui imposant actes dégradants et humiliants. « *La pornographie banalise la violence faite aux femmes et fournit des scénarios, des schémas comportementaux aux agresseurs sexuels.* » (4) En Europe, mais pas seulement, l'engouement pour le patriarcat traditionnel, inspiré des religions monothéistes, se conjugue avec une idéologie toxique de violence dans l'appropriation des corps des femmes à des fins mercantiles. Pour les partis de la peste brune, « *le contrôle social des femmes, et de leur corps, est un enjeu crucial pour ces partis, qui voient dans les femmes les piliers de leur ordre social conservateur ; en coulisses, l'Église est à la manœuvre, elle fournit la doctrine et les moyens intellectuels de la manipulation de masse.* » (4)

Les femmes sauront-elles s'affranchir de ce sexisme vengeur, tout comme de la haine des femmes émanant tant du patriarcat que du capitalisme, tant des Églises que de la peste brune ?

Hélène Hernandez  
Groupe Pierre Besnard



- 1) Claudie Lesselier & Fiammetta Venner (1997) *L'extrême droite et les femmes*, Editions Golias.
- 2) D'après le journal belge féministe *Axelle*, n°221, septembre 2019, «Extrême droite: une ombre brune sur les droits des femmes».
- 3) Notamment Alliance Vita, Les Associations familiales catholiques, l'Agence européenne des adoptés, le Comité protestant évangélique pour la dignité humaine, Les Eveilleurs d'espérance, Les Familles plurielles, Famille et République, les Gavroches, La Manif pour tous, Trace ta route.
- 4) Christine Dalloway (2019) *Le corps des femmes, champ de bataille du patriarcat*, <https://revolutionfeministe.wordpress.com/2019/04/28/le-corps-des-femmes-champ-de-bataille-du-patriarcat/>

# POUR LA DEFENSE D'EXARCHEIA.

## entretien avec Yannis Youlountas

Depuis maintenant plusieurs semaines, l'État grec lance une gigantesque offensive visant à mettre au pas le célèbre quartier rebelle d'Athènes, Exarcheia. Haut lieu de l'anarchisme en Europe et dans le monde, ces espaces et les militant.e.s qui les occupent sont une cible privilégiée par l'État et la police. Les neutraliser apparaît être une priorité, en particulier pour le nouveau Premier ministre grec.

Deux membres de la Fédération anarchiste et de la CNT sont allés interviewer Yannis Youlountas, l'un des porte-voix d'Exarcheia en Europe et particulièrement en France. Voici, ci-dessous, la transcription de ces échanges. La Fédération anarchiste soutient très vivement les compagnon.ne.s, qu'il.les soient de Grèce ou d'ailleurs, dans leurs combats pour l'émancipation et une société libre. Vive Exarcheia la Noire ! Vive l'Anarchie !

### Pourquoi Mitsotakis a-t-il attaqué Exarcheia dès son arrivée au pouvoir en Grèce ?

L'arrivée au pouvoir de Mitsotakis a changé beaucoup de chose en Grèce et en particulier à Exarcheia car la promesse principale de ce candidat de droite était d'évacuer ce quartier de ses squats en un mois. Le premier acte de l'exercice de son pouvoir a donc été de frapper Exarcheia aussi vite qu'il le pouvait. Il a été élu le 8 juillet et selon sa promesse, il aurait dû en avoir fini le 8 août. Or nous sommes début septembre et il n'a pas réussi. Il a juste frappé un dixième des squats. Il provoque une occupation policière, qui était d'ailleurs plus importante il y a quelques jours, et qui est en train de reculer. Mitsotakis a commis quelques erreurs dont celle de la communication car cette bataille se joue aussi sur ce plan.

### Comment s'organise l'autodéfense populaire face à la brutalité policière à laquelle nous avons assisté lors des affrontements du 26 août ?

Dès que nous avons compris que Mitsotakis arrivait au pouvoir, nous avons très rapidement décidé de nous organiser en réseau pour lutter contre cette menace. Ce réseau, que nous avons appelé No Pasaran, rassemble une grande partie des 23 squats d'Exarcheia. 11 squats politiques dont le K-Vox où nous sommes, et 12 squats de réfugiés migrants inclusifs, dont le plus connu est le Notaria 26. Ce réseau est constitué des squats les plus rigoureux qui pren-

nent le temps de réfléchir et de penser aux conséquences de leurs actes car nous sommes aussi sur une bataille de la communication. D'ailleurs partout en Grèce et dans le monde, l'opinion publique nous est favorable du fait des violences de l'État exécutées par sa police.



### Malgré tout, 4 squats ont été évacués et murés. Peux-tu revenir plus concrètement sur cette brutale opération quasi militaire ?

Cette opération policière s'apparente en effet plus à une opération militaire avec des policiers équipés pour partir à la guerre et le renfort de la police anti-terroriste et de voltigeurs. L'attitude violente en paroles et en actes de cette milice du pouvoir cagoulée a inspiré la terreur aux réfugiés migrants idem etc. des squats Spirou Trikoupi 17 et Transito 15. Le Gare, squat politique a également été fermé ainsi qu'un quatrième qui n'était plus occupé. 3 personnes ont été arrêtées au Gare. Il y avait 143 personnes dans les squats des réfugiés migrants dont 10 sans-papiers et 35 enfants mineurs. Je peux d'ailleurs vous dire qu'une grande partie des occupant.e.s ont réussi à s'échapper et ont ainsi pu éviter les camps de rétention. Ils sont en lieu sûr où l'on prend soin d'eux.

### Avez-vous eu à déplorer des blessés ?

Oui, dont certains enfants. Au Spirou par exemple, une petite fille a été bousculée par un policier et a perdu une dent. Mais il faut noter aussi l'attitude intolérable de ces policiers avec leurs intimidations et insultes. Ils n'ont pas laissé la demi-heure promise aux occupants pour préparer leurs affaires et ont cassé tout leur matériel. Voici l'absurdité de ce monde qui accueille des gens vulnérables qui ont souffert et dont on détruit même le peu qu'on a réussi à construire avec eux pour qu'ils puissent vivre libres dans la démocratie directe et la convivialité. Le pouvoir n'a pourtant rien d'autre à leur proposer que des camps de détention aux conditions de vie atroces. On a même pu déplorer des morts à cause de la distribution d'aliments avariés par des ONG qui collaborent avec l'État. Nous ne rejetons pas toutes les ONG puisque nous avons reçu ici au K-Vox et au Notaria 26 : Pia Klemp (1). On ne met pas tout le monde dans le même sac. Mais il y a des ONG qui collaborent alors qu'ici on propose un autre modèle en démocratie directe et c'est ça que l'État veut détruire car pour eux il n'y a pas d'autre modèle que le capitalisme et la démocratie libérale. C'est « la fin de l'histoire » selon eux, mais en réalité ils n'ont pas tout à fait tort, c'est la fin de l'histoire si on les laisse faire, car leur modèle est une impasse sociale, écologique, et politique avec un monde qui devient de plus en plus fasciste.

### À ce propos, avez-vous remarqué des connivences entre la police et les fascistes d'Aube dorée ?

D'un certain point de vue, il y a des connivences à partir du moment où des policiers viennent dans un quartier pour empêcher des gens de vivre comme ils le désirent. Le fascisme, ce n'est pas que l'extrême droite, la société dans laquelle nous vivons est une société autoritaire. Le fascisme est donc présent de plein de façons dans la société. Mais malgré tout, certains des policiers qui sont intervenus au Spirou portaient des écussons de groupuscules fascistes, dont certains de l'Aube dorée. D'ailleurs des civils tournaient autour des policiers et n'étaient pas des fonctionnaires mais des membres de milices fascistes portant des T-shirt Defend Europ (2) ou des ultras de la Roma clairement néo-nazis. On a l'impression que l'État a choisi intentionnellement ses fonctionnaires de police parmi les fascistes afin qu'ils ne soient pas eux-mêmes écœurés par leur travail ignoble. Il est donc possible qu'ils aient été choisis pour leur radicalité contre nous [Pourquoi pas mais franchement hypothétique, non ?]. D'ailleurs, certains nous ont dit qu'ils étaient heureux de prendre leur revanche car Aube dorée n'existe quasiment plus du fait de la lutte antifasciste qui a été menée ici. C'est une lutte de terrain en 3 phases, dont la première est l'action directe dans la rue et sur Internet. Il s'agit de saboter toutes leurs actions dans la rue et dans leurs lieux de rassemblement. Par exemple, les membres du groupe

Distomo, du nom d'un village grec rasé par les nazis durant la Seconde Guerre mondiale, ont évacué le quartier fasciste d'Athènes qui se trouvait autour de l'église Agios Panteleimonas. En Crète, Aube dorée a été évacuée de toutes les grandes villes sauf à Réthymnon où il y a encore quelques problèmes. La seconde phase de la lutte antifasciste est celle de l'éducation populaire. On comprend mieux les stratégies fascistes si on connaît l'histoire. Un gros travail d'éducation a été fait pour lutter contre le nationalisme mais cela a été facilité par le fait que les Grecs ont souvent dû émigrer ailleurs et ont par conséquent une bonne idée de ce que c'est que d'être un migrant. Bien qu'il existe toujours une forme de nationalisme distillé par les divertissements de masse comme la compétition sportive, la chanson nationaliste, les drapeaux placés un peu partout qui nous font croire qu'on doit se reconnaître d'une communauté politique sur un territoire donné, ce travail d'éducation populaire et d'éveil critique a permis d'avancer contre les idées fascistes. La troisième phase de la lutte antifasciste, c'est la solidarité partagée aussi bien pour les Grecs précaires que les réfugiés migrants sans aucune distinction. De ce fait, les fascistes ont reculé. Il y a toujours malheureusement quelques agressions. J'ai d'ailleurs été victime d'une embuscade, il y a quelques temps. D'un point de vue électoral, Aube dorée est tombée à moins de 3%, qui est le seuil pour pouvoir siéger au parlement alors qu'ils atteignaient 7% auparavant. Les trois quarts des

responsables du parti l'ont quitté et la plupart des locaux sont abandonnés. Aube dorée a été laminée et contrairement à ce que l'on peut entendre parfois, ce n'est nullement l'action des politiques ou des médias, qui ont plutôt fait le jeu d'Aube dorée, mais celle des antifascistes. Pour finir, comme la droite au pouvoir a mené une campagne électorale très dure contre les migrants et les anarchistes, ils ont réussi à séduire une partie des électeurs d'extrême droite.

### Les droits des réfugiés migrants sont-ils menacés depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement grec ?

La question des migrants est particulièrement essentielle en Grèce qui est une porte d'entrée majeure en Europe. Leur situation était déjà très difficile en ce qui concerne le droit d'asile car la Grèce est un des pays où ils y avaient le moins accès. Aujourd'hui ce sera encore plus difficile avec la réforme du nouveau gouvernement qui a supprimé le recours en appel pour les décisions défavorables. Mais, d'un point de vue pratique, leurs conditions de vie se sont considérablement durcies. En évacuant les squats autogérés dans lesquels les réfugiés migrants vivaient heureux en famille pour les envoyer dans des camps insalubres, le pouvoir les traite comme des indésirables. À cela, nous devons malheureusement ajouter le fait que leur droit à la couverture maladie leur a été supprimé, en conséquence de quoi leur situation en Grèce s'est largement dégradée.





### Pourquoi le gouvernement grec redoute-il autant Rouvikonas (3) et que prépare-t-il contre lui ?

Parmi les résolutions du nouveau gouvernement, il y a non seulement l'évacuation d'Exarcheia, mais également un durcissement de la répression contre les anarchistes. On parle beaucoup des anarchistes en Grèce dans les médias, mais ceux qui font le plus parler d'eux aujourd'hui c'est le groupe Rouvikonas. D'ailleurs, le président du parlement vient de rencontrer le nouveau chef de la police grecque afin de « mettre en place une ligne Maginot autour du parlement contre les anarchistes de Rouvikonas » de peur que le bâtiment ne se fasse à nouveau attaquer en représailles à celle subie par Exarcheia. Rouvikonas avait déjà attaqué le Parlement en 2015 et en mai dernier, entraînant une lourde peine de soixante mille euros à verser pour faire sortir nos camarades Yourgos et Nikos de prison. Cette somme a été rassemblée grâce aux soutiens venus de France, de Belgique et de Suisse. L'idée du gouvernement est de frapper Rouvikonas et Exarcheia afin de les neutraliser et d'empêcher

de nouvelles actions de sabotage, comme la destruction des bureaux de privatisations des biens communs, des fichiers de surendettement, la perturbation des discussions avec la Troïka, ou l'attaque du Parlement ou des ambassades suivant l'actualité. Ce sont des actions qui touchent directement le pouvoir dans la logique de l'action directe et c'est bien là tout le problème, car à chaque fois que l'on remet en question ce pouvoir, cela dérange. C'est pourquoi Rouvikonas est en train d'être classé comme organisation terroriste au moyen d'une modification du code pénal, ce qui va permettre de considérer chaque membre actif ou moins actif de ce collectif responsable de tous les actes de l'organisation. Ces actes seront considérés comme des crimes quoi qu'ils produisent, du simple fait de cette classification. Il y a un vrai détournement de langage, c'est extrêmement grave. Une loi anti-terroriste s'adresse à celui qui sème la terreur. Mais le premier responsable qui génère la terreur, c'est le pouvoir avec sa police, ses lois, et ses inégalités. C'est ce pouvoir lui-même qui classe Rouvikonas, un collectif qui n'a jamais tué, ni blessé

personne, en organisation terroriste même au niveau européen. Il faut remonter à la fin du XIXe siècle, lorsque les anarchistes utilisaient la propagande par le fait, pour retrouver de telles « lois scélérates » en France. Pourtant, en Grèce aujourd'hui, on est dans une logique différente puisqu'on ne frappe pas le pouvoir, en tout cas ceux qui l'exercent, mais les symboles du pouvoir. Pour l'instant en tout cas. Le mouvement anarchiste et plus particulièrement Rouvikonas n'a pas choisi cette voie-là. Il a choisi de détruire les moyens du pouvoir, même symboliquement puisque le pouvoir c'est avant tout du symbole. La Grèce, tant sur le plan économique, que social, mais aussi politique, est un laboratoire de l'évolution du capitalisme en Europe. Par conséquent, si on n'agit pas, cela va se répandre dans les autres pays d'Europe. En conclusion, en plus de la liberté de s'organiser politiquement et d'agir il y a aussi une menace sur la liberté d'expression se trouve également menacée. Le pouvoir souhaite revenir à des lois scélérates afin d'interdire toute expression d'opinions révolutionnaires.



## Pourquoi et comment le capitalisme se durcit-il en Grèce ?

La situation s'est incontestablement détériorée. On nous impose un modèle qui existait déjà, pas en Europe, mais plutôt dans les pays dits en « voie de développement ». Ce modèle est en train de s'établir partout car le pouvoir possède de plus en plus de moyens de surveillance et il a, à sa disposition, tout un arsenal répressif qui l'autorise à ne plus s'embarasser de ce qu'on a appelé le « capitalisme de la séduction » lorsqu'il y avait deux blocs, avant l'effondrement soviétique. Même si les anarchistes ne voulaient pas prendre parti, nous ne pouvions pas ignorer les rapports de force entre d'un côté le capitalisme d'État à l'Est et le capitalisme de consommation à l'Ouest. D'ailleurs, les aides économiques apportées à l'Europe comme le plan Marshall ont exporté le modèle de la société de consommation avec l'aide des médias de masse qui ont colporté toute cette propagande. Ce face-à-face a duré jusqu'en 1989 avec l'effondrement du mur, ce qui a été dit par Thatcher en 1984, « il n'y a pas d'alternative », s'est révélé être un fait durant les années 2000. C'est pourquoi, aujourd'hui, en Europe comme ailleurs, on va vers un modèle de capitalisme de plus en plus dur, c'est-à-dire une exploitation de toutes et tous, faisant passer notre vie après le profit. Cela va de pair avec la mise en place d'une société de plus en plus autoritaire : pour mettre en place ce durcissement, il faut également en durcir ses rouages. Ce qui est très préoccupant également, c'est que l'évolution de ces rapports de domination et d'exploitation nous conduit vers une dystopie environnementale. Au moment de la création de la seconde Internationale, nos grands aïeux anarchistes n'avaient pas cette urgence à prendre en compte. Mais aujourd'hui, il y en a deux qui s'ajoutent : celle de l'environnement et celle de l'évolution technologique qui confère au pouvoir de telles capacités de contrôle que les choses vont devenir de plus en plus difficiles. Si on continue comme ça avec Internet, les

drones, les téléphones portables, la géolocalisation, et les manipulations eugénistes, on se dirige vers une société où il sera de plus en plus dur de résister. La technologie participe également à une évolution qui peut être considérée comme fasciste de ce point de vue car elle donne au pouvoir les moyens de consolider sa position. Selon nous, nous vivons une époque où il faut agir très vite parce qu'on ne peut plus attendre du point de vue écologique, technologique, social et politique. Aujourd'hui, nous assistons à une véritable dérive fasciste avec l'arrivée au pouvoir des Trump, Poutine, Erdogan, Bolsonaro, Orbán, etc. D'ailleurs, en France, qui sait si dans trois ans ce ne sera pas Le Pen qui accèdera au pouvoir ? Tout ceci est logique au regard de l'imaginaire social que propose cette société. Cette lutte qui est la nôtre est urgente, elle se situe à la fois dans les rapports de force, mais également dans l'imaginaire social afin de convaincre les gens autour de nous, qu'on peut vivre autrement.

## Est-ce que l'on peut encore parler de démocratie en Grèce ?

Que ce soit en Grèce ou ailleurs, ce concept est galvaudé. Le terme démocratie prétend que le peuple s'organise ensemble et détient le pouvoir collectivement. Cette conception de la démocratie est critiquée par les anarchistes car nous pensons que le pouvoir corrompt. La première difficulté est de se choisir des représentants qui exerceront le pouvoir au nom du bien commun mais qui privilégieront leur intérêt particulier. La deuxième difficulté vient du fait qu'en réalité, c'est le pouvoir économique qui détermine le pouvoir politique. C'est par exemple la propriété privée des médias de masse qui va permettre au pouvoir de l'argent de fabriquer l'opinion et de faire élire tous les 4 ou 5 ans ses serviteurs qui vont ensuite promulguer des lois qui lui seront favorables. La démocratie est donc viciée par le fait même qu'on délègue à quelques-uns le pouvoir qui les corrompt. On est donc en mesure de dire que les urnes ce n'est pas la démocratie.

Voter est un moyen si l'on n'arrive pas à un consensus mais qu'il y a eu un débat suffisant. Il y a différentes façons de voter. Par exemple, si l'on vote pour des représentants cela s'appelle élire, mais on peut aussi voter pour des projets ou des mandats impératifs. Il ne faut donc pas confondre le vote et l'élection et il ne faut pas confondre le débat avec le spectacle du débat comme on nous le propose pendant les campagnes électorales. On nous propose un débat entre des personnes qui ne sont finalement pas si éloignées les unes des autres. Alors que le débat devrait débiter par des doléances et poser les problèmes des personnes concernées, on assiste à un jeu de chaises musicales entre des courants qui ne sont pas si éloignés les uns des autres. La démocratie est un concept qui vient de la Grèce antique et qui n'a jamais été appliqué correctement car les femmes, les esclaves, et les métèques en étaient écartés. Cela concernait donc peu de gens. Cependant, ce concept reste intéressant par rapport à d'autres formes de régimes politiques, mais ce n'est qu'une passerelle vers l'utopie. L'utopie serait la participation de tous à la chose publique afin de réfléchir collectivement à nos moyens d'existence. Les assemblées devraient permettre de décider, mais aussi de réfléchir, de débattre, de s'entendre, de se comprendre afin d'arriver au consensus. Je ne suis pas partisan de l'unanimité car lorsqu'il y a unanimité, il y a souvent uniformité de l'opinion. Avec le consensus, l'idée est de faire converger vers des projets communs. C'est beaucoup plus intéressant mais ça nécessite des assemblées plus longues. La démocratie c'est la préhistoire de l'anarchie. L'humanité a progressé dans plein de domaines. C'est pourquoi j'y crois. Je ne suis ni optimiste, ni pessimiste car je considère que ce sont les deux versants d'une même illusion. Je veux choisir mes actes en fonction de convictions éthiques et donc le mot espoir ne me convient pas. Cependant, je suis convaincu que nous sommes capables d'autre chose. Ce que nous prouve l'art dans la transcendance du sujet

et dans la sublimation c'est ce dont nous sommes capables et ce qu'il y a au fond de nous. C'est une capacité à être vraiment différent, c'est pourquoi je fais le pari de la vie. Mais pour sortir de la préhistoire de la politique, il va falloir lutter car les gens qui ont le pouvoir, qui ont l'argent, la position, la notoriété et tout ce qui leur fait plaisir et que nous rejetons, ne veulent pas le lâcher et sont prêt à nous tuer pour ça.

## Comment peut-on organiser le soutien international pour la défense d'Exarcheia ?

Ce qui a été fait est déjà fantastique et nous a fait chaud au cœur. Je dois vraiment vous dire que cela a été déterminant. On a reçu beaucoup de communiqués, de photos, de messages. Avec les rassemblements, mais aussi les actions de destruction contre les intérêts de l'État grec, à l'étranger chacun a fait à sa façon, selon ses convictions. Si vous voulez nous aider, il est vraiment important de continuer à faire pression sur les consulats et ambassades de Grèce à l'étranger. Outre les évacuations d'Exarcheia, il faut réagir aussi contre la criminalisation du mouvement social. Nous aurons d'ailleurs des besoins financiers pour payer les frais de justice et pour les lieux autogérés qui ont subi des dégâts à la suite des interventions policières. Ceci nous a donné du courage et continue à le faire puisque nous continuons à recevoir des messages du monde entier. Cela donne vraiment à réfléchir sur le fait que nous ne sommes pas seuls. Beaucoup de monde pense comme nous. On a beaucoup plus de potentiel que ce que l'on croit. C'est surtout l'imaginaire social qui fait que les choses

basculent. Les régimes politiques peuvent tomber très vite. Les grandes fortunes peuvent être expropriées très vite. On peut même détruire l'argent comme en Espagne en 1936. Tout ceci serait à notre portée si seulement les gens avaient un peu moins peur. C'est la peur qui permet de dominer autrui. Refuser la peur, c'est refuser sa production de résignation et de désespoir. Tandis que la vie, c'est résister, et résister, c'est exister.

## Ce refus de la peur sera d'ailleurs au cœur de ton prochain film qui s'intitulera *Nous n'avons pas peur des ruines* ?

Le quatrième film dont le titre est emprunté à Durruti est en construction. On avait prévu de se reposer après le dernier, mais les événements se sont accélérés avec les élections anticipées et l'arrivée de la droite au pouvoir. Les gens proches de toutes ces luttes m'ont dit que l'on ne pouvait pas attendre et qu'il fallait refaire un film. Toutes ces personnes qui les font avec nous, nous ont poussé à nous remettre sur ce nouveau projet collectif. Lorsqu'on fait des films, on les fait gratuitement en tant que militants. On ne veut pas gagner d'argent avec la lutte et tirer profit de cette activité. Je veux mettre à disposition le produit de ce travail sans copyright même si de temps en temps on fait des projections lucratives pour soutenir la lutte. Mais nous avons très peu de moyens matériels et techniques et nous devons donc recourir au soutien financier des militants inclusif... ? C'est en tant que membre des collectifs d'Exarcheia, en collaboration avec ma compagne Maud et mes autres camarades de lutte que l'on va vous montrer comment on réagit par rapport à ce qui nous ar-

rive. Comment on résiste face à la plus grande menace qui soit, c'est-à-dire la destruction totale de la plus grande utopie européenne d'auto-gestion qu'est le quartier d'Exarcheia. Le fait que l'on veuille toucher à cela était très prévisible et correspond tout à fait à l'attitude du pouvoir dès lors que des alternatives sont trop visibles et qu'elles remettent en cause son autorité. Exarcheia est devenu un trop mauvais exemple aux yeux du pouvoir qui n'arrive pas à en prendre le contrôle. Exarcheia n'est une zone de rupture qu'avec le vieux monde capitaliste. Outre les 23 squats autogérés, il y a aussi des lieux en location ou prêtés où l'on peut trouver des produits gratuits. Ces lieux fonctionnent différemment du mode traditionnel de la société capitaliste. Ils se fondent sur les principes de la gratuité, de l'entraide, de la démocratie directe, de l'anarchie. Par exemple, juste à côté, se trouve la structure autogérée de santé d'Exarcheia qui dispense des soins et des médicaments gratuitement par des professionnels bénévoles, aussi bien aux précaires locaux qu'aux réfugiés migrants. On fait les choses sérieusement car « l'anarchie, c'est la plus haute idée de l'ordre ». Dans ces lieux se manifeste une intelligence collective qui est quelque chose d'absolument extraordinaire. Dans les assemblées surviennent des idées sublimes tant pour la lutte que pour la création d'initiatives, de projets, de suggestions, des éléments de résolutions de problème qui sont vraiment des clés pour avancer. Ces clés on ne peut les avoir qu'en prenant le temps d'échanger, de réfléchir ensemble sur un plan d'égalité pour arriver à construire cet embryon de société que l'on désire.

**Ces propos ont été recueillis le 5 septembre 2019 à Exarcheia par le groupe la Révolte de la Fédération anarchiste.**

*La version vidéo de cet interview est visible sur le blog de **Yannis Youlountas** : <http://bloggy.net/>*

*Une soirée de soutien est organisée le vendredi 4 octobre à la librairie Publico en soutien à Exarcheia avec la diffusion du film : « **Ne vivons plus comme des esclaves** » avec une rencontre en visio-conférence de son réalisateur : Yannis Youlountas.*

- 1) Activiste allemande, actuellement poursuivie par la justice italienne en raison de ses actions de sauvetage de migrantes et migrants en Méditerranée.
- 2) Opération anti-migrants organisée par des membres de Génération identitaire à l'échelle européenne.
- 3) Groupe anarchiste grec actif et très médiatisé en raison d'actions fortes envers l'État et le capital. Voir l'article dans le numéro de Juillet dernier du Monde Libertaire.

## De 1973 – Santiago du Chili – à 2019 – Rio de Janeiro

*Un camarade du groupe "Organisação popular" de Rio de Janeiro nous a adressé cet article d'un militant brésilien, Antony Devalle, qui fait une analogie entre le régime de Pinochet, instauré après un coup d'État le 11 septembre 1973, et celui de Bolsonaro actuellement au pouvoir au Brésil.*

# PRENONS LA BONNE DIRECTION.

Le 11 septembre 1973, il y a 46 ans, le coup d'État militaro-capitaliste, avec le général Pinochet comme principale figure visible, a assassiné une importante expérience de construction de pouvoir populaire au Chili (1). Une expérience réalisée par le gouvernement de l'Unité populaire, avec le président Allende, mais qui allait bien au-delà des limites (qui se sont réellement avérées être des limites) d'une tentative pour atteindre le socialisme par le biais de la voie électorale de la démocratie bourgeoise.

Victor Jara, chanteur populaire et combattant social de premier plan, est peut-être le personnage le plus symbolique de tout l'effort du peuple chilien pour que la femme et l'homme ordinaires, ne possédant rien, puissent décider de l'orientation du pays, de leur vie. Pour que les enfants de la classe ouvrière aient pour horizon le bonheur d'un quotidien où la poésie serait un travail et le travail une poésie. Pour que les enfants pauvres soient le soleil de ce bel horizon, cultivé chaque jour. Le pain quotidien fait avec le levain de la lutte populaire. Le pain quotidien rempli de conscience de classe. La guitare de Victor Jara était le cœur du rêve d'un socialisme décolonisé au Chili, le cœur du rêve de la révolution chilienne, capable de combiner les amours personnels et les amours sociaux, les plus intimes et les plus publics, la plus calme des contemplations et le plus passionné des enthousiasmes. L'écho du peuple dans la voix du peuple. En jouant de la guitare, Victor Jara caressait toutes les personnes qui se reconnaissaient dans ce rêve et qui chantaient main dans la main, les doigts enlacés, à l'unisson.

## Tapis de sang pour dollars.

Au début de la dictature, quand le sang des travailleurs assassinés était le tapis rouge du grand capital transnational, Victor Jara fut torturé et assassiné. Ses bourreaux directs, soldats, et ses bourreaux (in)directs, dirigeants exécutifs de l'État et des grandes entreprises américaines et chiliennes, entre autres, écrasèrent ses doigts et les coupèrent, par haine de celui qui (en)chantait le peuple chilien avec sa guitare et ses chansons. Dans le film d'animation *5 Doigts pour le peuple* de Bruce Krebs (2), ce terrible épisode est résumé de manière très expressive.

Au cours de ses trois années de gouvernement, Allende (ainsi que l'ensemble de son équipe et les secteurs populaires qui l'ont soutenu) ont notamment réussi à nationaliser (étatiser) une partie de la grande industrie, notamment la grande industrie de l'extraction de cuivre, l'une des plus importantes du pays. Des progrès furent accomplis dans la démocratisation de ces entreprises et même, dans une certaine mesure, les tra-

vailleurs sont parvenus à contrôler la production. Cela revêt une importance capitale, d'autant plus que le monde du travail dominé par les capitalistes est l'un des espaces les plus naturellement dictatoriaux de la société.

Tout cela a été détruit le 11 septembre 1973 par le coup d'État militaire du duo Augusto Pinochet/Henry Kissinger (secrétaire d'État américain de l'époque, l'un des plus puissants ministres des affaires étrangères au monde). Ce fut l'une des pages les plus sanglantes que les États-Unis écrivirent pendant la guerre froide. Ce fut l'une des guerres chaudes de la guerre froide.

Le jour du coup d'État, l'armée de l'air chilienne bombardait le palais présidentiel de La Moneda, au centre de Santiago, la capitale. Le président Salvador Allende résista. Dans son dernier discours (3), diffusé par Radio Magallanes, il a bien expliqué ce qui se passait, soulignant qu'il s'agissait d'un coup d'État de l'impérialisme et de la bourgeoisie, et il

exprima son espoir que les travailleurs chiliens pourraient, même après de nombreuses souffrances, reprendre la voie du pouvoir populaire. Pendant son mandat et depuis lors, il y a eu beaucoup de controverses sur la meilleure façon de vaincre le capitalisme et les coups d'État. Certains secteurs ont fait valoir qu'il était nécessaire que les travailleurs soient également des hommes armés et que ne pas agir dans cette direction serait naïf, car l'impérialisme et la bourgeoisie utiliseraient des armes pour renverser le gouvernement et détruire la lutte populaire. Ce débat est important. Quoi qu'il en soit, Allende mourut à La Moneda et garda sa dignité jusqu'à la fin.

Dès les premiers jours de la dictature, la persécution des opposants fut féroce. Les raffinements de cruauté, tels que la torture avec des rats placés dans le vagin d'opposantes emprisonnées, et les enfants torturés physiquement et obligés de voir leurs parents torturés, étaient très fréquents et n'émouvaient pas

les ultra-libéraux, tels que les Chicago Boys(4), les économistes chiliens formés/formatés aux États-Unis. Ceux-ci soutenaient les troupes de choc (électro)-pinochetistes qui appliquaient le néolibéralisme au Chili, transformé en un laboratoire-camp de concentration où ils préparèrent la guerre ultra-libérale contre les peuples du monde, et de manière par-

ticulièrement cruelle dans les pays à la périphérie du système capitaliste mondial. La privatisation fut appliquée comme une perverse eau bénite ultra-libérale dans à peu près tous les domaines. Y compris la santé, la sécurité sociale (qui a cessé d'être sociale) et l'éducation. Elle s'est accompagnée de nombreuses mises à pied et a favorisé les capitaux

étrangers, en particulier purement financiers. L'économie chilienne était totalement à la remarque de l'étranger, favorisant les pays centraux du capitalisme et dépendant d'eux. L'économie chilienne s'est transformée en un homme-à-tout-faire des grandes transnationales et du noyau dur des États où se trouvent leurs sièges.

## Un serviteur des Chicago Boys.

Pendant un temps, beaucoup d'argent est arrivé au Chili en provenance des pays centraux du système et a contribué en partie à ce qui a été présenté par ses propagandistes comme un "miracle économique". Mais ce "miracle" était un bonbon rempli du poison du cauchemar que représente une plus grande dépendance à l'égard des capitaux étrangers

et des fluctuations des prix des produits dérivés du cuivre sur le marché mondial. Le Chili est devenu un pays lourdement endetté et son économie fut en crise pendant la dictature pinochetiste.

Et malgré des moments de reprise, le néolibéralisme maintint la fragilité de la dépendance et le déchirement du tissu social ; il stimula fortement

l'individualisme, accrut le nombre des oubliés que le système voyait comme un effet collatéral à faire disparaître de la carte. Ce fut le cas de nombreuses personnes âgées qui ne pouvaient cesser de travailler parce que les pensions qu'elles recevaient du système privé étaient très faibles (5)



# Nous devons vaincre les Pinochet de la finance.

Le gouvernement brésilien actuel est un fan de la dictature pinochetiste. Le président fantoche Bolsonaro a déjà exprimé son admiration et l'un des principaux représentants du (né)pinochetisme au Chili, José Antonio Kast, est venu au Brésil pour participer à la campagne de Bolsonaro (6).

Le président de fait du Brésil, le ministre de l'Économie, Paulo Guedes, qui a l'habitude de forcer Bolsonaro à se mettre la queue entre les jambes lorsqu'il fait une déclaration qui contredit de quelque façon que ce soit l'ultra-libéralisme, a aidé la dictature pinochetiste au Chili au cours des années 1980. Guedes est à la fois un serviteur des grandes multinationales, en particulier celles des pays centraux du capitalisme atlantique, et un gangster qui s'efforce de maximiser les profits de ses propres entreprises.

Il est également un admirateur de Pinochet. Paulo Guedes est un Chicago Boy qui a déclaré qu'il voulait tout privatiser au Brésil, et il met cette déclaration en pratique. Ce Pinochet de la finance est l'un des organisateurs du plan de privatisation le plus complet de ce joyau de la couronne de l'État brésilien, et potentiellement du patrimoine public, qu'est Petrobras. Avec une main de fer, il n'a pas seulement réalisé à un rythme toujours plus accéléré la privatisation de

nombreux secteurs de l'entreprise et de sa logique de fonctionnement, mais il a également agi avec zèle pour que l'entreprise soit complètement privatisée.

Il a placé un comparse des Chicago Boys, Roberto Castello Branco, à la présidence de Petrobras, justement pour accélérer la privatisation en fonçant comme un char d'assaut sur tous ceux qui résistaient. Tous deux, à l'instar de leurs collègues de l'école de Chicago et de leurs "succursales" au Brésil, dont beaucoup occupent de plus en plus de postes à Petrobras, utilisent un discours technocratique comme une baguette magique privatisante, se transformant en un club à la poursuite du même objectif lorsque ce discours cesse de constituer une couverture suffisante. Ils gèrent les statistiques, qu'ils présentent comme neutres, comme s'ils tenaient des fouets contre les travailleurs rebelles.

Ils torturent psychologiquement de nombreux travailleurs tout en préparant des licenciements collectifs. Ils retirent les entreprises de diverses régions du pays, en désarticulant les économies locales. Ils montrent que la technocratie, à la fois sous la dictature Pinochetiste au Chili et sous le bolsonarisme, qui est le pinochetisme Made in Brazil des Marchés Unis (7), rêve du jour où les peuples, perçus comme des pixels

de code-barre, soient gouvernés par un logiciel

La technocratie applique le principe : "C'est mon opinion qui compte et tant pis pour la vôtre" – un principe en apparence (mais en apparence seulement) si contradictoire avec le mythe de la neutralité de la technique. Ce sont les deux faces de la même monnaie dictatoriale, de la dictature de la monnaie.

Le gouvernement actuel et la hiérarchie actuelle de Petrobras n'ont pas encore inauguré cette politique, qui utilise divers camouflages. Cela se pratique depuis longtemps, comme je l'ai écrit ailleurs (8) à propos du pinochetisme. Mais en s'engageant davantage dans l'accélérateur de la privatisation, le gouvernement actuel aggrave encore le scénario.

Il est urgent que les travailleurs du pétrole et les travailleurs dans leur ensemble se battent plus directement et massivement contre cela. Nous devons nous inspirer de Victor Jara et décider d'aller "ancho camino" (aller dans la bonne direction, en espagnol) 9. Étudier la meilleure stratégie et la tactique la plus appropriée est très important, mais, comme dirait le poète espagnol Antonio Machado, "Marcheur, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait quand on marche" Marchons.

*Antony Devalle*

1) Trad. R.B.

2) <https://vimeo.com/28539537>

3) <https://www.youtube.com/watch?v=jAGklhdJ1kM>

4) Les "Chicago Boys" étaient un groupe d'économistes chiliens des années 1970, formés à l'Université de Chicago et influencés par Milton Friedman et Arnold Harberger. Ils travaillèrent pour la dictature militaire chilienne dirigée par le général Augusto Pinochet, et jouèrent un rôle majeur dans ce qui est parfois appelé le « miracle chilien », selon une formule de Milton Friedman.

5) Comme expliqué dans le texte suivant : <https://revistaforum.com.br/.../chile-capitalizacao-da-previ.../>.

6) <https://www.brasildefato.com.br/.../o-neopinochetismo-com-bo.../>

7) <https://midiaindependente.org/?q=node/615>

8) <https://www.facebook.com/inimigosdorei.petroleiros/posts/1838527749703907>

9) D'après une chanson de Victor Jara, Vamos por ancho camino, <https://www.youtube.com/watch?v=pzOsIKLz0jc>

# VOX : L'EXTRÊME DROITE EN ESPAGNE.

Le parti ultranationaliste a présenté au Congrès une proposition pour combattre l'immigration irrégulière (sur les pas de Donald Trump). Il s'agit de construire un « mur infranchissable » entre le Maroc et les enclaves de Ceuta et Melilla. Il veut impliquer l'armée dans la vigilance à la frontière avec le Maroc en utilisant ses services d'information, de vigilance électronique, d'appui logistique et sanitaire ou transport de personnels. Le déploiement des effectifs militaires n'est pas une nouveauté. Des unités de la Légion et de l'armée régulière ont déjà patrouillé aux frontières de Ceuta et Melilla en 2005, mais leur participation a été considérée comme inefficace suite à la « condition d'autorité ». Elles ne pouvaient intervenir et devaient se limiter à prévenir la Garde civile. Santiago Abascal, le leader de Vox (voir article dans le ML n°1806, de mai 2019) assume que l'Espagne devra financer le mur, bien qu'elle réclamera des fonds à l'UE. Il aimerait bien durcir la législation pour qu'elle devienne un « mur psychologique » via de nouvelles lois interdisant aux migrants d'être régularisés, d'avoir accès aux services d'assistance sociale ou de santé. La demande figure dans les propositions « No de Ley » (pas dans la

loi) - voir la convention d'Aarhus article 9 §3 et 9 §4 et le droit à la preuve - que Vox a présentées jeudi dernier dans le registre du Congrès. Si le Parlement (Las Cortès) ne se dissout pas d'ici les prochaines élections, elle sera votée en plénière. Le secrétaire général de la formation, Javier Ortega Smith et son porte-parole Iván Espinosa de los Monteros ont argumenté que les actuelles barrières ont démontré leur inefficacité. Selon Ortega, la majorité des migrants irréguliers ne sautent pas les barrières, mais font plutôt des trous dans les barbelés, en revanche un mur de béton serait l'unique obstacle infranchissable.

Les responsables de Vox reconnaissent la réduction d'entrées des migrants irréguliers (dans les huit premiers mois de cette année 15 683 immigrants sont arrivés dans des barques de fortune, 45,2 % de moins que l'année dernière à la même période selon le ministère de l'Intérieur), mais Vox insiste pour « qu'aucun migrant ne soit admis ».

Ce mur « anti-immigration » n'est pas prévu pour le moment. Le Conseil des ministres espagnol a récemment approuvé une mesure demandée depuis des années. Les fils barbelés installés à la frontière seront éliminés.

À quand une société où les citoyens du monde pourront circuler librement sans devoir se retrouver devant des murs, des miradors, des snipers, des garde-frontières, des garde-côtes. À quand une société où les frontières seront abolies pour passer sans devoir présenter des papiers d'identités. Tant qu'il existera des partis extrémistes de droite, ayant des idées rétrogrades, xénophobes, populistes, les anarchistes devront combattre avec les idées d'un rêve égalitaire telles qu'elles avaient été défendues par exemple en 1936 en Espagne dans les collectivités en Aragon.

Je conseille vivement à tou.tes les lecteur.rices de se procurer le très bel ouvrage aux Éditions Gallimard, « *La fissure* » (La Grieta), une band dessinée de photos peintes, conçue à partir de 25 000 photographies et 15 carnets de notes par Carlos Spottorno et Guillermo Abril, qui ont sillonné pendant trois ans les frontières de l'Europe, présentant de manière alarmante les situations de survie éprouvantes et accablantes de tou.tes ces immigré.es. Un témoignage saisissant et poignant qui se passe de tout commentaire.

*Juan Chica Ventura*  
Groupe anarchiste Salvador-Seguí



# HO HÉ, LES GRANDES GUEULES!

Maïxol Iparragirre Guenechea avait 20 ans en 1981. Elle avait un fiancé qui était membre d'ETA. Il fut tué en mars de cette même année lors d'un affrontement avec la police. Pour avoir hébergé son chéri, Maïxol fut arrêtée par la police espagnole, et relâchée quelques jours plus tard après avoir été torturée à mort. Nous vous épargnerons les détails. Comme Lucky Luke, la police espagnole tire d'abord et pose les questions, ensuite. La suite, sa fuite en France, son adhésion à ETA, la clandestinité... étaient prévisibles.

Maïxol a été arrêtée en octobre 2004 à Salies de Béarn (Sud-Ouest de la France) avec son compagnon, Mikel Albisu Iriarte, et leur fils, âgé de 8 ans. Nous fûmes arrêtés par la police anti-terroriste dans la foulée, pour avoir, pendant trois ans, scolarisé le fiston (à l'école libertaire Bonaventure) et l'avoir hébergé (chez nous). L'école catholique de Salies, où il était scolarisé au moment de l'arrestation de ses parents, ne fut pas inquiétée. Cherchez l'erreur !

Après 8 ans d'instruction, Maïxol et Mickel ont été condamnés à 20 ans (pour avoir dirigé une entreprise à vocation terroriste) avec une peine de sûreté des deux tiers. Rappelons que l'Europe considère qu'au-delà de 5 ans d'instruction, les présumés innocents doivent être relâchés. Mais cette décision de l'Europe n'est assortie d'aucune sanction autre que financière. Donc, la France paye et se contrefout des décisions de l'Europe. Là encore, cherchez l'erreur ! Cerise sur le gâteau, malgré huit ans d'instruction menée de concert par la justice française et espagnole, aucune action sanglante ne leur avait été imputée directement. Ces deux « justices » ne passant pas pour laxistes, qui oserait remettre en doute leur pugnacité ?

À l'issue de sa peine de sûreté, 15 ans, Mickel a été envoyé en Espagne

pour... deux policiers l'ont accueilli à l'aéroport et l'ont laissé libre. Nous l'avons rencontré fin août, au col de Roncevaux, ça ne s'invente pas.

À l'issue de sa peine de sûreté, 15 ans, Maïxol a été envoyée en Espagne pour... des policiers l'attendaient à l'aéroport et ne l'ont pas laissée libre. Direction la prison bidule de Madrid. Elle est à l'isolement depuis le 11/09/2019. Présentation à un juge bidule de... En clair, Maïxol va être rejugée par l'Espagne. En encore plus clair, la grande France des droits de l'homme, cinquième puissance mondiale, accepte qu'un petit pays, l'Espagne, revienne sur une décision de la grande justice française. Le deal, mercantile, est clair, c'est ça ou pour vous acheter ceci ou cela, il faudra voir. Beurk ! L'issue est vraisemblable. Maïxol va prendre lourd sur la base de rien sauf des aveux arrachés récemment sous la torture. Comment ça, l'Espagne pratiquerait la torture, encore aujourd'hui ? Comme la France pendant la guerre d'Algérie ? Et vous n'étiez pas au courant ? Le général de La Bollardière, un gauchiste de cette vieille noblesse ayant encore des valeurs, lui, oui. C'est pour cela qu'il a démissionné tandis que, vous... ?

Vous, jadis, à l'instar de quelques grandes plumes d'un journalisme digne de ce nom, vous avez fait votre boulot. Celui d'informer et de s'indigner.

Les temps changent. Surtout le temps. Sauf celui de Trump et consort, et celui d'un capitalisme totalitaire et suicidaire. Et puis, après tout, c'est qui cette Maïxol ? Une femme, une Basque, qui se bat pour que son pays puisse être libre, parler sa langue, produire une culture socialiste internationaliste, vivre en paix... Après tout, c'est qui notre camarade et ami Jakès (un Basque français, pardon, du Nord) qui en est à 30 ans de prison

à l'île de Ré pour avoir, en Espagne, sans preuves aucune que - là encore des aveux arrachés sous la torture - fait œuvre d'anti-fascisme ? C'est qui Georges Ibrahim Abdallah, ce camarade et ami palestinien qui en est à 35 ans de prison pour des attentats dont on a la preuve qu'ils ont été commis par d'autres mais qui a le tort d'être communiste et membre du FPLP, Front populaire de libération de la Palestine ? C'est qui Xistor et combien d'autres encore ? Que des POLITIQUES. Pas des voleurs de poules. Cela fait beaucoup de questions. Sans vouloir vous offenser, nous autres, résistants de la première heure (pas de la 25ème), petits militants, petits journalistes, petits... n'avons jamais cessé de dire et de vous dire...

Nous vous épargnerons l'historique d'ETA, le coup d'État du fasciste Franco qui, en 1936, s'est insurgé contre le verdict des urnes en faveur de la république du Front populaire espagnol, nous vous épargnerons une mauvaise conscience à propos de l'aide militaire d'Hitler (Guernica, la légion Condor, remember), et du Duce. Nous vous épargnerons cette honte du refus de la France à fournir des armes (payées par la République espagnole) au nom de la non-intervention dans le conflit espagnol.

Nous vous épargnerons cette infamie qui NOUS a vus sabler le champagne lors de l'envoi en enfer de Carrero Blanco, le Premier ministre de Franco. Nous vous épargnerons le procès de Burgos, les GAL, 87 morts (en France) au compteur orchestrées par la police espagnole (sous gouvernement socialiste), les enlèvements, les tortures, les mises en morceaux dans des tombes de hasard, les mises en morceaux dans des lits de chaux vive, les « retrouvailles » d'un disparu, un an plus tard, dans une morgue de Toulouse ... , deux flics espagnols s'étant enfuis en toute hâte un an

plus tôt en laissant leurs pétards dans une chambre d'hôtel, on les connaît, mais ils courent toujours. Sérieusement, vous ignoriez tout cela !

Nous vous épargnerons, également, l'évidence des faits. ETA a abandonné la lutte armée il y a une dizaine d'années. Aucun attentat commis depuis lors. ETA a remis ses armes publiquement en 2017. ETA s'est auto-dissoute en 2018. Mickel et Maixol sont de ces dirigeants d'ETA qui ont œuvré pour un processus de paix qu'ils ont mis en acte de manière unilatérale, sans condition aucune. Alors, pourquoi ? Pourquoi la France qui a libéré très vite les fascistes de l'OAS, qui, sous un gouvernement socialiste (encore !) a accepté que ces militaires fascistes bénéficient d'une reconstitution de carrière avant la retraite, refuse la paix qu'ETA, seule, a mise en œuvre ? Rapprocher les prisonniers du Pays basque, libérer les malades, libérer les longues peines en leur offrant une liberté conditionnelle... honorerait la France. Et les médias qui se battraient pour que cela soit.

Ohé les grandes gueules ! Les moyennes gueules et les petites gueules de médias de plus en plus déconsidérés ! Peut-être que ce serait

bien que, en toute liberté de critique, tout camp confondu, vous ajoutiez à votre devoir d'information celui d'un engagement non partisan en faveur de la PAIX. Remember Émile Zola et son « *J'accuse* » ! Merci de ne pas

le décevoir !

Le sans date de tous les espoirs.

Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell



Affichage appelant à un rassemblement de soutien le 14.09 à Bilbo (Bilbao)

## À PROPOS DE MAIXOL\*

**CRML : bonjour Thyde et Jean-Marc. Vous avez lancé un message d'alerte, relayé sur le site du Monde Libertaire, à propos de Maixol Iparragirre Genetchea. Peut-être faudrait-il commencer par nous la présenter ?**

Maixol est une des dirigeantes « historiques » d'ETA. Son histoire est brièvement énoncée dans notre texte « Ohé les grandes gueules ! ». C'est une histoire banale au Pays basque. 20 ans en 1981. Un fiancé, membre d'ETA, tué par la police lors d'un affrontement. D'où, arrestation, torture à mort, et, relâchée, car rien d'autre à lui reprocher qu'un fiancé membre d'ETA. Cela donne largement envie de fuir en France et d'adhérer à ETA.

Maixol et son compagnon, Mikel Albizu, ont été arrêtés en octobre 2004 en France, à Salies de Béarn. Ils ont été condamnés, en 2012, à 20 ans de prison, avec une peine de sûreté des 2/3. Aucune action sanglante ne leur ayant été reprochée à l'issue de 8 ans d'instruction. À l'issue de sa peine, Mickel a été extradé en Espagne (pourquoi pas en Belgique ?) et laissé en liberté. Maixol a été également extradée en Espagne, mais immédiatement envoyée en prison à Madrid. Incroyable, l'Espagne vient soudain de découvrir qu'elle aurait pu être mêlée à diverses actions remontant à plusieurs décennies. Rien de bien tangible, mais en Espagne c'est comme ça. Maixol risque lourd

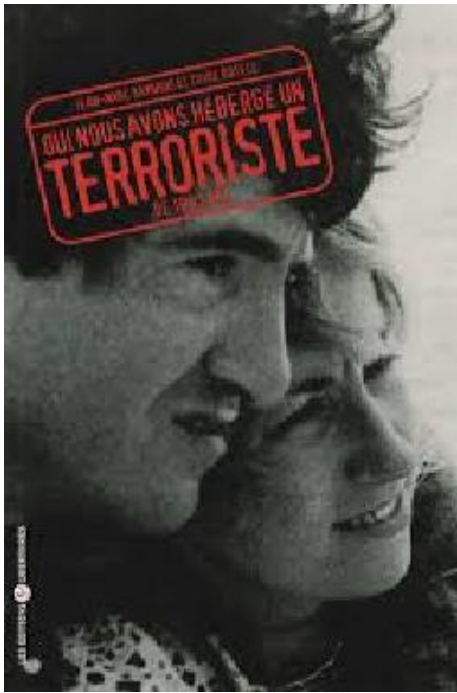
en attendant, à l'issue de sa peine en Espagne, d'être de nouveau incarcérée, la police espagnole venant soudain de découvrir qu'elle n'avait pas d'alibi quand fut cassé le vase de Soissons.

**CRML : je vous sens particulièrement touchés.**

Nous le sommes car le fils de Maixol et Mickel est notre fils adoptif de cœur. Nous l'avons eu pendant trois ans comme élève à Bonaventure. Il était hébergé chez nous. Il avait huit ans lors de l'arrestation de ses parents. Cela fait, donc, 15 ans, qu'avec ses parents, la famille, nous nous occupons de « notre » fils. 15 ans de parloirs mensuels de quelques heures



dans des prisons qui changent tout le temps, 15 ans de stress permanent pour un enfant se demandant ce qu'il a pu faire pour mériter cela, 15 ans de problèmes de sous, 15 ans dont on pouvait penser que c'était la fin de la souffrance, mais dont on découvre qu'il n'y aura jamais de fin. C'est à vomir car, la justice espagnole n'a toujours pas commencé à enquêter sur le caractère illégal du coup d'État de Franco. L'amiral Carrero Blanco ne répond jamais aux courriers qui lui sont envoyés. Franco, non plus.



**CRML : il y a 15 ans, à l'heure du laitier, on ne vous a pas apporté les croissants, mais un sac d'emmerdes. Pourquoi ?**

Nous sommes, avec d'autres dont Dominique Lestrat, les fondateurs de l'école libertaire Bonaventure (1992-2001), une république éducative libertaire, laïque, gratuite et non obligatoire. Un jour, une jeune femme est venue nous voir avec son petit. Elle avait lu nos livres et vu nos passages à la télé. Elle avait été instit et adhérait à notre projet éducatif libertaire. Selon le protocole, ils sont restés 15 jours en « stage ». Reçus avec mention. Et, donc, nous avons scolarisé et hébergé le petit pendant trois ans.

Après l'arrestation de Mickel et Maixol, la police anti-terroriste nous a mis la patte dessus. Pourquoi ? Simple. Le

petit était à Salies depuis deux ans. Mais, où était-il avant ? Car, cherchez l'enfant, et vous trouverez les parents. Secret de polichinelle, il était à Bonaventure et chez nous. Soyons précis, nous n'avons jamais été et ne sommes toujours pas d'ETA. Soyons également précis, très vite, parce que les enfants, surtout en confiance, ça parle, nous avons très vite compris que papa et maman étaient d'ETA. D'où conseil de guerre. Thyde, Jean-Marc, Bertille (notre fille), un jeune homme du lycée expérimental d'Oléron (Ce sont des pénibles à Oléron) que nous hébergeons (gratuitement, c'est louche), le chien. Décision unanime. Tous les enfants du monde ont droit à l'école et à une éducation digne de ce nom. Aucun enfant du monde ne peut être tenu pour responsable de ses parents. Dans ces conditions, pas touche à notre petit. Le chien, Bouillotte, après avoir un instant montré les dents (avec les humains, il faut toujours se méfier), nous a fait mille léchettes. Tu touches à notre petit, et gare à tes fesses. La tribu avait voté. Donc, quand les flics (dix cow-boys avec l'arsenal) ont débarqué à la maison, ce fut un choc de culture. La grande scène du IV, habituelle. Tout le monde, à moitié à poil, dans la véranda du fond. Pas un mot pendant une demi-heure. Puis, le chef flic, s'adresse à Jean-Marc, en bout de table, le plus vieux dans le « grade le plus élevé » : « Vous savez pourquoi nous sommes là ? ». Réponse : « Vous êtes de la police anti-terroriste ? ». Réponse à la réponse : « Oui ». Réponse à la réponse de la réponse : « Donc, vous savez lire. Puis-je me lever ? Faire quelques mètres et vous inviter à lire cet encadré placardé sur la porte de mon petit bureau et daté d'il y a un mois ? Jean-Marc se lève, le chef flic le suit et lit à haute voix : « À vous qui, déjà, lors de la dernière guerre, arrêtiez ceux qui hébergeaient des petits juifs et autres... ». Le chef flic était décomposé. « Monsieur, vous n'avez pas le droit de nous comparer à la police de Vichy ». « Ah bon, alors pourquoi êtes-vous là ? ». Vous savez que nous ne sommes pas d'ETA. Alors, comme la police de Vichy, vous

pensez que les enfants sont responsables de leurs parents... ».

Embarquez-le ! Thyde sortait d'un cancer. Jean-Marc, selon le médecin qui venait d'arriver, était en train de faire un deuxième infarctus. Le SAMU, tout de suite. Mais c'est juste pour un interrogatoire. OK, mais vous me signez une décharge de responsabilité. Une décharge de quoi ?

Tout cela est raconté dans « Oui, nous avons hébergés un terroriste... de trois ans ! ». Paru en 2005 aux Éditions libertaires et dont nous avons dû vendre au moins trente exemplaires.

**CRML : en 2004, « La grenouille » était scolarisé avec d'autres enfants. Ont-ils gardé des liens ?**

Of course. Cela va sans dire et encore mieux en le disant.

**CRML : pour revenir à Maixol, ETA ayant cessé la lutte armée il y a dix ans, rendu ses armes publiquement et s'étant auto dissoute, pourquoi cet acharnement sur des gens comme Maixol qui ont été les artisans d'un processus de paix ?**

C'est une bonne question à laquelle vous ne manquerez pas de répondre. Un indice. Pourquoi fait-on la paix avec certains et pas avec d'autres ? Avec l'OAS, les GAL... mais pas avec ETA.

**CRML : que pouvons-nous, militants, simples lecteurs, pour Maixol ?**

Plein de choses. Des méchantes contre les méchants. Ou, et ce n'est pas antinomique, simplement lui écrire. Maixol Iparragirre, les Éditions libertaires, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190, St Georges d'Oléron. Nous transmettrons.

On vous embrasse plus que très fort.

*Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell*

\* Maixol, Marixol... deux prénoms basques pour une même personne. Ça dépend de l'altitude de qui parle. Basque des vallées ou Basque des montagnes. NLDR

# LA HORDE

## Rencontre avec le site antifasciste

Le dossier du mois étant consacré à la peste brune, il nous semblait logique et nécessaire de rencontrer La Horde. Lu sur le site :

**« Énérvé, indiscipliné, collectif et solidaire : ainsi va la Horde, ainsi va l'antifascisme. Instrumentalisé, caricaturé, dévoyé, méprisé : ainsi va l'antifascisme, et la Horde vient remettre les pendules à l'heure. » Alors...**

### - OK, ça risque de ressembler à un interrogatoire de flics, La Horde a quel âge ?

La Horde a aujourd'hui un peu plus de 7 ans. On a commencé à mettre en ligne des documents pour le site au cours de l'été 2012, et le site a été rendu public en novembre 2012. Mais la plupart d'entre nous étions déjà des militant.e.s antifascistes depuis de nombreuses années. Depuis, nous avons essayé d'avoir une activité régulière, en organisant des événements publics chaque année (cet été, nous avons fait une tournée de 10 dates avec l'antifasciste allemand Bernd Langer, l'auteur du livre *ANTIFA* que nous avons traduit en français), en diffusant du matériel lui aussi régulièrement mis à jour, et en publiant plus de 4000 articles sur le site.

### - Sans balancer, explique-moi un peu l'origine, ça répondait à un besoin ? C'était comment le panorama brun à l'époque ?

La Horde est née de la volonté de continuer à travailler spécifiquement sur l'extrême droite, en essayant également de relayer au maximum les initiatives antifascistes à travers toute la France. C'était d'autant plus nécessaire que les deux grands réseaux qui avaient encadré la lutte antifasciste, NoPasaran et Ras'l'Front, étaient en train de disparaître.

Au niveau du panorama de l'extrême droite à l'époque, Marine Le Pen reprend l'appareil en main en excluant les membres de l'Œuvre française du FN. Les identitaires étaient alors à leur sommet au niveau organisa-

tion (sections locales, cadres, nombre de militants). En ce qui concerne les groupuscules plus petits, Troisième Voie et les JNR de Serge Ayoub, étaient actifs tout comme le GUD, le MAS ou Lyon Dissident. Alain Soral et son mouvement Égalité & Réconciliation étaient aussi déjà présents. Voilà pour un rapide panorama.

### - Quels sont vos liens avec le réseau « No pasaran » qui est un peu l'ancêtre du mouvement antifa ?

Une partie d'entre nous a milité au réseau No Pasaran. Dire qu'il est l'ancêtre du mouvement antifa est faux : le réseau est né en 1992, et il existait des groupes antifascistes bien avant cette date. Dans les années 1960 et 1970, des groupes, communistes pour la plupart, s'opposaient déjà à l'extrême droite, et au milieu des années 1980, avec la percée électorale et médiatique du FN, ce sont des groupes antifascistes autonomes qui ont fait leur apparition, souvent en lien avec la scène rock alternative.

### - Vous faites un super boulot d'information sur la fachosphère, comment se fait la collecte et la vérification des informations ?

Comme peuvent le faire les historiens, en triant des archives et en consultant des ouvrages et des revues, et, grâce à un travail de monitoring et les informations que nous envoient des antifascistes d'un peu partout, en gardant un œil au quotidien sur les activités de l'extrême

droite. Aujourd'hui, la recherche des infos passe trop souvent exclusivement par Internet, et, dans la mesure du possible, nous essayons aussi de voir par nous-mêmes ce que l'extrême droite prétend faire dans la rue.

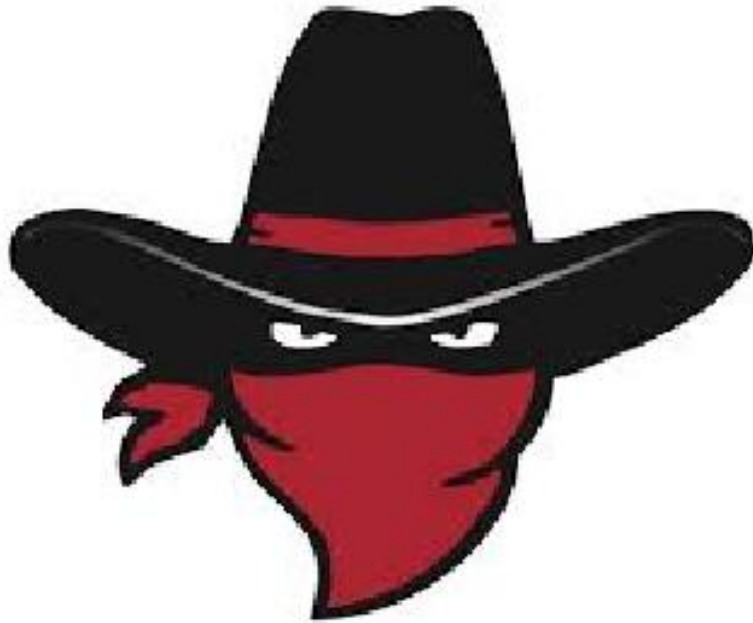
### - On fait comment pour ne pas voir des agresseurs potentiels un peu partout quand on passe son temps à lutter contre des organisations, des individus dangereux ?

L'étude sérieuse de ces mouvements et une connaissance de l'histoire de l'extrême droite française permet de relativiser les choses et de garder la tête froide. L'extrême droite est en effet souvent surestimée sur ses capacités, ce qui est le cas, pour l'extrême droite française, en ce qui concerne sa force de frappe, même si bien entendu des agressions existent et qu'il faut rester attentif.

### - Ma grand-mère qui faisait la liaison entre deux groupes de résistants disait souvent : « C'est la peur qui me faisait peur » pour dire qu'elle connaissait les risques encourus et acceptés mais qu'elle avait peur de sa réaction en cas de peur... ???

Ce n'était pas une question, juste un commentaire personnel...

### - On a vu Jean-Jacques Rue et Yannis Youlountas se faire engluier par l'a-justice pour avoir traité les identitaires de Defend Europe de nazis. Vous avez combien de procès aux basques avec les fachos que vous balancez ?



Tu ne crois pas si bien dire... C'est une tendance lourde en ce moment, constatée par plusieurs avocats : alors qu'il y a encore quelques années, c'étaient les militants nationalistes qui passaient en procès pour diffamation, aujourd'hui, ce sont eux qui utilisent l'arme judiciaire pour s'en prendre à celles et ceux qui ont l'audace de dénoncer leur crapulerie. La Horde, en tant que collectif antifasciste ayant pignon sur rue, n'est malheureusement pas épargnée : un procès est à venir, sur lequel pour l'instant nous restons discrets, mais dont nous parlerons sous peu.

**- Trois responsables de Génération identitaires viennent d'être condamnés pour « exercice d'une activité dans des conditions de nature à créer dans l'esprit du public une confusion avec l'exercice d'une fonction publique », après leur opération de com anti-migrants dans les Alpes. Ça vous fait quoi de penser que le tribunal ne leur reproche pas d'être des fachos, des racistes, d'avoir fait courir des risques aux migrants dans la neige mais seulement d'avoir joué aux flics ?**

Rien, parce que nous n'attendons

pas de la justice qu'elle décide de qui est raciste et de qui ne l'est pas. À ce sujet, ceux et celles qui se réjouissent ou réclament une possible dissolution des Identitaires, sont selon nous dans l'erreur. D'abord parce que ça ne résoudra pas le problème : pour rappel les Identitaires sont nés d'une structure, Unité radicale qui comptait entre 30 et 40 militants au maximum avant sa dissolution. On voit ce qui s'est passé après sa dissolution...

Ensuite, parce que l'arme judiciaire peut tout aussi bien être retournée contre n'importe qui : les militants d'extrême droite, lorsqu'ils attaquent en justice pour dénoncer le « racisme anti-blanc » ou la « christianophobie » montrent qu'ils l'ont très bien compris ; et Marine Le Pen avait pendant la campagne présidentielle de 2017, promis, si elle arrivait au pouvoir, la dissolution des « antifas ».

**- Vous voyez l'avenir de La Horde, des antifas, des anti-autoritaires comment ?**

Il est toujours difficile de dire de quoi l'avenir sera fait. En ce qui concerne notre collectif, nous continuerons à proposer, tant que cela nous semblera utile, des outils pour mieux com-

prendre les projets de l'extrême droite et la nécessité qu'il y a de s'y opposer, pour peu que l'on souhaite vivre dans une société d'égalité, de liberté et de justice. Pour ce qui est de l'antifascisme, il reste nécessaire tant que les idéologies inégalitaires et autoritaires existeront : autant dire que pour le moment, rien ne semble annoncer la fin d'un tel phénomène, bien au contraire... Bien entendu, cet antifascisme, pour rester pertinent, doit évoluer avec son temps, et prendre en compte les évolutions récentes du discours de l'extrême droite, et ses nouvelles formes d'expression. Mais dans le même temps, la mémoire des luttes et plus largement de l'Histoire est un des socles sur lesquels repose l'antifascisme, et ce d'autant plus que l'extrême droite a tout au contraire tout intérêt à réécrire l'histoire, afin de débarasser le nationalisme et le rejet de l'autre du poids encombrant des atrocités du XXe siècle commises en leurs noms.

**Un grand merci aux militant,es de la Horde pour leurs réponses.**

*Le Monde libertaire*

La Horde a publié un superbe tableau pour mieux connaître et mieux combattre l'extrême-droite. Nous le reproduisons au dos de ce *Monde libertaire*. Ce tableau est normalement accompagné d'une légende mais pour nous, manque de place...

Une très bonne raison pour aller à la source <https://lahorde.samizdat.net/>

# L'ANTICHAMBRE DE L'EXTRÊME DROITE

Depuis l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981, le capitalisme et la classe politique française créent toutes les conditions pour faire en sorte qu'un régime autoritaire d'extrême droite accède à la gestion des affaires du pays.

## Pourquoi ?

Le système est en crise et il est pris dans ses contradictions. Les partis politiques traditionnels certes, le servent avec un zèle à toute épreuve, mais à force d'être inféodés au système, ils ne sont plus crédibles aux yeux des Français. D'où une désaffection toujours plus importante, lors des élections. Le jour où l'extrême droite arrivera au pouvoir, tous ceux qui auront contribué à faire son lit pousseront des cris d'orfraies... Mais il faut savoir que l'évolution de la situation politique n'est que très rarement spontanée. Les événements sont la suite et les conséquences d'une longue succession de décisions prises par des partis politiques au pouvoir qui contribuent à faire en sorte que les inégalités se creusent et que le peuple n'en puisse plus. Au point de se tourner vers le populisme, dont le Rassemblement national en est le chantre. Ce parti distille les idées racistes et xénophobes et fait des étrangers les responsables de tous les maux, alors que ce sont les politicards au service du capitalisme qui en sont la cause. Ils appellent cela « la crise ».

## La crise est l'excuse !

Seulement, la crise n'est pas pour tout le monde : le chômage, les bas salaires, la casse du système social, du service public, du code du travail, etc. c'est pour le peuple et les travailleurs. Pendant ce temps, les patrons du CAC 40, les PDG, les banquiers, les affairistes continuent à se faire des choux gras sur leurs dos. Et justement, le peuple en a plein le dos car c'est toujours lui qui paie, c'est lui qui trime, qui est assujéti, qui est étranglé, jusqu'à ne plus pouvoir vivre. Les pauvres sont de

plus en plus nombreux. Ils sont plus de 20 millions de pauvres dans le pays (chômeurs, travailleurs pauvres, précaires, « bénéficiaires » des minima sociaux, du RSA (Revenu de solidarité active)). C'est-à-dire qu'ils tentent de survivre avec tout juste 500 euros par mois.

La moitié des Français dispose de moins de 1500 euros par mois, 30 % perçoivent des salaires en-dessous de 750 euros par mois, pendant que les milliardaires sont toujours de plus en plus riches et plus nombreux. En France, en 2017, ils sont 67 milliardaires soit 12 de plus qu'en 2013. Bernard Arnault, est la deuxième fortune mondiale. Sa fortune personnelle pèse 107,6 milliards de dollars. C'est monstrueux et scandaleux ! La devise « Liberté, Égalité, Fraternité » de la France est bafouée. Il est grand temps que le peuple y mette bon ordre.

## Colère

La colère gronde, certes elle est encore très sourde mais je l'entends monter des profondeurs du pays... C'est au point où plus de 30 millions de Français et de Françaises ne se reconnaissent pas en Macron, ni dans le gouvernement pas plus que dans les 577 députés censés les représenter à l'Assemblée nationale. C'est évident que sous cette mince croûte de « démocratie », le néo-fascisme pointe son groin puant... grâce aux différents gouvernements et pouvoirs politiques qui depuis au moins 1981 (de Mitterrand à Macron) préparent la venue de l'extrême droite aux affaires. On remarquera que le fossé se creuse inexorablement après chaque élection entre les « élus(es) » et le peuple. C'est au point, que l'assise du pouvoir nouvellement élu ne repose électoralement que sur 15 % des inscrits.

## Détourner la colère

Le danger est grand de voir le parti fascisant de Marine le Pen accéder au pouvoir, car avec Macron aux affaires – un banquier, un affairiste – c'est le patronat qui se frotte les mains.

Malgré les promesses électorales, les Français ne se font aucune illusion quant à l'amélioration de leur sort. Ils savent que les représentants du grand patronat qui sont aujourd'hui au pouvoir leur mijotent une ragougnasse plutôt indigeste : le nombre de chômeurs ne diminuera pas, ou si peu, par contre leurs indemnités seront réduites à la portion congrue, les conditions de travail seront aggravées, les salaires revus à la baisse, les minima sociaux également, la casse des services publics va se poursuivre... Bref, la paupérisation du peuple va s'accroître... Les politicards sont consciemment en train de créer les conditions royales pour amener le Rassemblement national au pouvoir. Ils savent également que le risque est grand de voir le peuple descendre dans la rue. Seulement, il s'agit pour eux de mesurer jusqu'où ils peuvent l'assujéti sans risquer la révolte. Et cela, ils ne le maîtrisent pas. Le pouvoir n'est pas une science exacte, la preuve par les Gilets jaunes !

Et donc, pour contrer la révolte du peuple qui priverait les patrons du CAC 40 de leurs privilèges exorbitants, ces derniers et les politicards à leur service font le lit du parti fascisant qui n'a rien à refuser au grand patronat. Par contre, il bâillonnera un peu plus le peuple.

Certes, l'histoire ne se répète pas mais, il peut y avoir quelques similitudes. Rappelez-vous en 1933, le parti nazi en Allemagne est arrivé aux affaires sur un fond très dégradé de crise sociale et économique avec plus de 6 millions de chômeurs. Ainsi, lors des élections législatives du 5 mars 1933, le parti nazi a obtenu 17 millions de voix sur 44 685 764 électeurs et électrices inscrits(es) sur les listes électorales et il a eu 288 députés. Il a pu accéder au pouvoir électoralement, grâce à la complicité de la droite conservatrice, et comme ils disent, « démocratiquement ! »

*Justhom*  
(Groupe de Rouen)

# FACHOS PARTOUT? ANARS NULLE PART?

Depuis quelques années il semblerait que l'extrême droite soit de retour partout dans le monde. En Europe : la Hongrie, la Pologne, la Russie ont à leur tête des dirigeants ultra nationalistes et en Italie c'est Salvini le ministre de l'Intérieur (c'était, exit du gouvernement le leader de la Ligue mais son pouvoir de nuisance reste énorme. NLDR). En Allemagne, l'AFD (Alternative pour l'Allemagne) fait de meilleurs scores à chaque élection, de même pour le RN (Rassemblement national) en France. Même en Espagne, qu'on pensait jusqu'alors épargnée, le parti Vox (des nostalgiques de Franco) est entré au parlement avec 10,26 % des voix. En Grèce, malgré une quasi disparition du parti nazi Aube Dorée, le nouveau gouvernement de droite de Mitsotakis s'attaque au quartier anarchiste d'Exarchia, tentant d'expulser les squats depuis début septembre, avec des flics arborant des emblèmes fascistes. De l'autre côté de l'Atlantique c'est Trump et Bolsonaro qui sont ar-

rivés au pouvoir. L'Asie n'est pas en reste non plus, avec l'Inde qui est dirigé par un nationaliste et la Chine avec son totalitarisme (et son fameux crédit social) de plus en plus fort. J'en oublie sans doute certains (notamment au Moyen-Orient ou c'est pas joli joli, à part la résistance kurde), mais si on veut garder le moral, vaut sans doute mieux !

Bref, ça pue de plus en plus, et même si en France le gouvernement n'est pas d'extrême droite, nous avons pu assister ces dernières années à un glissement du spectre politique vers la droite, avec des thèmes de campagne s'axant principalement autour de l'immigration et de la sécurité (et encore plus après les attentats qui ont touché la France) chers au RN. Sans compter les différentes lois pondues par les derniers gouvernements (Sarkozy, Hollande et maintenant Macron) qui sont de plus en plus répressives, spécifiquement par rapport aux manifestations ou à la surveillance généralisée.

Les agressions fascistes, profitant notamment du mouvement des gilets jaunes, ont aussi augmenté, s'attaquant à tout ce qui ressemblerait à des « gauches », et s'ils ne les trouvaient pas, ils se rabattaient sur les personnes issues de l'immigration, ou considérées comme telles. Ils agissent aussi en dehors de ces manifestations, comme lors de la finale de la CAN à Lyon, où une vingtaine de fascistes ont attaqué une voiture à coups de barre de fer sur la place Bellecour, juste parce qu'il y avait des « sales bougnoules » dedans (d'autres agressions ont eu lieu, ce n'est qu'un exemple). Ils ont pu agir en tout tranquillité, les flics étant apparemment trop occupés à taper les supporters algériens et tout ce qui leur tombait sous la main de l'autre côté du pont dans le quartier de la Guillotière. Mais nous ne reviendrons pas sur la collusion entre fascistes et police ici, un autre texte serait nécessaire.

## « Tout d'abord, ils ont gagné la bataille du Net. »

Je vais plutôt m'attarder sur cette montée de l'idéologie fasciste en France (on pourrait aussi parler des royalistes, qui semblent avoir le vent en poupe).

Tout d'abord, ils ont gagné la bataille du Net. Même si un peu de contenu de notre côté arrive, il arrive tard. Eux n'ont pas hésité à investir les réseaux sociaux et YouTube pour leur propagande depuis maintenant 10 ans, touchant ainsi un grand nombre de personnes, notamment ceux doutant des médias « mainstream », représentant un terreau fertile pour y semer leurs idées. Surtout que souvent, ils avancent masqués, comme Alain Soral qui peut avoir l'air, au premier abord, d'un nationaliste lambda. Mais derrière ses analyses, on ressent vite des relents antisémites, jamais clairement dits, à base d'allusions et de critique du sionisme (à part ici

où il se lâche un peu trop: <https://www.youtube.com/watch?v=ochSdWXcOek>). Petit à petit il capte son auditoire, l'amène à accepter ses thèses (notamment grâce à un travail préalable de Dieudonné, expert en conspirationnisme et confusionnisme). Certains fans de Dieudonné ont été choqués qu'en 2017 il appelle à voter Le Pen : mais vous pensiez quoi en fait ? Soral, son super pote, se réclame national-socialiste (c'est-à-dire nazi), mais à la française comme il dit ! Il n'y a alors pas trop de doutes sur la position politique de Dieudonné, qui n'est plus un humoriste depuis longtemps mais un militant politique.

On pourrait aussi parler du Bastion social (proche de Casapound, mouvement nostalgique de Mussolini en Italie) qui lors d'une interview se définit comme faisant partie du mouvement nationaliste et patriote mais utilisent

des totenkopf (un des insignes de la Waffen SS). Cet interview a été donné par « Le média pour tous » de Vincent Lapierre, qui lui aussi n'assume pas clairement sa ligne politique (ils auraient honte d'être des fascistes ?) depuis qu'il fait des reportages sur le mouvement des gilets jaunes (confusionnisme quand tu nous tiens). Mais il était chez Égalité et Réconciliation, le mouvement de Soral, donc peu de doutes subsistent sur son appartenance politique. Tout ce petit monde entretient donc des liens plus ou moins étroits. Un récent reportage sur Génération identitaire a aussi montré qu'ils avaient des liens avec le Bastion social (aujourd'hui dissous). L'Action française (royalistes) se joint aussi à ces derniers pour aller tabasser du « gauche ». La violence étant un pilier de leurs idéologies, rien d'étonnant à ce qu'ils fassent ça ensemble.

## « c'est plus faisable dans une vidéo de 50 minutes. »

Le conspirationnisme est donc un élément clé pour rabattre petit à petit des personnes non politisées (dans le sens où ils n'ont aucune culture ou connaissance historique des luttes sociales) vers des idées fascistes. Cela se fait lentement, mais c'est efficace. Dire que c'est la faute de tel ou tel groupe si cette société est merdique plutôt que remettre en cause en profondeur un système économique et politique (et donc tenter de changer notre rapport aux systèmes de dominations qui modèlent cette société), c'est carrément plus simple et ça demande moins de temps. En tout cas c'est plus faisable dans une vidéo de 50 minutes. Le manque d'esprit critique de ces personnes, la volonté de comprendre cette société et de voir ce que les autres ne voient pas (les complots

et conspirations) est un cocktail puissant, rendant toute discussion avec des conspirationnistes (pas encore fascistes) extrêmement compliquée. Le nationalisme a toujours été la porte d'entrée du fascisme, qui pousse à se replier sur soi par peur de l'autre, menant inévitablement à une volonté d'homogénéiser un territoire national, selon ses soi-disant traditions ou selon une mythologie nationale remise au goût du jour. Aujourd'hui, le conspirationnisme est la porte d'entrée du nationalisme et ainsi du fascisme.

De plus, suite aux gouvernements gauche-droite qui se succèdent sans que rien ne change, l'extrême droite apparaît comme une alternative crédible (face à la mondialisation du capitalisme) ou dans le pire des cas,

comme un moyen de faire bouger les gens, de les mettre dans la rue si le RN arrivait au pouvoir. Dans les deux cas l'analyse semble foireuse à souhait, mais je pense qu'on ne peut s'en prendre qu'à nous même. Le délitement de la social-démocratie (la France insoumise a encore plus ou moins le vent en poupe mais ça reste les seuls) est pourtant un point qui pourrait être positif pour les anarchistes, elle qui a toujours trahi ses engagements. Ses ex-adeptes devraient alors, théoriquement, adhérer à nos idées d'un changement, non par les urnes (voyant que ça n'a jamais fonctionné), mais par une révolution, abolissant tout pouvoir (politique et économique), puisque celui-ci n'amène que de simples réformes.

## « A nous de sortir de nos carcans et d'oser plus »

Pourtant, le mouvement anarchiste et révolutionnaire de manière plus générale semble bloqué dans ses postures militantes, ne va pas vers les personnes qui pourtant pourraient se rallier à nos idées.

Le fatalisme semble avoir gagné quasiment toute la population, le temps passe et pourtant nous restons une infime minorité, n'arrivant pas à dépasser notre routine et notre confort militant, ne trouvant pas d'autres moyens de toucher les gens (et j'avoue ne pas avoir de solutions !). L'extrême droite, elle, arrive à jouer avec les codes actuels qui marchent chez la génération des 15-30 ans, à coup de vidéos d'actions coup de poings et d'une rhétorique remise en goût du jour.

Le fait que le mouvement anarchiste et ses pensées soient invisibles ouvrent donc un boulevard au fascisme, qui revient sous différentes formes mais avec des idées pas si neuves en fin de compte. A nous de sortir de nos carcans et d'oser plus, de toute façon nous n'avons plus grand-chose à perdre !

*Pinou,*  
Graine d'anar, Lyon



# AFRIQUES ANARCHISTES

Tel est le titre du livre de Guillaume Rey, une vraie révélation pour ceux et celles qui pensaient que le mouvement anarchiste n'avait jamais pris pied en Afrique. A noter l'emploi du pluriel à *Afriques* et à *anarchismes* afin de montrer la richesse et les subtilités à la fois des habitants du continent et les formes que revêt, malgré un fond d'éthiques et de pratiques communes, l'anarchisme dans ces diverses cultures et ces différents territoires. Le livre débute par une excellente préface de Lucien van der Walt, un universitaire d'Afrique du Sud, qui souligne d'emblée que le travail de Rey vise « à sortir l'histoire de l'anarchisme en Afrique des poubelles de l'Histoire dans lesquelles [...] une historiographie hostile et la propagande des puissants et des riches ont cherché à la consigner » (p.9). Si le mouvement anarchiste en Afrique tire ses origines des communautés immigrantes européennes, souvent d'origine modeste, composée d'exilés pour des raisons économiques ou politiques, « il s'est rapidement et profondément enraciné au sein des communautés noires africaines, arabes, berbères, métisses et sud-asiatiques » (pp.15-16). D'autant plus facilement que l'existence de sociétés sans État étaient avérée dans les régions du Maghreb, en Haute Volta/Burkina Faso par exemple. La question centrale de l'anarchisme en Afrique, mais pas que, étant « de s'approprier les traditions intellectuelles et politiques locales pour l'anarchisme et de s'approprier l'anarchisme pour les traditions locales (pp.19-20). »

Suite à cette préface éclairante, Guillaume Rey formule clairement son intention : « faire connaître l'Afrique

[et...] faire connaître l'anarchisme » (p.28). Dans une première partie, il évoque la naissance et le déclin du mouvement libertaire au nord et au sud du continent entre 1860 et 1940. D'abord au nord où il rappelle que dès 1876 est créée en Égypte une section de l'AIT et une université populaire en 1901, puis une bourse du travail en 1919. Dans le même mouvement l'anarchisme s'implante en Tunisie et en Algérie où il existe une Fédération libertaire d'Afrique du Nord en 1926. Algérie où Mohamed Saïl (1) sera l'un des animateurs de la CGT-SR. Dans tous les cas, de nombreuses publications libertaires circulent quelquefois en plusieurs langues.

Au sud du continent en 1904, est fondé le South African General Worker's Union où les anarchistes sont très actifs. Puis le mouvement se développe ensuite au Mozambique, puis au Kenya. Certes de grands vides existent et peu de choses sont connues sur le reste du continent ; faute de source, faute de présence... tout cela sans doute.

Après réflexion sur la place des militants blancs, métis et de couleur au sein des anarchismes africains l'auteur rappelle que dès 1912, Jean Grave dénonce le fait colonial. Il évoque aussi Reclus qui se positionne contre la conquête étatiste et militaire mais pas contre les mouvements migratoires des européennes vers d'autres continents. Il relève aussi les contradictions et les illusions dans certains milieux libertaires sur les apports civilisationnels de ces mouvements humains de population dont les convictions sont souvent liées à la forte propagande pro-colonialiste ambiante. Pour l'auteur, « l'anar-

chisme africain est un anarchisme comme les autres » (p.112).

Dans une seconde partie consacrée aux « anarchies africaines », Guillaume Rey nous livre un regard critique sur le rôle de l'ethnologie coloniale dans la compréhension des systèmes sociaux africains qui ne sont bien souvent qu'une « invention qui se fait [...], sciemment ou non, en faveur de [la] domination » (p.122). Ainsi, malgré les différents modes d'organisation des peuples « seul l'État ou sinon les formes politiques pouvant s'y apparenter, peut être considéré comme un type d'organisations sérieux » (p.129) au détriment de toute autre forme. D'autres observateurs font des constats d'une toute autre nature. En face des sociétés étatisées, il existe ce que Clastres dépeindra comme des sociétés sans état ou plus exactement « contre l'État ». Elisée Reclus par exemple évoque des villages du Sénégal à forte tradition « républicaine » et « fédérative » (p.132). De son côté Evans-Pritchard, pourtant lié à la Couronne britannique, constate que les Nuers du Sud-Soudan ont un système politique qu'il définit comme un « État acéphale, dénué d'organe législatif, judiciaire ou exécutif ou [se constate] une anarchie ordonnée » (p.134). Organisation sociale des Nuers ou « tous sont égaux sans dirigeant ni dirigé » (p.135). Rey sans être catégorique sur des formes « pures », d'anarchisme « historique » en Afrique relève des tendances dans le sens d'une « anarchie équilibrée » (p.158) d'une anarchie coutumière (p.177) révélée par l'existence de chefferies sans pouvoir de coercition et de terres collectives non aliénables.

Néanmoins, « si tout ne correspond pas à l'idéal libertaire, bien des ponts peuvent être envisagés entre les textes anarchistes » et certains mode d'organisations traditionnelles en Afrique (p.193).

Quant à la conclusion, elle est un peu décevante car si elle vise à signaler des possibilités actuelles de développement de l'anarchisme là-bas, elle n'offre que quelques ouvertures timides dans ce sens même si l'auteur réaffirme que « l'anarchisme a sa carte à [y] jouer [...] comme forme d'organisation sociale habituelle, probablement la plus ancienne et la plus caractéristique de l'humanité dans son histoire » (p.199) ; en d'autres termes comme « une tendance anthropologique fondamentale » (p.211).

Malgré quelques digressions sur le mouvement anarchiste en Europe et en Amérique souvent un peu longues au cœur de l'ouvrage, certes à des fins de comparaison avec le mouvement en Afrique, l'ouvrage de Rey est précurseur. Il ouvre en effet des perspectives de recherche sur l'influence de l'anarchisme sur le continent noir, d'hier et d'aujourd'hui. Mais, il laisse aussi entrevoir de belles perspectives de développement ancrées sur des pratiques sociétales ancestrales articulées aux concepts fondateurs de l'anarchisme. Pratiques que les mouvements sociaux en Algérie et au Soudan préfigurent peut-être. A quand la suite ?

Hugues

Etudes  
africaines

Série Politique

Guillaume REY

# Afriques anarchistes

Introduction à l'histoire des anarchismes africains



Préface de Lucien van der Walt

L'Harmattan

Rey G., 2019, *Afriques anarchistes, introduction à l'histoire des anarchismes africains*, Paris, L'Harmattan, en vente à Publico

1) Saïl M., *Appels aux travailleurs algériens*, Volonté anarchiste n°43, Antony, Fédération anarchiste. Groupe Fresnes-Antony, 1994, présentation de Boulouque S.



# PÉDAGOGIE SOCIALE EN ACTE !

Le livre de Guillaume Sabin *La joie du dehors* (1) s'ouvre sur un constat : l'école est un lieu d'enfermement visant à la conformité des enfants et des adultes à venir. Lieu clos y compris pour les écoles dites alternatives où les espaces pour apprendre sont aussi fermés afin de protéger des effluves d'un monde extérieur souvent vécu comme hostile. Ainsi pédagogies traditionnelles et « nouvelles », même si l'auteur ne confond pas les intentions des unes et des autres, doivent se dérouler dans un milieu ad hoc, dans un lieu « à part » afin d'atteindre leurs objectifs. Au-delà du constat, Guillaume Sabin précise que le concept d'éducation sociale serait dû à Bernard Charlot qui en 1976 dans son livre *La Mystification pédagogique* en aurait défini les contours. Il s'agit d'éduquer et de s'éduquer a priori comme je l'ai pratiqué moi-même il y a quelques années dans un contexte ouvert, celui d'une « école sans lieu et sans contenu » (2) et où toutes les rencontres matérielles et humaines deviennent sources et occasions d'apprentissage. En d'autres termes, où « toutes les personnes croisées deviennent co-éducateurs et tous les espaces sociaux fréquentés des lieux possibles d'éducation » (p.22). Mais elle remonte aussi pour une large part aux pratiques mises en place par Célestin Freinet souhaitant développer « une école de la vie » (p.43) où les enfants eux-mêmes « décident de participer ou non, ce sont eux qui sont responsables de la gestion de leur temps » (p.35) et qui mènent l'enquête et la quête des savoirs. Au demeurant pour la rendre possible il est essentiel, c'est le b.a.-ba pour les praticiens de la pédagogie sociale, de « connaître le territoire et ses ressources » (p.34). La pédagogie sociale, toujours en petit groupe de 3 ou 4, vise à « rendre accessible des lieux quotidiens mais [générale-

ment] non autorisés » (p.70), à rencontrer et à se confronter à l'altérité afin d'en faire des occasions d'apprentissage.

Ce livre est le résultat d'un travail collectif avec le réseau des Groupes de pédagogie et d'animation sociale (GPAS) constitué en Bretagne tant en ville qu'en territoires ruraux. Il s'agit donc d'un livre décrivant des pratiques collectives réelles visant à changer le faire éducatif, de sortir des murs des écoles casernes et des programmes. Au-delà cette pédagogie s'inscrit aussi et surtout dans la compréhension du « social » et de sa transformation comme le préconisait Paolo Freire et avant lui les pédagogues libertaires. Elle incite à sortir de la logique et des impératifs de la culture « légitime » et dominante, à renoncer ou à rompre avec certains habits, à interroger les traits culturels acquis en société sans regard critique. Plus encore, elle tend à faire de tous les échanges culturels un acte de culture légitime au sens où il est produit dans un groupe humain. Cette pédagogie ancrée dans le réel social affirme et revendique donc, suite à Freire, que « personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde » (3).

De fait, dans cet ouvrage d'inspiration collective, la pédagogie sociale est pensée et pratiquée comme une pratique d'éducation populaire dans un cadre périscolaire et associatif en lien, voire en complémentarité, avec les équipes pédagogiques des écoles ou des collègues. Il s'agit donc d'une éducation non-formelle. En cela, les pratiques des GPAS se distinguent de la pédagogie sociale revendiquée par d'autres courants et dans d'autres régions et dont les praticiens souhaitent réduire les liens et les contraintes liés au système traditionnel d'éducation et qui se réclament d'une école de la rue.

On peut regretter toutefois que des expérimentations aussi riches soient aussi peu connues et que pour les faire vivre les pédagogues impliqués relèvent le plus souvent de contrats aidés, donc précaires, ou de différentes formes de bénévolat (p.26). Au reste un livre qui donne à réfléchir sur les pratiques et les effets de l'éducation formelle et traditionnelle qui ne vise qu'à conformer. Les « pédagogues de rue » (p.119), ne se veulent ni maître d'école, ni animateurs, ni éducateurs et refusent toute logique programmatique et tout objectif préalablement définis, comme à toute fonction « orthopédique » ou à toute « prescription de bon comportement » (p.119). Ils occupent simplement les espaces vacants comme opportunité d'apprentissage, ou pas, et développent des formes de spontanéisme éducatif où l'incertitude a toute sa place. Ces « passeurs émancipés » (p.144) qui apprennent à disparaître et à laisser la parole, œuvrent à ouvrir simplement et le plus largement le champ des possibles éducatifs sans volonté de maîtriser toutes les situations d'apprentissage. Ils veillent à lâcher prise et renoncent à « la toute-puissance » (p.155) du maître des écoles.

Reste la question du qui propose cette démarche de pédagogie sociale ? Qui prend la décision de la mettre en place ? Les adultes et/ou enfants ? Certes, il s'agit bien d'éducation non-formelle mais quelle place, quel espace d'initiative et de proposition d'activités formulés par les enfants eux-mêmes ? Constat, à relativiser toutefois, d'un pédagogue de rue qui déclare : « dans nos pratiques on apporte des savoirs mais on ne part pas des enfants » (p.206). Le pédagogue social semble rester au centre des propositions car toujours tenus d'aller vers les « apprenants » potentiels. Ils ont pour mission d'être des catalyseurs, des

déclencheurs d'initiatives productrices de savoirs de toute nature. Une interrogation demeure : qu'apprend-on dans ce contact avec la ville ou la campagne et leurs habitants ? En quoi la découverte de l'environnement et le trajet dans ces espaces sont-ils apprenants et émancipateurs ? En quoi ses savoirs sont-ils complémentaires, différents, contradictoires avec le savoir « légitime » et socialement prescrit ? L'auteur convient que les savoirs du dehors sont hétéroclites (p.167) et construits par et autour de l'expérience, qu'ils ont pour but avant tout de faire naître le goût des autres, la curiosité et « l'accès à la variété du monde social et à l'élargissement des espaces vécus (p.192) ». Enfin, l'auteur et le collectif qu'il représente exercent un regard critique sur leurs propres pratiques et du même coup sur tous les dispositifs éducatifs que se veulent émancipateurs. Espaces qui ont souvent une « disposition pour les certitudes » (p.227) au même titre que les processus les plus au-

toritaires, savoir ce qui est bon pour l'autre. Il rappelle à dessein qu'il ne peut « y avoir d'émancipation décidée de l'extérieur [...] que l' on n'émancipe jamais, on s'émancipe [...] et qu' on ne peut s'émanciper seul » (pp.230, 235 ; 236).

Sans renoncer pour autant aux savoirs fondamentaux, ces actions collectives d'éducation sociale à la marge, forme d'école buissonnière, se révèlent largement compatibles avec les aspirations et les pratiques des pédagogues libertaires qui eux aussi veillèrent toujours à multiplier les échanges, les rencontres, les lieux et les expériences comme autant d'occasion d'apprendre et de s'apprendre. Comme ils mirent tout en œuvre pour ne pas laisser l'éducation aux seules volontés et aux seules mains des professionnels de l'éducation et qu'ils militèrent toujours pour une « école » ouverte au monde.

Hugues  
Groupe Commune de Paris



- 1) Sabin G., 2019 *La joie du dehors, essai de pédagogie sociale*, Éditions Libertalia, Paris-Montreuil. A Publico 10 euros. Pour en savoir plus et au-delà de la lecture de l'ouvrage : [www.goas.fr](http://www.goas.fr)
- 2) Expérience que j'ai menée en éducation des adultes auprès d'agents de la SNCF.
- 3) Paolo Freire, 1977, in *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspéro.

## CE MOIS-CI LE ML A REÇU, LE ML A AIMÉ...

Voyages anarchistes

Jean-Claude Tardif nous a envoyé le petit volume de Jean-Michel Bongiraud, bien connu des amateurs de poésie anarchistes, *Voyages anarchistes* (\*), qui rassemble sous la forme de trois voyages des poèmes chargés d'amour et de fraternité. Construits à partir de ce que l'on peut imaginer être des titres d'œuvres de poètes anarchisants, Jean-Michel s'en empare comme autant de chevaux pour mener ses batailles d'espoirs et de révoltes enrubannées de jolies formules, telles :

« La ruche s'effrite le bois se rompt les abeilles s'enivrent elles butinent le cancer la drogue le gaz et le mensonge » ...

« Les paradis sont devenus fiscaux et l'enfer est le travail tout a changé rien de chante la vie achève la vie » ...

« L'anarchie n'est pas le désordre mais le gouvernement de soi » ...

« Puis les loups seront les maîtres les cafards les seigneurs une course sans issue où nous finirons bons derniers » ...

« Quelle existence peut survivre sans beauté le feu alimente le feu et la destruction des terres » ...

(\* Jean-Michel Bongiraud, *Voyages anarchistes*, éditions A l'index, 12 €, disponible à la Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

Patrick Schindler,  
groupe Botul de la FA

Jean-Michel Bongiraud

Voyages  
Anarchistes

texte liminaire  
de Jean-Claude Tardif

Les Plaquettes



À L'INDEX

# INTERVIEW EXPRESS DE PATRICK KIPPER

*Patrick Kipper, il donne toujours l'impression de couvrir d'un regard amoureux, tous les artistes qu'il invite à la Librairie Publico au Cabaret Libertaire. Il semble ne s'être pas remis de sa première illumination, la découverte de Brassens. Nous lui avons demandé en interview express de nous parler de son parcours.*

P. K : Mon arrivée chez les anars, à la librairie Publico, j'avais 15 ans en 1962. J'habitais à Livry- Gargan dans le 93. Je découvre l'anarchisme en écoutant Brassens donc avant 15 ans. J'étais intrigué par le mot anarchie dans une chanson de Brassens "L'hécatombe". C'est d'ailleurs la seule fois où le mot anarchie apparaît dans les chansons de Brassens. Je vais voir dans le dictionnaire et la définition me plaît bien.

Et puis un jour à Sevran, je passe devant la gendarmerie, le mur était entièrement recouvert d'affiches de la Fédération anarchiste. Je regarde l'adresse : Librairie Publico 3, rue Ternaux. Et puis je m'y rends. C'était une toute petite librairie tenue par un vieux militant anarchiste à moitié aveugle et très bougon. Un ancien combattant de la guerre d'Espagne très connu. Je n'avais pas de culture ni rien, je ne connaissais absolument rien. Rapidement, je m'abonne au Monde Libertaire à 15 ans. Je ne vais pas être militant tout de suite. Je lis le Monde Libertaire régulièrement, je découvre Ferré ... En 1968, j'étais présent à la nuit des barricades, c'est ce jour-là que Ferré créait la chanson *Les anarchistes*.

## **M.L : Tu travaillais à l'époque**

P.K : J'ai commencé à travailler après le certificat d'études à la fin de l'école élémentaire - ma famille était très pauvre - à l'usine à 14 ans et 13 jours dans une fabrique de jouets. J'étais le seul garçon avec 28 filles. 28 filles c'était pas facile. Ça ne me plaisait pas du tout. C'était ma grand-mère qui m'avait trouvé ça, un boulot comme un autre. Je rejoins en 1971 un groupe de la Fédération anarchiste qui s'est créé à Sevran en 1971 dont je deviens le secrétaire en

1972. Ce groupe a existé pendant 20 ans. J'ai été très actif les 10 premières années, j'organisais les galas annuels à partir de 1975. Les premiers artistes que j'ai fait venir étaient Marcel Eglin et Robin, puis Utge Royo...

## **M.L : Et tu as attrapé le virus**

P.K : Après je n'ai plus arrêté. A ce jour 2200 concerts...

## **M.L : Tu as créé l'association Mots et Musiques**

P.K : Plus tard. J'ai commencé à organiser des spectacles à l'Oréal lorsque j'étais secrétaire C.G.T de la centrale expédition. J'étais responsable de la commission culturelle et ai fait venir des artistes, régulièrement 5 à 6 fois par an pendant 10 ans (dont Jean-Claude Pascal, Mouloudji, Christian Pacoud).

## **M.L : En même temps des spectacles pour la Fédération anarchiste de Sevran**

P.K : Jusqu'à la fin du groupe en 1992. Après, je suis devenu adhérent individuel. Hors militance, j'ai produit des spectacles à titre personnel au Cithéa (un ancien cinéma de quartier à Ménilmontant) à partir de 1983 et mon premier concert c'est avec Utge Royo - dont je deviens l'agent pendant plus de 10 ans - on a un monde fou, la salle est archi-pleine. Parallèlement, j'ai assuré la production de 5 albums de Marie-Josée Vilar dont j'ai été l'agent pendant 25 ans.

## **M.L : Tu quittes l'Oréal en 1991 où tu travaillais comme ouvrier spécialisé depuis 1970, pour devenir agent.**

P.K : Oui j'ai vécu de ça pendant plus de 15 ans jusqu'à ma retraite tout en m'occupant de l'association Mots et Musiques, fondée en 1991, à but non lucratif.

## **M.L : Après ce survol express de ton parcours, revenons aux Samedis de la Chanson organisés par la Librairie Publico et l'association Mots et Musiques.**

P.K : Aujourd'hui cela représente 75 concerts depuis 2013. Au début, il y avait 3 rendez-vous par an. Aujourd'hui, c'est tous les quinze jours avec une exception, les mois où il y a cinq samedis, il y a 3 cabarets. Avec la librairie Publico, j'ai commencé par organiser des rencontres avec les artistes pour présenter leurs disques. Puis c'est grâce à un article de Laurent Gharibian sur Béa Tristan dans le Monde Libertaire que j'ai eu l'idée des concerts à Publico.

## **M.L : Comment choisis-tu les interprètes ?**

P.K : Poésie et politique, les deux m'intéressent, il faut qu'il y ait les deux dans la chanson. Ma démarche est avant tout artistique. Je suis sensible en priorité à la voix qui pour moi véhicule quelque chose et bien sûr aux textes.

**M. L : Ce sont des univers très personnels que tu accompagnes, des artistes que je qualifierai d'électrons libres que nous ne pouvons entendre que sur Radio Libertaire (Rappelons que Patrick Kipper fut co-animateur avec Nicolas Choquet de l'émission « Bouche à orteil ») ou Fréquence Paris Plurielle ou Radio Aligre. Ceux-là ne créent pas pour faire des tubes mais pour incarner des émotions viscérales et intenses, authentiques. Le point commun de tous ces artistes est de réunir ces deux rives dont tu parles, la poésie et la politique, comme Brassens ! MERCI Patrick Kipper !**

## **La Librairie PUBLICO, MOTS ET MUSIQUES, Le Cabaret Libertaire présentent Les Samedis de la Chanson**

Programmation de cette fin d'année 2019.  
Concert à 17 H 30  
Certains étant déjà passés, d'autres étant

à venir. À venir entendre et voir...

21 Septembre 2019 **VALOUVA DUO**

28 Septembre 2019 **Hélène GERRAY**

12 Octobre 2019 **Justyna BACZ**

26 Octobre 2019 **Pierre SANSBERRO**

9 Novembre 2019 **LES CHANTEURS**

**LIVREURS, Rachel SONALM, FREDERIQUE**

16 Novembre 2019 **Pascale LOCQUIN**

30 Novembre 2019 **Fanchon DAEMERS**

14 Décembre 2019 **Sabine VIRET**

21 Décembre 2019 **JUJA LULA**

**L'EXTRÊME DROITE MEUX LA CONNAITRE POUR MEUX LA COMBATTRE!**

MIS À JOUR : MARS 2019

**LÉGENDE**

- ISLAMOPHOBIE
- ANTISEMITES
- B → A
- A ORIGINALITE DE B
- EN LIEN AVEC...

De la droite traditionnelle à l'extrême droite radicale, à qui ressemble le plus aujourd'hui ? Pas si facile de répondre. Notre schéma propose des repères dans cette nébuluse, en indiquant les liens entre les groupes (en pointillés qui and ils sont inégaux ou fragiles), leurs origines (flèches grossies), et leur racisme privilégié (islaérophobie ou antisémitisme). Enfin, chaque groupe est rapidement présenté à lui-même.

**SCHEMA RÉALISÉ PAR LES COLLECTIFS ANTI-FASCISTES HORDE REFLEX**

